

# cahiers internationalistes

Organe du Parti Communiste International

9  
2003

En souvenir de Bruno • Continuité du marxisme révolutionnaire contre continuité de la guerre impérialiste • Le capital à la vaine recherche d'un ordre mondial • La bataille incessante du marxisme contre l'anti-impérialisme de façade constitue la base nécessaire à la reconquête prolétarienne de ses traditions de lutte contre la bourgeoisie • Globalisation et internationalisme prolétarienne

**Sur le fil du temps** La doctrine de l'énergumène • Tartuffe ou du pacifisme • Honte et mensonge du «défensisme»

Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966)

cahiers internationalistes

# SOMMAIRE

Lorsque meurt un camarade.....	1
Continuité du marxisme révolutionnaire contre continuité de la guerre impérialiste ..	3
Le capital à la vaine recherche d'un ordre mondial .....	14
La bataille incessante du marxisme contre l'anti-impérialisme de façade constitue la base nécessaire à la reconquête prolétarienne de ses traditions de lutte contre la bourgeoisie .....	21
Globalisation et internationalisme prolétarienne .....	36
 <i>Sur le fil du temps</i>	
Introduction .....	40
La doctrine de l'énergumène .....	41
Tartuffe ou du pacifisme .....	45
Honte et mensonge du «défensisme» .....	51
 Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966) .....	
Nos publications .....	63

Toute correspondance à: Editions «Il programma comunista» IPC - B.P. 211 - 75865 PARIS  
CEDEX 18 (France)

Directeur de la publication: Lella Cusin - Edito a cura dell'Istituto Programma Comunista  
I.P.C. - Casella postale 962 - 20101 Milano (Italia)

Dépôt légal: Dec 2003  
ISSN 1021-0016

Imprimerie: Stampamatic, Settimo Milanese, Milano (Italia)

## En souvenir de Bruno

# LORSQUE MEURT UN CAMARADE

*Essaie donc d'empêcher le ver à soie de tisser*  
Goethe

Lorsque meurt un camarade c'est une cellule de l'organisme-parti qui disparaît et l'organisme tout entier en souffre. Les cellules ne sont pas identiques : chacune possède son histoire, ses caractéristiques, mais – en s'intégrant réciproquement et en se subordonnant à un but unique et à un programme unique – elles se révèlent toutes centrales et précieuses pour le fonctionnement générale de l'organisme. Bien sûr lorsque l'une d'elles disparaît, sa place est occupée par une autre, puis par une autre et par une autre encore, et c'est ce qui assure la vie de l'organisme. Pourtant, il s'agit tout de même d'une mort et donc aussi d'une épreuve et d'une souffrance.

La cellule qui a disparu de notre organisme le 20 août 2003 c'est le "camarade Bruno" et – malgré l'incessant renouvellement des générations de militants – il laisse un vide qui n'est pas insignifiant pour nous tous. Car dans l'histoire de notre parti, Bruno a représenté le lien vivant entre les générations qui ont eu l'incalculable chance de vivre les tumultueuses décennies de la lutte révolutionnaire et celles dont la tâche a été (et demeure) de lutter à contre-courant à travers les années les plus sombres de la contre-révolution. C'est ce lien entre les générations révolutionnaires qui, avec la théorie, le programme, la tactique, caractérise le parti révolutionnaire: son extension dans le temps, au-delà des contingences, des phases, des moments – son rôle de préservation de la continuité d'un mouvement projeté vers l'avenir de l'espèce. Car comme on peut le lire dans le *Manifeste du parti communiste* de 1848, "les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement" <sup>1</sup>.

Né à Turin en 1909 dans une famille originaire de S. Zenone al Po (Pavie) et de fortes traditions socialistes (son père Fabio est condamné en 1898 en tant que directeur d'un journal socialiste et perd pendant quelques années son poste de maître d'école, son oncle Fabrizio entrera au PCd'I en 1924 avec la fraction de ceux qu'on appelait les "terzini"), Bruno se rapproche encore très jeune (il fréquente encore l'université de Pavie à l'époque) des positions du mouvement "Giustizia e Libertà" et en 1930, il rencontre à Paris Carlo Rosselli et fait partie du comité clandestin. A peine âgé de vingt ans, il est arrêté en avril 1930 (dans le cadre de l'affaire "Moulin", du nom de l'indicateur qui dénonce le groupe à la police fasciste) et condamné à deux ans de prison. A la prison de Viterbe, d'où il sort un an et demi plus tard, il s'éloigne petit à petit de Giustizia e Libertà. En '34, il participe à la constitution du centre intérieur socialiste dirigé par Morandi et entretient des contacts avec les cercles antifascistes de Milan et de Turin. En 1935 il est de nouveau arrêté et expédié en résidence surveillée pendant trois ans à Bagnara Calabria, et c'est là qu'il commence à se rapprocher de la Gauche communiste – en un parcours qui se précisera toujours davantage dans les années qui suivront immédiatement, d'abord à travers la collaboration à la revue de la Fraction à l'étranger, *Bilan*, puis durant sa réclusion dans le camp de concentration d'Istonio, puis à Camerino, où

<sup>1</sup> K. Marx, F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Editions Sociales (Classiques du marxisme), 1966, p. 92.

il entrera en contact avec des militants de longue date de la Gauche. C'est à 1943 que remontent sa première rencontre avec Amadeo Bordiga, isolé à Naples, ainsi que la fondation du Parti Communiste Internationaliste avec Onorato Damen, qui a pour organe clandestin *Prometeo*. C'est principalement Bruno qui tisse la réseau clandestin de l'organisation en Italie du nord, avec des militants précieux et inoubliables comme Fausto Atti et Mario Acquaviva (lesquels seront assassinés en 1945, à la fin de la guerre, par les staliniens). Dès lors, son travail pour la restauration du marxisme et de l'organe-parti (en étroite liaison avec Bordiga) ne cessera plus jusqu'à la naissance en 1953 du journal *Il programma comunista*, qu'il a dirigé jusqu'à sa mort. C'est là un travail qui s'est exprimé aussi dans son activité professionnelle de traducteur, avec l'édition italienne de textes canoniques de Marx et Engels, comme les recueils *1848; Passant et soldat de la révolution; Inde, Chine et Russie* et la direction de l'édition du *Chapitre VI inédit du "Capital"* et enfin celle de l'intégralité de ce même *Capital*.

Pendant cinquante ans le nom de Bruno a signifié le timon du parti. Ceux qui ont coutume de nous lire connaissent bien la place que nous assignons à l'individu : déterminé par les forces historiques, en un rapport dialectique incessant avec celles-ci, expression vivante du programme, de la théorie, de l'organisation dont il est (*et il ne peut être rien d'autre*) un transmetteur. Voilà ce qu'a été Bruno: un de ces pylônes (dont seule la lutte de classe peut fixer le nombre, les dimensions et la puissance) à travers lesquels circule l'énergie de la doctrine marxiste et de la tradition communiste et qui ne fonctionnent que s'ils sont reliés, par des milliers de fils différents, à une organisation et à une classe.

Dans un de nos textes classiques nous lisons notamment : "Pour nous, un individu n'est pas une unité achevée et indépendante des autres, une machine fonctionnant avec son énergie propre, ou avec celle qui lui viendrait par branchement direct de la puissance créatrice divine ou de n'importe quelle autre abstraction philosophique comme l'immanence, l'esprit absolu et d'autres inventions abstruses. Les manifestations de l'individu et sa fonction sont déterminées par les conditions générales du milieu, de la société et par l'histoire de cette dernière. Ce qui s'élabore dans le cerveau de l'homme a été préparé dans ses rapports avec autrui et dans l'action, y compris l'action intellectuelle d'autres hommes."<sup>2</sup>

Voilà ce qu'a voulu dire Bruno. Son travail, au sein du parti, au sein du marxisme, a été continu, infatigable, méthodique, même dans les moments les plus critiques qu'a connus notre organisation. Ceux qui ont été à ses côtés le long de toutes ces années, ceux qui ont eu la chance de travailler en liaison étroite avec lui, ont fait l'expérience de sa sérénité et de son rayonnement, de son engagement de tous les instants, de son refus de personnaliser les problèmes, de sa volonté inébranlable de *travailler pour le parti*: pour un parti qui n'offre pas de gratifications ou de récompenses personnelles, qui se situe programmatiquement "en dehors de la politiquerie personnelle et électoraliste".

Au moment de lui dire adieu, il ne peut y avoir de place que pour la gratitude pour tout ce que Bruno a été. Pour la gratitude et aussi pour l'engagement à poursuivre son travail – avec la même discrétion, le même dévouement, le même enthousiasme.

<sup>2</sup> "Lénine sur le chemin de la révolution" ("Programme communiste" n° 12, juillet-septembre 1960; en italien dans "*L'estremismo, malattia infantile del comunismo*", *condanna dei futuri rinnegati*, Edizioni Il programma comunista, 1973, p. 27-28).

# Continuité du marxisme révolutionnaire contre continuité de la guerre impérialiste

“*il programma comunista*” n°1/2002

Il existe une continuité flagrante entre la guerre d’aujourd’hui contre l’Afghanistan (à laquelle la petite Italie pourra enfin donner sa bonne contribution en remuant joyeusement la queue) et la guerre des Balkans et, encore auparavant, celle du Golfe en 1990-91. Il s’agit d’une continuité produite par la crise économique qui s’est ouverte au milieu des années 1970. Mais, en réalité, la société capitaliste a été toujours en guerre. Même si l’on se limite à l’après seconde guerre mondiale, on a pu enregistrer 125 conflits plus ou moins étendus, avec une trentaine de millions de morts ! Le capital est en guerre : tantôt dans les usines et dans la société civile (la mort de plus de cent personnes au Petrolchimico de Marghera, dont on parle tant ces jours-ci, en témoigne) tantôt sur le front de guerre. Tant que la loi du profit existera, tant que la société qui se fonde sur elle existera, la guerre - plus ou moins ouverte - sera inévitable et permanente.

A l’époque de la guerre du Golfe, nous écrivions que « pour le capitalisme pris dans sa phase impérialiste extrême, la guerre est quoi qu’il en soit périodiquement nécessaire pour réagir à la chute tendancielle du taux moyen de profit. Elle détruit les excédents de capital (de plus-value capitalisée et capitalisable) resté inactif, c’est-à-dire qu’il est impossible de le mettre en valeur. Alors dans les crises d’accumulation, un peu comme il se produit dans les grands crashes boursiers qui se succèdent avec un rythme toujours plus vertigineux, on détruit des montagnes de “capital fictif” (actions, obligations, etc.) dont l’origine n’est pas toujours nécessairement spéculative. Il s’agit de la condition sine qua non afin que le cycle reprenne selon des taux de croissance “décentés” même s’ils n’arrivent pas à empêcher que, tôt ou tard, le mécanisme se bloque à nouveau »<sup>1</sup>.

Nous rappelions également ce que Lénine écrivait dans son « Zimmerwald à la croisée des chemins » (1/1/1917) : « Les pacifistes bourgeois et leurs imitateurs et perroquets “socialistes” ont toujours imaginé la paix comme quelque chose de distinct dans son principe même, en ce sens que l’idée “la guerre est la continuation de la politique de paix, la paix est la continuation de la politique de guerre” n’a jamais été comprise par les pacifistes des deux nuances.

Que la guerre impérialiste de 1914-1917 soit la continuation de la politique impérialiste des années 1898 à 1914, sinon d’une période encore antérieure, ni les bourgeois ni les social-chauvins n’ont jamais voulu et ne veulent le voir. Que la paix ne puisse être *à présent*, si les gouvernements bourgeois ne sont pas ren-

1. «No alle guerre e alle paci imperialistiche!», février 1991, supplément au numéro 1/1991 de “*il programma comunista*”.

versés par la révolution qu'une paix impérialiste continuant la guerre impérialiste, ni les pacifistes bourgeois ni les pacifistes socialistes ne le comprennent»<sup>2</sup>.

Faites les comptes et vous trouverez la continuité qui lie 2001 et 1898 (voire avant)!

La crise économique qui s'est ouverte au milieu des années 1970 (dont nous avons tant parlé également parce que nous l'avons repérée à partir des années 1950) a produit une accélération et une aggravation de cette irrésistible tendance à la guerre. Les dix dernières années avec les trois graves conflits sanglants qui les ont caractérisés (Golfe, Balkans, Afghanistan) en sont la démonstration dramatique.

Cette dernière décennie a donc vu que la crise économique (une crise structurelle, de surproduction: trop de marchandises et trop de capitaux produits, une chute de plus en plus nette du taux moyen de profit, des capitaux inactifs qui ne réussissent à s'auto-valoriser qu'avec la vitesse et l'intensité nécessaires) s'est transformée à maintes reprises, avec une fréquence et une virulence plus grandes, en une guerre latente. Cette guerre a comme objectifs : a) de détruire la surproduction (et de passer ensuite à la reconstruction) ; b) d'imposer le contrôle sur des aires qui sont stratégiquement et économiquement vitales pour le capitalisme le plus fort (dans ce cas les Usa contre tous les autres, qui sont aussi dégoûtants qu'eux mais moins forts) ; c) de frapper ultérieurement, de diviser et désorienter le prolétariat international, en le mettant à nouveau dans les bras de son ennemi le plus redoutable : le nationalisme, dans toutes ses formes, démocratiques, fondamentalistes, libérales ou dictatoriales.

Face à cette situation qui se répète dramatiquement aujourd'hui pour réapparaître à nouveau demain et après demain jusqu'à ce qu'elle déclenche une nouvelle guerre mondiale, nous devons répondre de la seule façon possible pour des marxistes révolutionnaires dignes de ce nom : avec le défaitisme révolutionnaire. Cela peut sembler une perspective lointaine, irréalisable. Certes, le désastre mis en œuvre par la contre-révolution stalinienne et démocratique est si profond que cette perspective est aujourd'hui peu crédible et peu praticable. Mais, d'un côté, il n'y a pas d'autre solution, de l'autre, il s'agit quand même de commencer à préparer cette perspective dès aujourd'hui avec patience et dévouement. A l'époque de la guerre du Golfe nous écrivions :

«Les travailleurs refuseront de plus en plus, ils *doivent* refuser, de soumettre la défense de leurs conditions de vie et de travail et la défense de la vie même de leurs propres enfants aux diktats du bon fonctionnement de l'économie, de la compatibilité de leurs revendications avec les objectifs poursuivis par l'entreprise et par le gouvernement, du maintien de la paix sociale comme levier de l'effort de guerre. C'est dans la résistance quotidienne, constante et inconditionnée, face à l'attaque du capital et de son État - une résistance conduite avec les moyens et les méthodes de classe jusqu'à la grève générale sans limites d'espace et de temps - c'est dans le refus de servir la "patrie" au détriment de ses propres intérêts les plus élémentaires en tant que classe, que se forment les conditions d'un défaitisme révolutionnaire dont, en tout cas, chaque lutte ouvrière de défense intransigeante de sacro-saintes revendications immédiates jette les premières semences, qu'elle le veuille ou pas. En même temps, il s'agit de la seule forme de lutte qui puisse, en certaines circonstances, si elle est bien menée,

2. V. I. Lenine, "Zimmerwald à la croisée des chemins" Article ou chapitre IV de *Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste* in *Oeuvres*, Paris, Editions Sociales- Moscou, Editions en langues étrangères, tome 23, p. 212.

au moins contraster et parfois empêcher des implications ultérieures (...) par les classes dominantes et par leur gouvernement. Non à la guerre, donc, non à la solidarité nationale, non aux grèves-bidons ; contre les invocations des gouvernements, des partis et des syndicats à la paix sociale, à la discipline du travail, à l'acceptation des "sacrifices imposés par la situation" (...) C'est par le biais d'une telle bataille – notre bataille – que l'on prépare les deux conditions qui sont nécessaires à la victoire révolutionnaire finale: un grand, impétueux *mouvement de masse* contre l'ordre social bourgeois, responsable, parmi d'autres infamies, du massacre impérialiste ; le *Parti révolutionnaire de classe*, arme indispensable de la transformation de l'instinct de classe en action consciente d'attaque au cœur de la domination bourgeoise, à savoir l'État, dans toutes ses différentes articulations. "Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain ; si ce n'est pas au cours de cette guerre, ce sera au cours de la prochaine» [Lénine, « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste », 1/11/1914]. Il n'y a pas de solution au problème des guerres impérialistes en dehors de la révolution prolétarienne. Il s'agit de travailler, avec ténacité tous les jours, en fonction d'elle»<sup>3</sup>.

Voilà encore et toujours notre cri de guerre, voilà encore et toujours *notre continuité* avec 1991, 1939, 1914, 1898-1914 : dire non à la guerre impérialiste, quelle que soit la façon dont elle nous est décrite pour la rendre acceptable et pour en faire digérer les conséquences aux victimes directes, qui sont les prolétaires envoyés se massacrer les uns contre les autres sur les fronts de guerres opposés.

3. V. I. Lénine, "Zimmerwald à la croisée des chemins" Article ou chapitre IV de *Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste* in *Oeuvres*, Paris, Editions Sociales - Moscou, Editions en langues étrangères, tome 23, p. 212.

# Parti et action économique

*“il programma comunista” n° 3/2001*

## Que signifie la “globalisation”?

Aujourd’hui par le terme “globalisation”, on désigne le processus, déjà familier aux marxistes, consistant à tendre à la formation d’un marché mondial unique, au dépassement des frontières nationales des économies, à l’internationalisation des échanges de marchandises et de capitaux, à l’interdépendance croissante des pays et des marchés financiers, des services et des technologies. Ce processus se traduit pour toute économie nationale par une concurrence immédiate et impitoyable entre les Etats, qui cherchent à attirer des capitaux sur leurs territoires en leur offrant les meilleures conditions pour réaliser des profits. Etre attractifs pour les marchés financiers, donner confiance au marché, être compétitifs voilà l’impératif de toutes les bourgeoisies nationales et de leurs Etats, et c’est à cette exigence qu’il faut subordonner toutes les politiques sociales et économiques.

Etre compétitifs, cela veut dire en dernière analyse, donner aux capitaux investis la possibilité d’extraire le maximum de profits de leurs investissements, et ceci se traduit historiquement par une dégradation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière qui est au centre de ces processus. Il est un fait qu’aujourd’hui les investissements productifs et financiers sont orientés vers des zones économiques capables d’attirer la “bienveillance” des marchés à travers des politiques en mesure de changer leur structure productive et sociale, d’augmenter le rendement moyen de la plus-value par rapport aux capitaux investis, d’abaisser le coût unitaire de la production à travers des suppressions d’emplois et la diminution des salaires réels redistribués aux travailleurs, d’augmenter au maximum la flexibilité des garanties et des rémunérations des prolétaires. Le phénomène est encore aggravé, puisque la “globalisation”, le salaire moyen d’un pays donné est immédiatement confronté avec celui des autres pays, et que donc la tendance au nivellement s’accroît. La tentative de baisser continuellement le coût du travail favorise d’une part le transfert des processus productifs afin d’accroître la productivité et de triompher de la concurrence (en effet de nombreuses sociétés deviennent dans ce but transnationales, en délocalisant leurs activités dans des pays d’industrialisation récente où le coût du travail à égalité de qualifications est inférieur); d’autre part dans les pays les plus anciennement industrialisés, l’existence de ces “pays-réserves” recelant une abondante main d’œuvre à bas prix représente un puissant élément de chantage afin de décourager les revendications de “garanties” de stabilité salariale et d’emploi pour les travailleurs, garanties qui jusqu’à la fin des années ‘80 existaient de façon plus ou moins étendue, favorisant toutes ces politiques interclassistes de paix sociale relative qui ont caractérisé ces deux dernières décennies.

Chaque pays qui veut se maintenir au niveau toujours plus élevé de compétition atteint par l’économie mondiale doit obligatoirement agir dans le domaine de la réduction des coûts de production. Ceci se traduit automatiquement pour n’importe quel gouvernement à la tête de l’Etat, par des politiques écono-



miques et sociales favorisant de façon plus importante les entreprises, et donc la capacité du capital national d'agir au niveau global, ce qui ne peut être obtenu qu'en revenant sur les "garanties" économiques et d'emploi que beaucoup avaient cru éternelles.

### Recettes capitalistes

Les capitalistes italiens, réunis à Parme en mars de l'année dernière, ont lancé leur propre recette dans un document intitulé "Rapport sur la compétitivité" qui envisage un véritable "plan pour le pays" concernant la fiscalité, le marché du travail, l'équilibre social, les retraites, l'école et les infrastructures, les pouvoirs locaux et le marché financier. Du point de vue stratégique, ce plan se base sur l'extension maximale de la flexibilité : il s'agit de "libérer le marché du travail de ses liens, en laissant un espace à la contractualisation ... surtout individuelle, d'éliminer l'anomalie italienne concernant la liberté de licencié, de privatiser l'ensemble du système de formation en renforçant "les liens entre universités et entreprises", de libéraliser tous les services depuis les services municipaux jusqu'à la Poste et à l'Énergie. Tout cela est indispensable pour être compétitifs aujourd'hui sur le marché, "pour construire l'avenir du pays" dans l'intérêt de tous.

L'affirmation selon laquelle il existe un intérêt commun à tous et l'exhortation à défendre cet "intérêt commun" est le refrain le plus constant de la propagande bourgeoise. A tous les niveaux, politiques, syndicaux et sociaux, de la minuscule entreprise jusqu'à l'entreprise géante, on explique à l'ouvrier qu'il est et doit se sentir solidaire avec l'usine qui lui donne du travail, c'est-à-dire qui l'exploite; du petit village à la mégapole on lui explique qu'il est et doit se sentir solidaire de la ville ou de la région dans laquelle il est exploité et avec l'État qui met en œuvre et garantit cette exploitation. Tout cela se réalise à travers des modalités de consensus qui sont répandues par les politiques de "l'associationnisme" qui traverse et implique le système des partis, les syndicats, les associations d'entreprise, les institutions bancaires et financières et le système des communications de masse qui lui est lié.

Le fascisme, caractérisé par l'intervention étatique dans l'économie et par la concertation économique entre composantes différentes de la société, vaincu militairement, a été politiquement adopté, dans la mesure où il s'est révélé la forme la plus adaptée au contrôle de l'économie et des rapports sociaux non interrompus par l'affrontement entre les classes. La "concertation" des politiques de crise et la "cogestion" des modèles productifs et réglementaires (caractérisés par une concentration toujours plus importante de la richesse et par la décentralisation de la production), se sont toujours traduits par une collaboration perverse et contraignante entre organisations syndicales, patronat et gouvernements toujours plus techniques. A cette soumission a correspondu une reconnaissance du rôle nouveau joué par les syndicats dans la détermination et la gestion des lignes de force des processus de "crise-restructuration-nouvelle législation du travail". La polémique soulevée par la CGIL (syndicat italien) à propos du dernier document de la Confindustria, ne doit pas nous induire en erreur. En effet la crainte du syndicat est uniquement celle d'être doublé dans son rôle de médiateur sans en recevoir les contreparties sur des questions ouvertes comme la gestion et le déblocage des TFR (indemnités de départ des travailleurs et gestion fermée des futurs fonds de pension). En réalité, ce à quoi nous avons assisté dans cette dernière décennie, c'est toujours à un rôle actif du syndicat comme allié et

conseiller du gouvernement appelé à appliquer les dures politiques d'attaque contre les conditions de vie des travailleurs.

### **Flexibilité et précarisation**

Que réclament donc les patrons du haut de leurs assises? Flexibilité et précarisation. Derrière toutes les argumentations et les propositions de règles se cachent de nouvelles et efficaces mesures en faveur des patrons pour se débarrasser, sans aucune contrainte, de la main d'œuvre quand elle n'est plus nécessaire au stade de la production, en insérant des éléments plus dévastateurs de précarisation des conditions de travail. Nous verrons toujours davantage une armée de travailleurs utilisés pour des périodes brèves, foutus à la porte de leurs postes de travail, rendus incapables - parce qu'affaiblis et intégrés de façon peu stable dans le monde du travail - de négocier des conditions minimales de rétribution et de réglementation. Le cas de Fiat qui a expulsé 147 ouvriers, embauchés sur des contrats à durée déterminée et utilisés pendant quinze mois sur des chaînes de production pour être ensuite réexpédiés chez eux, est à cet égard exemplaire. On utilise encore le mot d'ordre magique de la lutte contre le chômage pour masquer cette réalité indéniable : on est en effet en train de préparer de nouveaux instruments pour faciliter la gestion de la main d'œuvre afin d'empêcher les revendications et les conflits. Syndicats et partis sont toujours plus soumis à la logique que seule une entreprise aux mains libres, mais aux griffes d'acier, peut créer les conditions de "bien-être et de développement" avec des avantages y compris au niveau de l'emploi.

La réalité de ces dernières décennies apporte un démenti à ce message idéologique rassurant et au bien-fondé de ces pseudo-politiques pour l'emploi : le niveau de chômage croît parallèlement à l'innovation technologique et productive qui accroît la productivité du travail et la rentabilité pour les entreprises; nous assistons, de l'Amérique à l'Europe, à la croissance non de l'emploi mais d'une masse de travailleurs employés de façon précaire et sans perspectives d'avenir. En Italie ces travailleurs d'un nouveau type, après l'introduction massive du travail intérimaire et des contrats à durée déterminée, sont aujourd'hui plus de 5 millions. Il s'agit des 1.400.000 travailleurs avec des contrats à durée déterminée, 1.800.000 qui ont des contrats de collaboration coordonnée (travailleurs payant leur TVA); à ceux-ci, il faut ajouter 1.600.000 travailleurs à temps partiel (dont font partie ceux qui travaillent tous les jours un horaire inférieur à la durée légale, ceux qui ne travaillent que certains jours mais à plein horaire et ceux qui ne travaillent qu'une partie de l'année et du mois). Enfin les intérimaires qui sont environ 700.000.

Même dans le cas d'une reprise de l'activité productive, du cycle économique et des profits, on n'envisage pas d'améliorations sur le plan social et dans le domaine de l'emploi. Les fusions et les concentrations concernent les grands groupes industriels, les restructurations technologiques et organisationnelles qui leur sont liées, la spéculation financière exacerbée dans le cycle économique ont déconnecté la croissance économique du développement de l'emploi : un nombre toujours moins important de travailleurs produit, dans ces nouvelles conditions, un plus grand nombre de marchandises et de services.

Ceci, dans une optique de classe qui vise à une amélioration de la vie et du travail pour toute la société, dessine la possibilité que tout le monde travaille moins, ait la possibilité réelle quantitativement, et donc qualitativement, de changer en

mieux l'existence de millions de femmes et d'hommes (aujourd'hui esclaves du travail salarié et de ses rythmes), et puisse dès maintenant œuvrer à un plan à l'échelle de l'espèce concernant la manière de produire et de reproduire notre existence. Dans la sphère de la production capitaliste, tout cela se traduit au contraire, pour la majeure partie du prolétariat, par une précarisation de ses conditions d'existence. La productivité très élevée du travail libère du travail lui-même des masses énormes de prolétaires et, tandis que ceux qui restent employés voient augmenter leurs rythmes de travail et s'allonger le temps de leur activité professionnelle au cours de leur vie, les chômeurs ou ceux qui ne sont pas encore entrés dans le monde du travail sont rejetés dans la masse "amorphe des désespérés", concurrents prêts à accepter des travaux durs, des horaires flexibles, des salaires réduits et des conditions de travail malsaines, exposés à des risques continuels d'accidents, contraints de subir le chantage d'accepter des conditions aggravées pour l'ensemble de la classe ouvrière en général, victimes des plus sordides manœuvres des appareils d'Etats très civilisés.

### **La loi suprême du profit**

Le message social qui est quotidiennement transmis a placé le profit, la flexibilité et la productivité au rang de nouvelles formes de "divinité sociale", devant lesquels tous doivent s'incliner en acceptant les critères d'efficacité fixés par les entreprises comme les seuls valables, réalisant ainsi toute forme de flexibilité sociale, de l'emploi et des salaires, qui a pour but d'abattre tout comportement qui se révèle rigide, conflictuel, non conforme à la compatibilité avec le profit et les lois du marché.

Ainsi même les fondements des propositions politiques et économiques émises par les différentes formations politiques se concentrent, même si c'est avec des nuances différentes, sur des politiques de diminution de la dépense publique, sur des avantages et des transferts plus favorables aux entreprises, sur des réformes institutionnelles et constitutionnelles qui donnent la possibilité aux exécutifs en charge d'agir sans les entraves de la "parlotte parlementaire". La culture d'entreprise doit être considérée comme principe et unité concrète d'initiative politique, comme organisation et gestion immédiate de la coexistence sociale : la centralité de l'entreprise est pour les institutions étatiques facteur de détermination sociale. L'Etat doit se plier aux exigences de réalisation des profits et de la concurrence sur les marchés, qui sont propres aux entreprises. L'Etat devient la machine opérationnelle du capital et de ses exigences, le capital s'en sert pour influencer et déterminer les processus de mutation de la société, pour briser l'unité de classe par des dispositions sur le marché du travail, dans la tentative d'anéantir l'antagonisme social et la conflictualité. Ce qui domine désormais la scène économique c'est la suppression de toute rigidité causée par les coûts ou les réglementations, afin de favoriser les entreprises. C'est ce que réclament les patrons italiens réunis à Parme et c'est pour atteindre cet objectif que les programmes politiques de toutes les coalitions qui se sont succédées au Gouvernement reposent sur le projet de réaliser des économies dans des secteurs tels que l'assurance sociale et la santé, en prévoyant comme objectifs prioritaires la mobilité et la flexibilité du travail, les diminutions aveugles de la dépense publique, c'est-à-dire des services, qui représentaient une partie différée du salaire.

Les équilibres, la stabilité et la rentabilité recherchée par le système capitaliste international sont en train de se révéler comme des processus de déstabilisation

des équilibres politiques, sociaux et écologiques : comme la quantité de plus-value produite au niveau mondial baisse historiquement, les parts que les capitalistes peuvent se répartir se font de plus en plus minces. Ceci impose à tous les capitalistes et à leurs Etats de s'employer au niveau politique, commercial, social et en dernier lieu militaire, à essayer de maintenir leur part de plus-value, de se moquer des dégâts écologiques, de déplacer leurs armées sur l'échiquier international, de ne pas relâcher leur contrôle sur le prolétariat, de gérer de façon toujours plus centralisée les processus économiques. Le monde devient toujours davantage un système global soumis à une loi unique, celle de la domination réelle du capital. Le degré élevé d'exploitation atteint dans les secteurs industriels et le contrôle social total démontrent que la guerre incessante de la lutte de classe est pour le moment dirigée par la bourgeoisie.

### **La condition prolétarienne**

Le prolétariat comme classe n'est pas une catégorie statistique de la société, les frontières entre les classes dans chaque pays sont toutes délimitées par des surfaces qui se superposent et il n'est jamais acquis le moins du monde que les membres d'une classe déterminée adoptent toujours des comportements qui coïncident avec les intérêts historiques de cette classe elle-même. Ce qui compte véritablement c'est le fait que le capitalisme, en tant que mode de production, crée sans cesse et accroît avec le temps la masse des personnes qui en sont réduites à la condition de risquer de ne plus rien posséder du jour au lendemain et qui sont donc, objectivement hostiles à la société actuelle. La condition matérielle du prolétariat en Occident n'est pas historiquement nouvelle : Engels en effet l'évoquait déjà à propos de la classe ouvrière anglaise, et Lénine éclaircit encore ce concept en employant le terme d'aristocratie ouvrière. Le fait que la classe ouvrière des pays industrialisés possède des réserves et qu'elle parvienne encore à bénéficier d'un différentiel de salaire par rapport au prolétariat d'autres pays, explique d'une certaine façon son manque de combativité, mais c'est là un fait qui ne légitime nullement des théories particulières, sur de nouveaux sujets historiques. Il est vrai qu'aujourd'hui de larges secteurs des prolétariats occidentaux jouissent de positions qu'en d'autres temps, ou aujourd'hui sous d'autres latitudes, on n'obtenait qu'avec de dures batailles; mais comme nous le voyons actuellement, ceci n'est pas et ne peut être un acquis définitif. La force productive sociale élevée n'est plus un phénomène lié à un seul pays, mais au monde entier et la condition des prolétaires est aujourd'hui directement mise en relation avec celle de tous les autres prolétaires dans un monde rendu désormais plus petit et interdépendant par le développement incessant des forces productives. Si les conditions de vie du prolétariat occidental ne se détériorent pas de manière drastique dans l'immédiat, c'est parce que les Etats interviennent par des politiques keynésiennes dans la tentative d'éviter des tensions sociales. Tout gouvernement bourgeois est contraint de mener la seule politique qui lui est permise : il ne peut que superviser la création et la réalisation de la plus-value, c'est-à-dire qu'il ne peut que faciliter l'exploitation et orienter les résultats obtenus vers une intensification de cette exploitation en concurrence avec d'autres Etats qui agissent exactement de la même manière ; en agissant sur les politiques monétaires et fiscales, sur les politiques du travail dans le but de créer les meilleures conditions pour réaliser un rapport capital/force de travail propre à garantir des profits plus élevés qu'ailleurs.

Il existe des moments historiques comme le moment présent, où la classe ouvrière semble absente de la scène historique, se contentant de ce que la bourgeoisie lui offre, sans se soucier des conditions qui empirent, ni encore moins de la partie d'elle-même qui est exclue du cycle de production. Mais l'optique de cette remarque est réductrice, car il n'a jamais existé de moment où la lutte de classe ait disparu : là où le capital est parvenu à s'installer en bouleversant les anciens modes de production, la réaction de la classe ouvrière s'est fait sentir en prenant des aspects qui ont en outre démontré une extraordinaire maturité. Il suffit de penser aux luttes qu'ont menées le prolétariat du Sud-Est asiatique, celui de l'aire sud-américaine, mais même en Europe et sur le continent Nord-américain, les luttes n'ont jamais disparu. On tombe dans un défaitisme sans avenir lorsqu'on utilise au-delà du raisonnable pour tel ou tel motif, la passivité de la classe ouvrière, sans tenir compte de l'influence de la période historique, de la contre-révolution et de la période d'expansion du capitalisme. La lutte spontanée de la classe est une lutte à caractère économique immédiat, une lutte de résistance qui se traduit dans la plupart des cas par une action visant à conserver des conditions sur le point d'être perdues ; elle n'a que très rarement un caractère offensif et, quand cela se produit, cela signifie que les conditions générales sont favorables et que l'action de classe s'exerce indépendamment des entraves de l'opportunisme syndical.

### Perspectives de lutte

Le paradoxe du cycle historique actuel - paradoxe qui n'est qu'apparent, étant donné l'existence des facteurs que nous venons de décrire - consiste dans le fait que face à l'accumulation des contradictions et des déchirements inhérents au mode de production capitaliste, la classe ouvrière a été plongée à un niveau encore plus bas de celui du simple trade-unionisme. La lutte de classe ne peut être activée de façon volontariste et le capitalisme n'est pas en mesure de contrôler ses propres mécanismes de façon durable et reproductible dans le temps : heureusement c'est le capitalisme lui-même qui se charge de faire mûrir les conditions de son propre dépassement. Ce seront les déterminismes économiques et sociaux qui feront surgir la nécessité d'organiser des structures économiques de la classe, et le caractère qu'elles prendront n'est jamais une question de *forme* mais de *force*, outre que de contenus. Toute lutte qui veut aujourd'hui être autonome par rapport au "néo-corporatisme syndical" et opposée à la logique de ce dernier, ainsi que recomposer une unité entre tous les travailleurs, protégés ou pas, en re-proposant des opposition offensives et verticales entre capital et travail, doit placer au centre de ses exigences *trois points discriminants* : la réduction du temps de travail, l'alignement du salaire réel sur l'augmentation de la productivité, les conditions de travail.

Le Parti ne peut certes susciter la lutte de classe ; cependant, c'est sa tâche que de rappeler constamment, dans le vif des luttes économiques occasionnelles et partielles, les présupposés élémentaires et indispensables à leur développement et à leur extension, en lançant des mots d'ordre et en proposant des méthodes de lutte et d'orientation générale qui visent à regrouper les prolétaires. La mise en pratique de ces orientations ne dépend pas seulement de la volonté des individus, mais avant tout de l'acuité des contradictions qui se créent au niveau social, de la polarisation en champs de forces opposés des intérêts des prolétaires et de ceux du capital. Nous ne pouvons être des lanceurs de proclamations, alors que

nous nous rendons compte que la classe ne réussit même pas aujourd'hui à défendre ses propres revendications minimales, mais nous savons que la maturation des conditions matérielles, le caractère incisif et la profondeur de la crise vers laquelle se dirige le système capitaliste, devront obligatoirement pousser le prolétariat à bouger, et afin que son action aille dans le sens de favoriser son émancipation de sa condition d'exploitation et d'assujettissement, il doit reprendre dans la pratique de son action de lutte les méthodes que le Parti continue à proposer et à préconiser aujourd'hui, même si c'est dans l'indifférence générale.

Le Parti dans ce sens se fait en tout état de cause le promoteur de l'orientation des avant-gardes prolétariennes potentielles les plus conscientes vers le parcours exact que la reprise de la lutte de classe devra entreprendre, selon un bagage historique d'expériences positives et négatives qui distinguent l'essence de la tactique qu'il est le plus opportun d'adopter dans les luttes à caractère économique. Le retour de la classe ouvrière à la combativité, au sein des réalités productives et des lieux de travail, ne pourra faire abstraction de certaines prérogatives fortes et intransigeantes qui sont à la base de tout programme et de toute stratégie de lutte.

**Contre "l'intérêt commun" de l'économie nationale:** il faut refuser fermement la compatibilité tant au niveau national qu'au niveau territorial et local d'un "intérêt commun" de l'économie nationale. Toute "entreprise" (l'Italie, entreprise publique ou privée) ne constitue pour la classe des travailleurs ni un bien ni un intérêt commun, mais uniquement un moyen qui perpétue l'exploitation de la force de travail. Toute économie conçue de manière capitaliste, privée ou nationale, est soumise à la loi du profit qui pour conserver des rendements satisfaisants est contrainte de viser à la détérioration des conditions matérielles de tout prolétaire, à travers une incessante précarisation réglementaire et objective du statut de chaque travailleur salarié.

**Contre l'isolement des luttes ouvrières:** il faut repousser de manière absolue la pratique que, s'abritant sous le prétexte du sacro-saint dialogue et de la confrontation démocratique, les syndicats et les partis opportunistes n'ont cessé d'utiliser jusqu'ici pour collaborer avec le patronat, en bloquant ou en isolant les initiatives de lutte à l'intérieur des entreprises, provoquant ainsi l'affaiblissement du prolétariat, sa capitulation et sa démoralisation. À toute attaque patronale et à tout cloisonnement des luttes pratiqué par les bonzes syndicaux, il faut répondre avec les armes classiques de la bataille économique : blocage de la production et grève générale sans distinctions politiques, religieuses, raciales et sociales, en tentant d'étendre la protestation et d'être solidaires des travailleurs d'autres branches productives.

**Contre toutes les divisions au sein de la classe:** il faut éviter de rompre, comme cela s'est produit habituellement au cours des dernières décennies, le front de classe par des divisions contre-productives ou laisser les syndicats faire voler en éclats l'unité spontanée du prolétariat en lutte. Dans la lutte économique, ce qui unit et soude la classe c'est la défense du salaire, de l'emploi et de conditions matérielles plus rationnelles au sein des entreprises. Il ne faut laisser aucune place à des proclamations ou des préjugés basés sur des divisions extérieures au contexte économique de la lutte.

**Contre la concertation (sur le plan contractuel et des restructurations):** la concertation entre syndicat et directions patronales constitue une collaboration ouverte pour gérer de la façon la plus indolore et la plus rentable les conflits contractuels et les politiques de restructuration et de licenciement de la force de travail. La classe doit s'opposer au bradage de ses intérêts en dénonçant les organisations syndicales qui, en collaborant avec le patronat, n'ont pas pour but la défense des prolétaires et de leurs droits matériels fondamentaux. La classe doit ainsi se constituer en organisations économiques revendicatives et indépendantes, afin de combattre, avec les armes de lutte classiques, contre la classe des patrons et ses exigences.

**Contre l'offensive patronale et contre l'aggravation des conditions de vie et de travail:** le prolétariat, poussé par l'aiguïssement progressif de la crise qui supprime lentement les garanties et augmente le niveau d'incertitude pour l'avenir, ne pourra commencer à repousser l'attaque du patronat qu'il subit depuis des années sans réactions dignes de ce nom, qu'à travers le retour à la pratique du combat et aux moyens de luttes acharnées et traditionnelles. Toute conquête petite ou grande qu'il saura faire ne sera jamais éternelle, mais il devra, au contraire, lutter encore plus âprement contre les revanches de son adversaire historique pour préserver les positions qu'il viendra de gagner.

La tactique de la lutte économique prévoit que la classe, après avoir déterminé les contenus et les thèmes qui sont à la base de son initiative pour obtenir la défense de ses intérêts immédiats, définisse les objectifs et les mots d'ordre fondamentaux qui aient l'énergie de coaliser et d'unir en une seule voix le mécontentement et la volonté de riposte des prolétaires revenus à l'action.

*Réduction généralisée du temps de travail à salaire égal.*

*Augmentations du salaire réel en proportion de la hausse générale de la productivité, avec un effort particulier pour les catégories les moins bien payées, les plus faibles et les plus exploitées.*

*Plein salaire pour les chômeurs.*

*Amélioration des conditions de travail des ouvriers; réduction des rythmes de travail, protection accrue contre les accidents du travail, utilisation massive d'instruments qui évitent ou réduisent la dangerosité et la nocivité des processus de production les plus à risque.*

Lorsque l'extension des luttes et des revendications sera largement répandue portée par la vague d'une crise objective latente, alors le problème d'économique qu'il était sera déjà politique et social, et le mouvement ouvrier, retrouvant son Parti, se réappropriera la valeur de sa tâche historique: à ce moment là, le passage dialectique de la crise à la révolution ne sera plus aussi lointain.

# Le capital à la vaine recherche d'un ordre mondial

*“il programma comunista” n. 1/2002*

Ordre! Paix! Prospérité! La grosse caisse de la propagande des chroniqueurs de la bourgeoisie ne cesse d'insister sur cette formule magique pour vanter le meilleur des mondes possibles. La conclusion de la première phase de la “guerre contre le terrorisme international” menée en Afghanistan, exactement comme à l'époque de l'effondrement de l'impérialisme soviétique à la fin de la guerre du Golfe, a été l'occasion de relancer le sempiternel refrain : les ententes entre grandes puissances au nom de la civilisation supérieure de la démocratie et du marché seraient à même de vaincre les maux qui affligent cette société et permettraient d'éviter d'autres guerres en garantissant le développement harmonieux de tous les pays. Il est dommage pour eux que, démentant aussitôt cette utopie conservatrice (véritable apologie de l'impérialisme), l'implacable dynamique des faits matériels se charge immédiatement de démontrer le contraire - confirmant ainsi toute l'histoire passée et la théorie marxiste qui nie toute possibilité pour le capitalisme de se développer de manière équilibrée et harmonieuse, sans antagonismes ni catastrophes. Exactement comme le magicien qui ne réussit plus à dominer les puissances infernales qu'il avait invoquées, le capitalisme ne peut parvenir à éviter que l'inégalité dans la dynamique de son développement alimente les conflits entre États et les antagonismes sociaux, la polarisation de la richesse et de la misère à une échelle considérablement élargie, le caractère inévitable d'un gâchis social et d'une destruction toujours accrue, pour continuer la course folle à l'accumulation asphyxiée par une crise de surproduction désormais chronique.

En référence au conflit israélo-palestinien, *Le Monde* du 14 décembre dernier paraissait à la une un titre qui soulignait l'inquiétude de la gauche bourgeoise européenne face à une guerre (au Moyen-Orient) succédant à une autre (en Afghanistan). La planète “bouleversée” et “sens dessus dessous” est hors de portée de la compréhension et de l'analyse scientifique de la part de la “presse libre” - qu'elle soit de droite ou de gauche - sous le règne de Sa Majesté le Capital. Dans cette vision vulgarisée, à la “guerre” sans détermination s'oppose la “paix” sans adjectifs ou précisions, si bien que l'ensemble du réseau des relations internationales entre les États et toutes les vicissitudes de la politique internationale, y compris la politique de puissance des États, sont évalués et appréciés sur la base de considérations d'ordre moral et moralisatrices. Même quand sont invoquées des raisons économiques, celles-ci le sont toujours en référence aux affaires du “privé” (que ce soit une entreprise ou un Président) ou encore à la “volonté hégémonique” de tel ou tel État, sans réussir ni à élucider les causes fondamentales de cette “volonté” hégémonique, ni la façon dont cette dernière représente une projection de la nécessité économique d'un capital national particulier, ayant par conséquent sa racine ultime dans le mode de production capitaliste et dans les lois du capitalisme mondial.

La guerre en Afghanistan a représenté une nouvelle étape de la riposte amé-



ricaine à la crise d'hégémonie du capital américain. La propagande répandue massivement en faveur du "modèle américain" était en effet favorisée par une croissance dopée pendant presque une décennie - une croissance qui était basée sur une dette extérieure en augmentation constante et sur l'endettement privé (qui a alimenté la dépense e biens de consommation et en investissements) ainsi que sur le renforcement du rôle parasitaire du capital financier sous l'égide de la bannière étoilée. Ce dernier s'est nourri à son tour, tant qu'il a pu le faire, de la spéculation produite par les capitaux excédentaires à la recherche de profits et d'une valorisation que la surproduction des marchandises rendait impossible. A présent, en dépit de toute cette propagande, la crise d'hégémonie du capital américain crève les yeux.

L'enjeu n'était pas seulement représenté par le contrôle des ressources de matières énergétiques (surtout de celles qui sont encore à découvrir) comme le pétrole et le gaz, qui alimentent la machine productive pléthorique des principaux pays impérialistes. En premier lieu, l'enjeu était représenté par le contrôle des voies de transport de ces mêmes matières premières, parce que c'est de la possibilité réelle de les contrôler que découlent aussi bien la certitude de leur disponibilité future que le coût des approvisionnements et la répartition de la rente liée à la production du pétrole et du gaz.

\* \* \*

L'Asie Centrale est la seule région énergétique qui peut représenter une alternative aux ressources énergétiques du Golfe ou, du moins, un élément qui tempère l'excessive dépendance du capitalisme mondial par rapport à cette dernière région. Les contraintes géographiques ont fait que dans le cadre de ce dessein stratégique, la stabilité de l'Afghanistan, pays qui représente un point stratégique dans l'ensemble de la région d'Asie centrale en tant qu'il constitue une sorte de porte ouvrant sur l'Inde, la Chine et tout le centre de l'Asie, devienne une pièce maîtresse de la politique de l'impérialisme américain. Cette politique est tout entière centrée sur la nécessité de sauvegarder sa propre position dominante sur le marché mondial à travers la défense de ses intérêts vitaux à l'échelle globale : en particulier en faisant barrage aux "pouvoirs hostiles dans les zones critiques" et en garantissant "l'accès aux marchés clef et aux ressources stratégiques, dans le but de garantir aux Usa le "leadership politique, diplomatique et économique" en tant que "puissance globale ayant des intérêts géopolitiques importants dans le monde entier", et de réaffirmer que le but des Forces armées des Etats Unis est de protéger et de promouvoir les intérêts nationaux". C'est ainsi que s'exprimait, à la fin du mois de septembre dernier, le Département de la Défense américain sur la *Quadriennial Defense Review 2001*, mettant en évidence la continuité absolue des exigences du capitalisme américain exprimées dès 1980 dans la "doctrine Carter" (formulée de façon non fortuite en réponse aux contraintes auxquelles devait faire face la domination économique américaine en raison de la crise de la moitié des années soixante-dix) dans laquelle il était proclamé en effet que toute tentative de puissances adverses ou hostiles visant à intervenir sur le flux du pétrole du Golfe, voire à le bloquer "sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des Etats Unis" et que ces derniers seraient contraints d'y répondre "par tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire". "La position géographique de l'Afghanistan - écrivait en 1857 Engels dans un

article publié sur la *New american Cyclopaedia* - et le caractère particulier de son peuple confèrent à ce pays une importance politique qui peut difficilement être surestimée, dans les affaires de l'Asie Centrale."<sup>1</sup> Le destin historique de l'Afghanistan est en effet déterminé par le contexte géographique et par sa position, car il est lié à cet élément du capital constant (les matières premières et

leur transport) dont le coût a une incidence notable sur la valeur de la production et par conséquent sur la plus-value extorquée à l'échelle mondiale et sur sa répartition entre impérialismes concurrents.

1. Friedrich Engels, *Afghanistan* in F. Engels-Karl Marx, *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan*, édition établie et postface par Gérard Filoche, Paris, A. Fayard, (collection "Mille et une nuits" n°372), 2002, p. 83.

\* \* \*

Après la prise de Mazar-es-Sharif, le 9 novembre, par l'Alliance du Nord (qui regroupe un front composite d'opposition au régime des talibans en Afghanistan), il était évident que l'impérialisme yankee avait cessé ses atermoiements - auxquels l'avait contraint son inquiétude quant au sort du Pakistan et de l'Arabie Saoudite, ses deux alliés stratégiques dans cette région pétrolière qui va du Golfe à l'Asie Centrale - s'orientant désormais vers un largage total du régime taliban devenu incontrôlable et impossible à manipuler. La confusion précédente sur le terrain militaire était en effet le produit de la confusion sur le terrain politique. Sur ce terrain, l'action américaine poursuivait donc des objectifs qui n'étaient plus cohérents avec la structure de la force déployée; surtout, elle était contrainte à de perpétuelles acrobaties entre sa propre nécessité de s'implanter de façon stable en Asie Centrale et le sort de ces deux vieux alliés fondamentaux qui risquaient d'être renversés par des crises de légitimité intérieure, crises fomentées par un nationalisme islamique qui trouvait là un terrain fertile dans la situation économique et sociale critique de masses déshéritées toujours plus nombreuses (sans compter que c'est probablement le contrôle du royaume saoudien et de ses ressources qui représentait probablement l'objectif final de l'activité d'Al-Qaïda).

Sur le terrain militaire, il s'est agi d'une conquête stratégique. Mazar-es-Sharif est en effet la seule ville afghane dotée de deux aéroports en état de fonctionnement, ainsi qu'un nœud fondamental pour assurer une avancée (et les approvisionnements) en provenance de deux pays clef : l'Ouzbékistan (qui depuis 1995 est désormais entré de façon stable dans l'orbite des alliances américaines et où les Usa ont depuis longtemps mis en place une présence et une structure militaire significative, pour soutenir le déploiement de leurs forces dans la région) et du Tadjikistan. La conquête de Mazar-es-Sharif a accéléré la conclusion du conflit et une première recomposition du front intérieur de l'opposition afghane, lançant le nouveau gouvernement "constituant" installé le 22 décembre - une installation advenue, notons-le bien, sous l'enseigne de "l'état islamique": confirmant ainsi qu'il s'agit d'un Etat inachevé, qui s'appuie sur l'élément religieux pour son intégration et sa sanction sociale. Le même jour, une réunion de la Trilatérale à Budapest mettait en évidence la nécessité de "combler" le vide dans les Balkans et d'empêcher la "balkanisation" de l'Asie Centrale.

Avec la prise de Mazar-es-Sharif, le sort de la "première bataille pour l'Asie Centrale" était joué. Le 13 novembre Kaboul est pris sans combats et le 7 décembre, ce sera au tour de la capitale religieuse Kandahar, où la seule véritable

résistance militaire a été celle opposée par les milices arabes stipendiées par Ben Laden faisant fonction de police paramilitaire et par des détachements de combattants d'avant-garde. Dans le même temps s'intensifient les marchandages d'alliances et de sauf-conduits entre les tribus afghanes qui passent avec désinvolture d'un front à l'autre. Le reste n'est qu'un simple règlement de comptes interne tant au nouveau gouvernement afghan qu'au front allié contre le "terrorisme international" qui se dispute à présent les positions privilégiées du "maintien de la paix", véritable laissez-passer pour ne pas être exclu du partage des contrats pétroliers et des droits concurrentiels sur la logistique du transport.

C'est l'habituel manège des paix et des guerres impérialistes. Les alliances et les accords entre grandes puissances (et entre ces dernières et les puissances plus petites) se font exclusivement sur la base de l'intérêt momentané; elles se nouent et se dénouent sur la base des exigences changeantes du capital national à la recherche de marchés et de profits. Dans ce manège l'ennemi de chaque Etat impérialiste est avant tout un autre impérialisme, son concurrent direct. Le repositionnement des alliances qui a suivi le lancement de l'opération "Liberté Durable" - et en premier lieu, la réintroduction de la Russie dans le dispositif des alliances américaines en est une première confirmation directe, ainsi que l'affrontement sur le commandement de la "force de paix" entre Usa et Grande-Bretagne d'un côté et l'Allemagne de l'autre représente l'explicite et enième démonstration de la façon dont les ententes et les confrontations inter-impérialistes s'entrelacent et se transforment sans arrêt chacun en leur contraire : c'est en effet la nature même du capitalisme qui détermine l'inévitable confrontation entre les Etats, chacun luttant pour la sauvegarde de ses propres "intérêts nationaux" immédiats et futurs.

De ce point de vue, l'*Union Sacrée* de la "civilisation capitaliste" face au "terrorisme international" - après la Guerre du Golfe et le conflit des Balkans - a constitué un signal clair et une étape supplémentaire dans l'inévitable accentuation de la concurrence et du conflit entre les Etats impérialistes, correspondant à la compétition croissante entre le capital financier des différents Etats - qui ne peut supprimer sa base nationale et prend des dimensions toujours plus gigantesques - dans une situation d'approfondissement de la crise historique qui s'est ouverte au milieu des années soixante-dix.

La longue durée que les Usa prévoient pour la mission "Liberté Durable" n'est que la confirmation d'un fait que le marxisme a décelé dès le *Manifeste* de 1848 : la nécessité de la guerre est désormais en train de s'imposer au capitalisme mondial comme ultime moyen pour régler un nouveau partage de la planète. A son tour, ce partage pourra simplement correspondre à un re-découpage de la superstructure hiérarchique inter-étatique de domination inter-impérialiste : et il conduira donc à une lutte toujours plus féroce et globale où tous les coups sont permis entre l'impérialisme hégémonique mais déclinant et les impérialismes qui en menacent le plus directement les positions hégémoniques, dans cet espace "vital" qui désormais, est constitué par le monde entier.

\* \* \*

Le pourrissement de la situation du Moyen-Orient et du conflit en Palestine constituent des exemples supplémentaires de l'actuel "désordre" mondial. Il n'existe aucune solution bourgeoise durable à la "question palestinienne". Il

n'y a plus aucune question d'autodétermination nationale dans les "Alsace-Lorraine" du Moyen-Orient. L'élément qui aurait pu permettre les révolutions bourgeoises dans cette zone (à savoir la résolution de la "question agraire" à travers la nationalisation de la terre) a toujours été empêché par les bourgeoisies arabes naissantes qui voyaient dans le mouvement paysan indépendant un ennemi bien plus mortel que le colonialisme impérialiste, sur lequel elles ont fini par s'appuyer. L'absence de solution, au moment voulu, de la "question nationale", en conjonction avec la création de l'Etat d'Israël directement au service du contrôle des intérêts des impérialismes américain et britannique dans la zone et avec la faiblesse sur le plan de l'action historique d'un mouvement prolétarien mondial emprisonné et désarmé par le stalinisme : tout ceci a fait que la région est devenue une poudrière permanente, dans une zone stratégique qui assure 1/3 de la production mondiale de pétrole et compte des réserves estimées entre 2/3 et 3/4 du total mondial.

Le redéploiement des alliances inter-impérialistes qui constituent la base de la phase actuelle des "relations internationales", en une farandole qui entraîne

des puissances globales comme les Usa, la Chine, le Japon et l'Allemagne et des puissances régionales telles que la Russie, l'Iran, l'Inde, la Turquie, est donc un produit de la crise de surproduction et de la lutte incessante et acharnée pour le contrôle des débouchés des marchandises et des capitaux et des marchés d'approvisionnement en matières premières stratégiques pour les appareils industriels pléthoriques des centres du capitalisme mondial.<sup>2</sup> Nous n'en sommes certes pas encore à la crise ultime ni même à un niveau qui exige l'issue immédiate en un nouveau conflit inter-impérialiste ouvert. Mais la situation qui s'est créée après le déclenchement de la crise d'abord dans le

2. Cf. "L'imperialismo e la lotta per il controllo delle materie prime" [L'impérialisme et la lutte pour le contrôle des matières premières], *Il programma comunista* n°3 et n°6/2000.

Sud-Est asiatique, puis dans la bulle spéculative aux Usa, en relançant l'interventionnisme keynésien et le protectionnisme en Amérique, et donc potentiellement à l'échelle globale, peut représenter le signal clair d'un tournant vers une crise d'entre deux guerres qui - même si elle peut être accélérée ou retardée - entre dans la parabole du cycle d'accumulation du capital et imposera au capitalisme mondial la nécessité de nouvelles destructions effroyables et massives, et donc d'une nouvelle guerre mondiale.

La nouvelle crise en Argentine, pays submergé par une dette extérieure de 130 milliards de dollars (150 si on inclut la dette des administrations locales) et caractérisé par une situation sociale où les 4/5 de la population vit dans l'insécurité et dans la misère, alors que le cinquième restant connaît le luxe le plus effréné, a constitué un exemple du ridicule tragique dans lequel finissent par sombrer les slogans sur le bien-être de l'apologétique capitaliste : la crise est d'ailleurs mondiale et a des effets plus dévastateurs sur la périphérie du système qu'en son centre, où les amortisseurs et les formes de compensation sont plus adaptés. Les révoltes de la faim et les saccages qui se sont poursuivis pendant des jours, les morts sur les places, la mobilisation de l'armée (avec des détachements entiers qui dans les premiers jours, c'est là une donnée qu'il convient de ne pas sous-estimer, réagissaient mollement et laissaient faire) ainsi que la promulgation de lois d'exception sur la sécurité intérieure constituent pour l'ensemble de la civilisation du capital, d'un côté, son "de te fabula narratur", et montrent de l'autre combien l'absence du Parti de classe se révèle déterminante pour la défaite de ces mouvements de rébellion spontanée

contre l'oppression du capital. Seule la présence du Parti peut en effet les orienter dans une lutte pour abattre le système capitaliste ou capitaliser leur expérience en vue d'un nouvel assaut victorieux. Quoiqu'il en soit, rendons les honneurs aux masses prolétariennes argentines!

\* \* \*

L'ordre règne-t-il donc souverainement en Afghanistan comme en Argentine? Sur le plan intérieur de chaque Etat impérialiste, la lutte contre le "terrorisme international" a eu le mérite de faire place nette des hypocrisies par lesquelles chaque impérialisme dissimulait ses nécessités d'expansion (depuis la guerre "humanitaire" jusqu'aux opérations de "maintien de la paix") et de mettre à l'ordre du jour le sacrifice, au nom de l'exigence suprême de la "sécurité", de ces mêmes libertés civiles qu'en d'autres temps il était de bon temps de proclamer. La bourgeoisie, c'est bien connu, a toujours besoin - dans son action de maintien et de reproduction des conditions vitales de sa domination - d'un "ordre" qui se fixe pour but de façon programmatique la défense de ces mêmes conditions : défense de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre établi sont les fondements sur lesquels peuvent prospérer l'industrie et le commerce et, avec eux, les classes qui lient leur propre sort à cette prospérité. Mais, en revanche, c'est l'anarchie (correspondant à la concurrence et à la nécessaire "liberté des affaires") qui est la loi de la société capitaliste développée (ou "de la société civile émancipée des privilèges de caste", selon la formule de Marx-Engels) et "l'anarchie de la société civile est le fondement de situation publique moderne", laquelle - à son tour, dans un rapport de conditionnement réciproque - garantit justement cette même anarchie. Sur le plan intérieur, l'ordre est assuré par la force d'Etat et par l'administration au service des intérêts des classes dominantes et de la continuité du mécanisme d'accumulation. Sur le plan international, cet ordre est assuré par la hiérarchie dans les rapports inter-capitalistes, basée sur un centre puissant de référence qui ne peut être représenté que par l'existence d'une économie dominante sur le plan industriel et financier et soutenue par la suprématie militaire et politique.

Cet ordre structurel ne peut pas être conçu de façon volontariste. Face au fait que tous les Etats recherchent la cause des injustices sociales "dans des déficiences conjoncturelles de l'administration et voient donc dans des mesures administratives les seuls remèdes à ces maux" (comme l'administration est "l'activité organisatrice de l'Etat"), Marx faisait remarquer que l'Etat ne pouvait surmonter la contradiction irréductible sur laquelle il repose : celle entre les intérêts généraux et les intérêts particuliers. Et il concluait : "L'impuissance est la loi naturelle de l'administration. En effet, ce déchirement, cette infamie, cet esclavage de la société civile est le fondement naturel sur lequel reposait l'Etat moderne, tout comme la société civile de l'esclavagisme était le fondement sur lequel reposait l'Etat antique. L'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont inséparables".<sup>3</sup> Et, enfin, condamnant cette vision que notre courant a défini comme celle de la "politique d'abord :

"Plus l'Etat est puissant, et donc plus un pays est politique, moins il est disposé à rechercher dans le principe de l'Etat, donc dans l'organisation présente de la société dont l'Etat est l'expression

3. Traduit du texte italien K. Marx, Glosse critica in margine all'articolo *Il Re di Prussia e la riforma sociale* [Gloses critiques en marge de l'article *Le Roi de Prusse et la réforme sociale*] (1844) in Marx-Engels, *Opere complete* [Oeuvres complète], vol. III, p. 215-216.

active, auto-consciente et officielle, le fondement des infirmités sociales, et à en comprendre le principe général. L'intellect politique est précisément politique dans la mesure où il pense dans les limites de la politique. Plus il est fin, plus il est vivant, moins il est capable de comprendre les infirmités sociales ... Le principe de la politique est la volonté. Plus il est unilatéral, c'est-à-dire plus l'intellect politique est achevé, plus il croit à l'omnipotence de la volonté, et plus il est aveugle face aux limites naturelles et spirituelles de la volonté, donc plus il est incapable de découvrir la source des infirmités sociales".

En d'autres termes, comme la politique est le concentré de l'économie, ce sont les poussées qui proviennent du sous-sol économique qui constituent l'élément déterminant de l'action politique. Aucun acte volontariste ne pourra "réformer" le système par une meilleure administration, en empêchant ses lois d'opérer selon la nécessité. De la même manière, et ceci vaut pour tous les révolutionnaires d'opérette qui ont la prétention d'"éduquer le prolétariat", aucune "volonté" de révolutionner le système ne pourra être un facteur historique en l'absence des effets de la crise économique et des prolongements politiques et militaires sur lesquels elle pourra et devra se greffer.

La nécessité capitaliste d'un "fonctionnement ordonné" vaut aussi au niveau des rapports entre Etats, et ce n'est pas un hasard si à chaque tournant sur le plan politique ou économique, on proclame les vertus d'un "nouvel ordre mondial" ou d'un "nouveau système international de réglementation financière". La stabilité du système a besoin d'un centre de pouvoir économique et politique, d'un Etat qui joue un rôle de guide. Ceci a été le rôle des Etats Unis après la Seconde guerre mondiale. Mais cette fonction est toujours davantage remise en cause par l'évolution inégale des rapports de force capitalistes qui, depuis la crise de 1975 jusqu'à aujourd'hui, ont enregistré une chute progressive de l'hégémonie économique et commerciale américaines au profit de ses concurrents allemand et japonais, dont les appareils industriels ont été rajeunis par les destructions de guerre et engraisés par l'exportation de capitaux américains. La disparition de l'équilibre entre Etats est donc un produit de l'écart décroissant entre la force du capital des impérialismes principaux et un nouvel ordre ne peut être que le fruit de nouvelles guerres : celles-ci sont en effet le seul moyen - avec les crises économiques - que le capitalisme connaît pour résoudre les contradictions croissantes qui le tenaillent et qui ramèneront inévitablement au premier plan, avec le surgissement virulent y compris au cœur de l'impérialisme mondial des effets catastrophiques de la crise et l'érosion complète de toutes les garanties sociales subsistantes que le capital a pu concéder dans le passé, les antagonismes croissants entre les classes, liés eux aussi à la nature du capital et inséparables de celle-ci.

Le prolétariat mondial ne peut donc espérer aucune solution de la "volonté" politique de résoudre ces contradictions qui est si complaisamment affichée dans toutes les proclamations du réformisme démocratique. La solution prolétarienne consiste dans la destruction de toutes les conditions de l'ordre bourgeois, en préparant dès aujourd'hui, et ce, à partir de la défense intransigeante de ses propres conditions matérielles, du refus de la solidarité nationale et de la voie démocratico-pacifiste, les conditions de la transformation de la guerre impérialiste en guerre ouverte entre les classes, sous la direction du Parti Communiste Mondial.

# La bataille incessante du marxisme contre l'anti-impérialisme de façade constitue la base nécessaire à la reconquête prolétarienne de ses traditions de lutte contre la bourgeoisie

*"il programma comunista" n. 5/2001*

## Nécessité et continuité du travail de Parti

C'est une constante de l'activité d'ensemble de notre Parti, et de manière plus générale du Parti Communiste au cours de toute son histoire, que de préparer les conditions pour que le prolétariat international puisse sortir vainqueur de l'affrontement de classe qu'il devra engager contre la bourgeoisie mondiale lorsque surgiront sur le plan politique et social les conditions objectives de la lutte ouverte entre les deux classes fondamentalement antagonistes qui caractérisent le système capitaliste; conditions que les soubassements économiques ont préparé avec l'extension du marché au globe tout entier et donc avec l'assujettissement quasi universel de la planète tout entière aux lois (et par conséquent aux contradictions) du mode de production capitaliste.

Si l'histoire du Parti formel constitue une ligne brisée, c'est une courbe continue qu'elle décrit quand il s'agit de la ligne du programme historique (le Parti historique), cette continuité étant définie par le contenu global de l'activité du Parti et par la méthode selon laquelle elle est déployée. Au sein de cette activité figure au tout premier plan, avec le maintien de l'indépendance de l'organisation du parti à tous les niveaux et à sa nette distinction tant vis-à-vis de toutes les autres organisations (quand bien même elles se réclament de façon générale du prolétariat) que des regroupements bourgeois, la restauration de la théorie de l'émancipation historique du prolétariat, à savoir le marxisme, et, par conséquent, l'insistance constante sur les points doctrinaux qui en affirment et en confirment l'invariance substantielle, même dans la dynamique mouvante des formes sous lesquelles elle doit se manifester pour riposter à l'action de la classe adverse.

Nous avons toujours répété et exprimé avec clarté que cette activité ne pouvait être considérée comme une fin en soi, ni indépendamment du contexte de l'action pratique du Parti à laquelle elle est inévitablement et indissolublement liée. L'arme de la critique est en effet toujours une condition préalable à la critique par les armes et dialectiquement liée à celle-ci: défendre la première, la restaurer en la débarrassant de toute dégénérescence du mouvement prolétarien, en forger les innombrables arêtes tranchantes et toute la valeur face au déferlement des faits matériels que la dynamique économique et sociale produit et face à la prétention des idéologues bourgeois et petits bourgeois à conférer un caractère éternel au système actuel, signifie préserver dans les temps présents la possibilité future de la révolution et d'un mode de production supérieur qui contredise et dépasse de façon antithétique le mode de production bourgeois. Bien conscients que la dynamique du développement histo-

rique procède par ruptures et que ce n'est que dans des conjonctures bien déterminées (quand les masses sont contraintes à se mettre en mouvement pour défendre de manière intransigeante et radicale leurs conditions matérielles de survie et de reproduction) que la théorie (c'est-à-dire le Parti historique et, donc, l'organisation matérielle qui en représente la matérialisation) rencontre les masses et en devient la force de direction. Mais pour que cela puisse se produire, la doctrine révolutionnaire (qu'il faut concevoir comme la théorie scientifique monolithique de la connaissance, née de l'apparition du prolétariat moderne, qui représente à tout moment son programme historique d'émancipation et qui doit accompagner la classe prolétarienne tout au long de la révolution sociale) doit être défendue avec ténacité de toute contamination provenant de l'influence des autres classes, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une doctrine en "continue élaboration historique": il a été cycliquement démontré que c'est justement cette "modification" sur la base des événements contingents qui a été à la base de toutes les défaites que la révolution a subies et de toutes les justifications des trahisons qui ont correspondu avec ces mêmes défaites.

Le thème de l'impérialisme est l'un des ces "clous" qu'il faut constamment enfoncer dans le but de forger de façon toujours plus efficace la capacité du mouvement prolétarien à se libérer de l'étreinte méphitique des demi-classes et des buts divergents des siens, vers lesquels le conduisent les théorisations et la direction des organisations inter-classistes et, de manière plus générale, de ce phénomène que nous appelons opportunisme politique et syndical.

Le terme "opportunisme", la tendance à sacrifier l'avenir du mouvement prolétarien sur l'autel de résultats et d'améliorations éphémères et contingents de l'esclavage prolétarien du présent, ne laisse place à aucune acception moralisante (1): il s'agit du produit de conditions matérielles bien précises (car toute idéologie est le reflet super-structurel des rapports sociaux dus à des conditions matérielles qui sont le produit de l'histoire) et il doit être combattu sans trêve dans la mesure où il représente le levier doctrinal grâce auquel la bourgeoisie poursuit le but de désorienter et de

désarmer le prolétariat et de le ranger sous sa propre bannière en fonction de sa collaboration de classe. Le contenu politique de l'opportunisme est la collaboration inter-classiste, la reconnaissance sans réserves de la légalité bourgeoise et à la renonciation à quelque action révolutionnaire que ce soit; dans leur action les "opportunistes" apparaissent objectivement comme une partie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la classe ouvrière, *soudoyée* avec les fonds du superprofit des impérialistes et convertie en *chiens de garde* du capitalisme, en *corrupteurs du mouvement ouvrier*" (2) jusqu'à la confluence dans le social-chauvinisme qui en représente la forme la plus achevée, celle de la maturation de l'alliance ouverte avec la bourgeoisie au cours des crises et des guerres. Ayant donc identifié dans l'opportunisme l'ensemble des activités qui permet l'enrôlement du mouvement prolétarien sous l'influence et la direction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, le marxisme a toujours souligné comment sans lutte contre l'opportunisme il ne pouvait y avoir aucune critique conséquente de l'impérialisme et surtout aucune possibilité de lutter contre le système capitaliste qui constitue la base de l'impérialis-

1. Engels s'exprimait ainsi dans la *Critique du programme d'Erfurt*: "Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course au succès éphémère et la lutte qui se livre, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes, mais cela est et reste de l'opportunisme, et l'opportunisme 'honnête' est peut-être le plus dangereux de tous" (F. Engels, *Critique du programme d'Erfurt*, Paris, Editions Sociales, ("Les classiques du marxisme"), 1961, p. 103.

2. Lénine, *L'impérialisme et la scission du socialisme* in *Oeuvres complètes*, traduction sous la responsabilité de Roger Garaudy, Moscou, Editions en langues étrangères/Paris, Editions sociales, 1959, vol. 23, p. 116-132:121.



me. “Une lutte contre l’impérialisme qui ne serait pas indissolublement liée à la lutte contre l’opportunisme serait une phrase creuse ou un leurre” (3): cette synthétique affirmation constitue et renferme une tâche aujourd’hui indispensable pour le Parti, dans une période qui demeure encore politiquement défavorable à une initiative de classe du prolétariat.

Pour le Parti Communiste, la lutte serrée contre l’opportunisme est fondamentale. “L’opportunisme est un fait historique et social - écrivions-nous dans le texte de 1944 “Guerres et crises opportunistes” -; c’est l’un des aspects de la défense de classe de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne; on peut même dire que l’opportunisme des hiérarchies prolétariennes constitue l’arme principale de cette défense bourgeoise, de même que le fascisme est l’arme principale de la contre-révolution bourgeoise qui lui est étroitement liée, si bien que les deux moyens de lutte s’intègrent l’un l’autre dans le but qui leur est commun (...). La caractéristique de l’opportunisme est fournie par le phénomène qui veut que dans les moments critiques de la société bourgeoise, qui étaient précisément ceux au cours desquels on entendait lancer le mot d’ordre en vue des plus grandes actions prolétariennes, les organes de direction de la classe ouvrière ‘découvrent’ qu’il est au contraire nécessaire de lutter pour d’autres objectifs qui ne sont plus des objectifs de classe, mais qui rendent nécessaire une coalition entre les forces de classe du prolétariat et une partie de celles de la bourgeoisie”.

Au passage nous soulignerons à nouveau combien ces concepts doivent toujours être au centre de l’action du Parti: dans ses périodes d’activité menées à contre-courant, ce dernier a toujours dû les défendre et rappeler à l’intégralité de leur signification dans le but de préparer les conditions subjectives pour que soit possible l’action de classe “pour soi” du prolétariat et la destruction par la violence de la domination politique de la bourgeoisie lorsque les déterminations historiques remettront à l’ordre du jour sur le plan historique la lutte de classe ouverte.

### L’impérialisme et l’anti-impérialisme dans la conception marxiste

Nous nous trouvons aujourd’hui dans un phase historique où l’équilibre entre les classes se maintient en dépit du déséquilibre toujours plus accentué qui préside aux rapports économiques, commerciaux et politiques entre Etats bourgeois et de l’approfondissement des contradictions fondamentales de “Le capital, dit un *Quarterly Reviewer*, fuit le tumulte et les disputes et est timide par nature... Le capital abhorre l’absence de profit ou un profit minime, comme la nature a horreur du vide. Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux : 10% d’assurés, et on peut l’employer partout ; 20%, il s’échauffe; 50%, il est d’une témérité folle ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines ; 300%, et il n’est pas de crime qu’il n’ose commettre, même au risque de la potence. Quand le désordre et la discorde portent profit, il les encourage toutes deux ...” (4).

l’économie capitaliste mondiale, toujours plus incapable de poursuivre cette valorisation du capital considérée comme adéquate ou suffisante qui constitue sa finalité et toujours plus contrainte (par l’exigence de sa propre conservation) à dilapider les ressources et les hommes.

Il ne se passe pas de jour sans que l’ordre mondial, rêvé par le capital international sur les décombres du capitalisme d’état soviétique, ne se révèle toujours plus fragile et précaire (en dépit de la suprématie améri-

3. Lénine, *Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, in “Oeuvres complètes”, vol. 23, p. 84-96: 91.

4. *Le Capital*, livre I, section VII, chapitre XXIII, note n°4, traduction de Joseph Roy entièrement révisée par l’auteur, Paris, Editions Sociales, 1950 ré-édité en 1969, Livre club Diderot, p. 20.

caine et justement en raison du fait que telles sont les bases du développement ultérieur de l'économie mondiale) et les rapports de bon voisinage entre "alliés" s'acheminant vers une série de conflits pour l'instant limités à la sphère commerciale et diplomatique; tandis que le prolétariat (surtout dans l'Occident hyper-développé) demeure entravé dans les filets et sur les terrains marécageux de la protestation démocratique et inter-classiste stérile. C'est de cette dernière que nous traiterons de manière plus spécifique dans cet article, en précisant que le "contradicteur" reste purement instrumental (comme notre pratique) faisant uniquement fonction de représentant utile de "contre-thèses", dans le but de démontrer que les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et les lignes de démarcation qui se dessinent à nouveau avec clarté ne constituent pas des "nouveau-tés", mais sont au contraire dans la continuité d'une bataille que le marxisme a dû mener depuis les origines du développement du mouvement prolétarien et dont l'essence est fondamentale pour la relance d'une capacité d'initiative de classe autonome.

Nous devons donc avant tout reprendre l'exposition des caractéristiques de l'impérialisme et définir la signification de la lutte anti-impérialiste dans la correcte conception marxiste.

Lénine définit les caractères économiques et politiques de l'impérialisme comme stade historique particulier (la phase ultime, suprême) du capitalisme en précisant qu'il "a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général" (5) Il convient de s'arrêter sur cette analyse, car seul l'examen de la structure économique de notre époque peut nous permettre de relever les aspects spécifiques et caractéristiques de l'impérialisme face à ceux qui sont purement superficiels ou que l'on peut retrouver aussi dans les époques précédentes; de plus c'est seulement de cette manière qu'il sera possible de démontrer de manière définitive que l'impérialisme n'a pas d'autre base que le ca-

pitalisme dont il constitue l'ultime moment de la dynamique de développement et par conséquent de définir la tactique du Parti cohérente avec les finalités du programme d'émancipation du prolétariat.

Dans sa Préface à l'opuscule de Boukharine *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Lénine souligne comment l'impérialisme constitue le "système des rapports économiques du capitalisme contemporain hautement développé, ayant atteint et même dépassé sa maturité" et qu'"à cet égard, il est extrêmement important de ne pas perdre de vue que ce remplacement [par la phase impérialiste de celle du développement 'pacifique' du capitalisme, ndr] n'a été provoqué par rien d'autre que par le développement, par l'extension et le prolongement directs des tendances les plus profondes et les plus fondamentales du capitalisme et de la production marchande en général. Le progrès des échanges, le développement de la grande production : telles sont ces tendances essentielles que l'on observe au cours de siècles absolument dans le monde entier. Et, à un certain degré du développement des échanges, à un certain degré de l'essor de la grande production, plus précisément au degré qui fut atteint, approximativement à la limite des XIXe et XXe siècles, les échanges ont créé une telle internationalisation des rapports économiques et du capital, la grande production est devenue si grande, que le monopole s'est mis à remplacer la libre concurrence ... Le "maître" typique du monde, c'est désormais le capital financier, lequel est particulièrement mobile et souple, particulièrement entremêlé, à l'intérieur de chaque pays et internationalement, particulièrement dépersonnalisé et détaché de la production directe, particulièrement facile à concentrer et particulièrement avancé déjà dans la voie de la concentration, de sorte que quelques

5. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* in *Oeuvres complètes*, op. cit., vol. 22, chapitre VII, p. 288.

centaines, tout au plus, de milliardaires et de millionnaires président aux destinées du monde entier.” (6)

Le concept d'impérialisme chez Lénine et pour le marxisme, ne désigne donc pas les “formes passagères du césarisme”, comme c'est au contraire le cas, dans des analyses élaborées dans le camp de nos adversaires en des temps anciens et plus récemment, certains (abstrayant de manière métaphysique l'élément commun de la “politique impériale”) assimilent l'impérialisme capitaliste à l'impérialisme romain ou macédonien. Dans une telle optique, le terme d'impérialisme devient, précisément, un synonyme de “politique impériale” ou “de force”, tandis que dans la doctrine marxiste il prend un contenu économique et social spécifique, qui permet par ailleurs de situer nécessairement la lutte contre lui sur un terrain de classe, dans la mesure où l'impérialisme bourgeois constitue le stade “suprême” du développement du mode de production capitaliste et où il ne peut subsister sans les bases spécifiques du capitalisme.

L'anti-impérialisme qui s'éloigne de ce terrain se réduit inévitablement à une “pure protestation morale contre les horreurs de l'impérialisme”, accusé d'être peu démocratique et se présente de façon tout aussi inéluctable comme “un mouvement d'opinion au-dessus des différences et des intérêts de classe”, dans lequel se réunissent des petits bourgeois de différentes sortes, catholiques, progressistes d'origine diverse, intellectuels aux positions différentes.

Dans l'analyse de Lénine il est à plusieurs reprises souligné avec force que l'impérialisme n'est rien d'autre que la continuation du capitalisme, sa “phase d'agonie”, qui se caractérise essentiellement par le parasitisme et la réaction sous toutes ses formes: il ne s'agit pas d'“une” politique du capital, mais de la “seule” politique possible sur une base économique déterminée; on ne peut donc séparer la politique de l'impérialisme de son économie et dans la lutte conséquente contre l'impérialisme on ne peut opposer aucune “politique de réformes” à une “politique de réaction” parce qu'on ne peut combattre isolément les manifestations diverses (même les plus archaïques) de la politique impérialiste sans en attaquer les bases économiques qui résident dans le système capitaliste et dans sa dynamique irréversible de développement.

Les trois moments de la critique de l'impérialisme sont, chez Lénine comme dans le Capital, indissolublement liés entre eux: a) l'analyse économique de la société capitaliste, dans laquelle sont relevés les caractères fondamentaux de l'impérialisme capitaliste; b) la découverte et l'indication de la nécessité du communisme à travers la démonstration de la façon dont l'impérialisme constitue le “capitalisme moribond”, c'est-à-dire un “capitalisme de transition” vers la nécessaire société sans classes; c) l'intervention politique dans la lutte sociale qui est concernée par “l'attitude des différentes classes de la société à l'égard de la politique de l'impérialisme, attitude en rapport avec l'idéologie générale de chacune d'entre elles” et qui représente la véritable critique de l'action politique de l'opportunisme et de l'impérialisme.

### **L'impérialisme et les bases matérielles de l'anti-impérialisme “de façade”**

Revenons à la définition des caractéristiques saillantes de l'impérialisme en citant les mots mêmes de Lénine: “L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage

6. Lénine, *Préface à la brochure de N. Boukharine “L'économie mondiale et l'impérialisme”* in *Oeuvres complètes*, op. cit., vol. 22, p. 109-114 : 110 et 111.

7. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, chapitre VII in *Oeuvres complètes*, op. cit., vol. 22, p. 287.

8. *Ibid.*

9. Lénine, *La faillite de la IIe Internationale* in *Oeuvres complètes*, op. cit., vol. 21, p. 207-266 : 241.

10. Lénine, *L'Impérialisme ...*, op. cit., p. 305.

11. Lénine, "Préface aux éditions française et allemande" § V de *L'impérialisme ...*, op. cit., p. 210-211.

de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes" (7) Il s'agit là des "principaux traits" qui ne doivent pas faire oublier "ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement" (8). Pour éviter toute équivoque, nous dirons ceci: définir un Etat comme plus ou moins impérialiste sur la base de l'incidence plus ou moins forte de chacun de ses traits, n'a aucune valeur scientifique, de même qu'il n'est pas réaliste d'imaginer un monde d'"impérialisme pur" comme Lénine lui-même le reprocha en diverses occasions (entre autres au VIIIe Congrès des Soviétiques) à la tendance de l'économisme impérialiste; par exemple l'importance relative accrue de l'exportation du capital par rapport à celle des marchandises n'est pas indicative du peu d'importance des débouchés commerciaux, bien au contraire: l'exportation de capital doit elle aussi être encadrée comme levier pour soutenir l'exportation des marchandises. "Ni dans la nature ni dans la société, les phénomènes *n'existent*

et ne peuvent exister à l'état 'pur': c'est précisément ce que nous enseigne la dialectique de Marx, selon laquelle la notion même de pureté comporte un caractère unilatéral et étroit, empêche la connaissance humaine d'atteindre l'objet pleinement, dans toute sa complexité. Il n'y a et il ne peut y avoir au monde de capitalisme à l'état 'pur', car celui-ci est toujours *additionné* d'éléments féodaux, petits-bourgeois, ou d'autre chose encore" (9).

L'analyse économique de l'impérialisme sert à Lénine pour définir de manière complète et définitive la position du réformisme petit-bourgeois (dont le kautskysme représente la synthèse la plus claire et dans le même temps la plus dangereuse pour l'avenir du mouvement ouvrier) sur l'impérialisme lui-même et pour démontrer l'invariance substantielle des politiques conciliatrices et des tendances opportunistes au sein du mouvement ouvrier. Le but étant de fourbir toutes les armes de la bataille doctrinale et pratique contre les influences de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise dans les rangs ouvriers, influences qui aggraveraient leur désorientation et leur désarmement.

On ne peut comprendre l'idéologie de ce que nous appelons l'anti-impérialisme "de façade", à savoir de cette protestation liée à des aspects partiels et contingents, et par conséquent subordonnée aux préjugés et aux limites des demi-classes et destinée tôt ou tard à confluer dans le soutien direct de la bourgeoisie nationale, sans analyser historiquement et cerner correctement les bases matérielles qui le produisent.

"L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat" (10). Ce gigantesque surprofit réalisé par les principaux pays impérialistes permet "de corrompre les chefs ouvriers de la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays 'avancés' la corrompent effectivement: ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés. Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'aristocratie ouvrière', entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal *soutien social* (pas militaire) *de la bourgeoisie* au sein du mouvement *ouvrier*, des commis ouvriers de la classe capitaliste (labor lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des 'Versaillais' contre les 'communards'" (11).

“L’opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d’une infime minorité d’entre eux, ou, en d’autres termes, l’alliance d’une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat” (12).

Ceci est toujours vrai même si cette alliance ne devient “particulièrement manifeste et forcée” que dans des moments particuliers de crise pour la stabilité capitaliste, comme pendant la guerre. Selon le marxisme, la lutte contre l’opportunisme doit partir du dévoilement de ses bases matérielles et doit se développer dans une bataille constante contre les tendances démocratiques, réformistes et ouvriéristes au sein du mouvement ouvrier. Sans cette continuité il n’y a pas de lutte révolutionnaire cohérente, mais un recul vers le trade-unionisme et l’idéalisme le plus réactionnaire, dans la mesure où serait remise alors au centre de l’action historique la primauté de l’Idée et de la Conscience, et où on tomberait à nouveau dans une conception complètement anti-matérialiste. L’action historique des classes est en générale dictée et imposée, selon notre point de vue, par des intérêts économiques et matériels bien déterminés, liés à la conservation et à l’accroissement d’une classe spécifique, bien que ces intérêts apparaissent de façon non linéaire et “dans l’appréciation d’événements et de suites d’événements empruntés à l’histoire quotidienne, on ne sera jamais en mesure de remonter jusqu’aux dernières causes économiques” (13).

Depuis le début, la signification de tout cela est amplement éclaircie par Marx et Engels, qui corrobore que la voie vers le communisme est pour nous, politique et non syndicale. Mais ceci doit être compris dans le sens où les revendications économiques directes en vue desquelles la classe prolétarienne sera amenée à l’action devront être transformées qualitativement, au cours de leur développement, en revendications sociales et politiques qui devront être centralisées sous la direction du Parti Communiste. Il ne faut faire aucune concession à l’ouvriérisme et au syndicalisme, deux courants qui se basent sur la thèse d’une conscience révolutionnaire innée du prolétariat.

Marx et Engels écrivent dans *La Sainte Famille* : “Ce qui compte ce n’est pas ce que tel ou tel prolétariat se fixe temporairement comme but. Ce qui compte c’est ce qu’il est et ce qu’ils sera contraint de faire en conformité avec son être. Son but et son action historique sont indiqués de manière claire, irrévocable dans sa situation de vie et dans toute l’organisation de la société civile moderne” (14). Et dans *l’Idéologie allemande*, ils redoublent la dose : “cette révolution n’est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu’elle est le seul moyen de renverser la classe *dominante*, elle l’est également parce que seule une révolution permettra à la classe *qui renverse l’autre* de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles” (15). Le capitalisme dopé par le crédit et la finance a pu surmonter les crises, qui de façon cyclique, l’ont ébranlé au prix d’en préparer d’autres d’une intensité plus virulente et en s’interdisant la possibilité réelle d’y faire front avec les mêmes moyens ; mais entre-temps, il a permis aux classes moyennes, à la petite bourgeoisie propriétaire et à de nombreuses couches de salariés d’élever leur train de vie et d’accéder à toute une série de ressources et de garanties sociales qui sont rendues maintenant plus incertaines ou fragiles par le durcissement de la crise. C’est pourquoi aujourd’hui ce sont les demi-classes qui écrivent la partition qu’entonnent les différents mouvements qui contestent la globalisation sans contester la base qui l’a produite ou en isolant quelques aspects particulière-

12. Lénine, *La faillite de la IIe Internationale*, op. cit., p. 248.

13. Engels, “Introduction” à Marx, *Les luttes de classe en France (1848-1850)*, Paris, Editions Sociales, 1970, p. 11.

14. Marx-Engels, *La sainte famille*.

15. K. Marx-F. Engels, *L’idéologie allemande, 1<sup>re</sup> partie Feuerbach*, traduction de Renée Cartel et Gilbert Badia, Paris, Editions Sociales, 1968, p. 121.

16. Lénine, *L'impérialisme* ..., op. cit., p. 308.

17. K. Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Paris, Editions Sociales, 1969, vol. V, traduction de Mme C. Cohen-Solai et de Gilbert Badia, p. 63.

18. Marx-Engels, *Opere complete*, XX, p. 70. (Traduit à partir du texte italien, NdT).

ment odieux de leur inévitable lien avec la dynamique du mode de production dont ils constituent la conséquence et l'articulation. "L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière - écrivait Lénine - qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine" (16) Les demi-classes, auxquelles le marxisme a toujours nié une autonomie d'action, sont porteuses de programmes et d'idéologies conservateurs et réactionnaires, même (et à plus forte raison) quand elles se placent politiquement sur le front du "progrès" et des "réformes" : leur caractéristique est "l'indétermination la plus grande, la facilité la plus grande à passer d'une thèse à une autre complètement opposée" (comme le fit noter notre courant).

Elles tendent à souligner avant tout la capacité d'adaptation et d'amélioration du développement capitaliste, en ignorant les lois fondamentales et le fait que ces lois ont pour corollaire (et comme aspect qualitatif de ce développement) la reproduction élargie des contradictions de la base capitaliste. L'action de propagande des classes moyennes est dirigée surtout vers le prolétariat auquel elles s'adressent dans la recherche d'une masse active de soutien à leur propre défense contre l'inexorable pression vers le bas des mécanismes de la concentration et de la centralisation capitalistes. La "corruption" des chefs ouvriers, de composantes privilégiées de la classe ouvrière, par l'idéologie des demi-classes, l'existence même de l'aristocratie ouvrière, tout comme son aptitude à la collaboration de classe ont une base matérielle. Marx, dans le II livre du Capital (II, 20, IV) démontre comment dans les pays développés, pendant les phases de prospérité, une fraction de la classe ouvrière participe à la consommation des biens de luxe: "Ce n'est pas seulement la consommation de substances nécessaires qui s'accroît alors : la classe ouvrière (dans laquelle est alors entrée activement son armée de réserve tout entière) prend aussi part momentanément à la consommation des articles de luxe qui, d'ordinaire, lui sont inaccessibles; et en outre aussi à la catégorie d'articles de consommation nécessaires qui, dans leur majorité, ne constituent d'ordinaire des moyens de consommation 'nécessaires' que pour la classe capitaliste, phénomène qui, à son tour, provoque une montée des prix" (17). De plus, au niveau de la production, dans les périodes de prospérité, le capitalisme - poursuit Marx - multiplie les ouvriers improductifs dont Marx écrit que le paiement des services "représentait une partie des dépenses de luxe des capitalistes (ces ouvriers eux-mêmes sont dans cette mesure des articles de luxe)". Engels dénonça à plusieurs reprises cette corruption d'une fraction de la classe ouvrière par des gouvernements « socialistes » ou « populaires » (par exemple, le « socialisme impérial » de Napoléon III). Dans *La question militaire prussienne et le Parti Ouvrier Allemand* il écrit que "une partie de la bourgeoisie de même qu'une partie des ouvriers est directement achetée; les uns par les colossales combines du crédit, par lesquelles l'argent des petits capitalistes va dans la poche des grands; les seconds grâce aux colossaux travaux de construction d'Etat, qui concentrent dans les grandes villes, à côté du prolétariat naturel, un prolétariat artificiel, impérialiste, dépendant du gouvernement" (18).

L'anti-impérialisme «de façade», émanation d'intérêts bourgeois ou petits-bourgeois, est un réformisme plus ou moins masqué, quelle que soit la forme - violente ou pas - que prend son action ; son objectif est de faire pénétrer dans le mouvement ouvrier une attitude respectueuse de la loi et la conviction que la lutte anti-impérialiste peut être conduite par le biais d'une politique de réformes et sans une attaque directe contre la domination de classe de la bourgeoisie. Dans le texte *L'impérialisme et la scission du socialisme*, Lénine reprend les indications de Marx et d'Engels sur l'aris-

tocratie ouvrière et sa formation, dans la mesure où elle constitue le soutien de l'anti-impérialisme "de façade" et il fait observer l'importance de différentes lettres de Marx (à W. Liebknecht) et d'Engels (à Sorge) sur cette question. Ce sont des lettres qui témoignent de la lutte du marxisme contre l'ouvriérisme (qui alla jusqu'à présenter une motion de censure au Conseil Fédéral de l'AIT contre Marx qui avait osé affirmer que les dirigeants ouvriers anglais avaient été achetés et que la classe ouvrière anglaise était devenue un simple appendice du parti libéral et donc du parti des capitalistes. Lénine ajoute la raison de l'importance des lettres rapportées «Car là est le *nœud* de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste» (19). Après avoir distingué l'origine matérielle de la «corruption» de la classe ouvrière, Lénine conclut que, «aujourd'hui», le représentant politique de ces intérêts matériels, «le "parti ouvrier bourgeois" est inévitable et typique pour tous les pays impérialistes» (20), «La scission avec les *couches supérieures* de la classe ouvrière, corrompues par l'esprit petit-bourgeois, par l'opportunisme, *achetées* par "les bonnes petites places lucratives" et par toute autre aumône de la bourgeoisie, s'est ébauchée à l'automne 1914 à l'échelle mondiale et définitivement développée pendant les années 1915-1918 ... Pendant quarante ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels ont parlé de l'*embourgeoisement* d'une partie (à savoir les dirigeants, les chefs, l'"aristocratie") des ouvriers en Angleterre *par suite* de ses privilèges coloniaux, de ses monopoles. Il est clair comme le jour que les monopoles impérialistes devaient, pour toute une série de pays au XXe siècle, provoquer le même phénomène qu'en Angleterre (21). Dans tous les pays avancés nous voyons la corruption, et la vénalité, le passage dans le camp de la bourgeoisie de *chefs de la classe ouvrière* et de ses *couches supérieures* achetées par les aumône de la bourgeoisie qui distribue à ces chefs de "petites places lucratives", qui distribue à ces couches supérieures des miettes de leur profit, reporte le poids du travail le plus pénible et le plus mal payé sur les ouvriers immigrés, attardés, étend les privilèges de l'"aristocratie de la classe ouvrière" par rapport à la masse» (22). Ce sont des paroles d'hier, mais qui pèsent aussi lourd que des pierres pour toujours ! Dans le texte sur l'impérialisme, on fera remarquer combien ce phénomène est étendu quantitativement et qualitativement et comment, à travers ce mécanisme, la bourgeoisie peut agir sur le mouvement prolétarien en le canalisant dans des objectifs limités et faux. Le problème de l'aristocratie ouvrière est donc crucial – et tout à fait matériel – dans le processus révolutionnaire et démontre comment la crise économique est la prémisses objective et nécessaire à l'enclenchement de la révolution. En effet, on ne peut concevoir aucune révolution sans la désagrégation totale des conditions matérielles et intellectuelles individualistes et bourgeoises, corruptrices de l'idéologie de vastes couches des masses ouvrières privilégiées des centres de l'impérialisme (il suffit de songer à l'idéologie de la consommation, du divertissement et de la jouissance individuelle et privée). Aujourd'hui, dans les pays développés du centre impérialiste, le phénomène de la corruption des couches de la classe ouvrière est lié matériellement à la « décomposition sociale » d'un appareil productif qui devient toujours plus antisocial, comme en témoigne l'industrie de l'inutile (biens de luxe et superflus) et le pourcentage croissant des armements dans la production générale. Dans une continuité parfaite avec l'œuvre de Lénine, notre courant a toujours affirmé que «... le véritable prolétariat révolutionnaire est celui qui ne possède rien, parce que sa force de

19. Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme* in *Oeuvres*, tome 23, p. 125. Ces mêmes lettres sont reproduites dans les *Etudes sur l'impérialisme* réunies dans les *Cahiers de l'impérialisme* in *Oeuvres*, tome 39, p. 643-644 etc.

20. *Ibid*, p. 128.

21. Il est hors de doute que ces mots constituent un avertissement permanent à l'égard des ouvriéristes non seulement d'hier, mais d'aujourd'hui et de demain, ceux pour qui ... l'aristocratie ouvrière était un phénomène qui ne concernait que les conséquences du monopole industriel et commercial de l'Angleterre.

22. Lénine, *Comment la bourgeoisie utilise les renégats* in *Oeuvres*, tome 30, p. 27.

23. Rapport sur les sujets traités dans le VI<sup>e</sup> chapitre inédit du *Capital* de Marx. Réunion Générale de Florence 31/10 et 1/11/1965.

24. *Les fondements du communisme révolutionnaire*, ed. Cahiers Internationalistes.

25. *Lettere e circolari di Partito 1950/1965* [Lettres et circulaires de Parti 1950/1965]. Cette lettre est du 23/11/52.

26. Par exemple, être propriétaire de sa maison ou investir ses "économies" dans des fonds ou des titres boursiers sont autant de faits matériels qui dénotent l'existence, à un moment déterminé, de "garanties" sur lesquelles une partie de la classe ouvrière peut actuellement compter. Lénine avait fait remarquer que la "démocratisation de la détention d'actions" était l'un des moyens utilisés pour accroître la puissance de l'oligarchie financière et obtenir l'intéressement des petits épargnants au sort du capitalisme. En ce qui concerne le fait que la possession de son domicile constitue une "réserve", aussi temporaire qu'on le veut, [Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui], § 99; [Données récentes concernant la Russie], p. 636 Ed. programma Comunista. Aujourd'hui l'extension de l'investissement actionnaire s'est accrue - aux Usa, elle touche presque la moitié des familles - surtout grâce aux Fonds de Pension, et chez nous 68% des prolétaires sont propriétaires de leur maison : ceci explique pourquoi la pénétration de l'idéologie des classes moyennes et du réformisme est plus aisée.

27. Lénine, *Cahiers de l'impérialisme in Oeuvres*, tome 39, p. 273, où Lénine commente le texte de Kautsky, *L'impérialisme*, publié en 1914.

travail ne vaut rien et ne sert à rien si ne sont pas recherchées les conditions de son emploi auprès d'une série de capitalistes que Marx nomme génialement n°1, n°2, n°3» (23) pour souligner l'impersonnalité du capital et la condition de la bourgeoisie « classe devenue désormais superflue » dans la dynamique déterminée du mécanisme d'accumulation. Et voilà une autre belle gifle contre l'ouvriérisme de tous les temps et de tous les lieux: « La classe ouvrière statistiquement définie ne nous intéresse pas beaucoup. De même, la classe ouvrière qui agit en groupe pour démêler ses divergences d'intérêt avec les autres classes (il y en a toujours plus que deux), nous intéresse à peine davantage. Ce qui nous intéresse c'est la classe qui exerce sa dictature, etc. (24), c'est-à-dire la classe pour soi, qui devient telle quand elle se met en mouvement pour ses propres objectifs historiques, encadrée et dirigée par son Parti de classe» (25). C'est très simple, mais très dur à avaler et, en fait, nombreux seront encore ceux qui s'y casseront les dents (26).

### Critique de l'impérialisme

L'anti-impérialisme bourgeois et petit-bourgeois n'est certainement pas un phénomène nouveau : il s'est manifesté seulement après la II<sup>e</sup> guerre mondiale – par exemple – à travers l'anti-impérialisme « pro-soviétique » ou « pro-chinois », à travers les mouvements « tiers-mondistes » dans les années 60 et 70 et à travers le « terrorisme » romantique dans les années 70 et 80, sans parler du retour périodique de l'anti-impérialisme qui revient « social-chauviniste » qui, au nom d'un anti-américanisme à quatre sous, se déguise selon le cas en « nationalisme » serbe, palestinien, panarabe, etc. Dans la période à cheval sur la I<sup>ère</sup> guerre mondiale se développa, au sein des principaux partis de l'Internationale, une tendance qui cachait, derrière une phraséologie marxiste, la dérive nationaliste et bourgeoise vers lequel on était en train de se diriger. Justement l'impérialisme et l'anti-impérialisme représentèrent le papier de tournesol de la formation de classe qui s'explicita par la suite avec l'enclenchement de la guerre. Dans ses « Cahiers sur l'impérialisme », Lénine affirme « ne vaut rien » à propos de la définition que Kautsky donne de l'impérialisme, qui est la suivante: « "L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance qu'à chaque nation industrielle capitaliste à s'annexer ou à

s'assujettir des régions *agraires* (souligné par Kautsky) toujours plus grandes, quelles que soient les nations qui les peuplent» (27). Dans ce même texte, Lénine met en évidence les bases de la théorie de l'ultra impérialisme: Kautsky écrit que l'on ne peut pas exclure que le capitalisme connaisse une nouvelle phase, définie justement ultra impérialisme, qui consisterait « dans le déplacement de la politique des cartels dans



le domaine de la politique étrangère » et il affirme à plusieurs reprises que l'impérialisme doit être compris non comme « nouvelle phase du capitalisme », mais comme un « type de politique particulier », bien que « forcément lié à telle phase ». Il s'agit – dit Lénine – d'échappatoires grâce auxquelles on essaie de fuir le vrai problème, à savoir le fait que l'impérialisme est une tendance nécessaire du capitalisme et non seulement un « moment particulier » qui coïncide avec un emploi plus grand et plus massif de la violence. On verra qu'il ne s'agit pas de polémiques à caractère exclusivement historique.

Si les événements actuels ont imposé en premier plan le mouvement bigarré contre la « globalisation impérialiste » - dont nous avons examiné dans le dernier numéro de notre journal italien "il programma comunista", les tendances plus éclatantes et plus directement liées à la grande industrie ou à des intérêts commerciaux et financiers précis – il ne faut pas perdre de vue les positions les plus camouflées et les plus sournoises de l'opportunisme, qui s'auto-définissent comme « anti-impérialistes » et « révolutionnaires », en utilisant ces termes d'une façon très effrontée. Elles feront fort probablement sentir leur influence néfaste à plus long terme sur des vastes couches de prolétariat car elles sont dotées d'un équipement théorique plus général et qu'elles proviennent de l'extérieur de la « gauche institutionnelle » ou d'organisation qui sont directement liées à celle-ci.

Une constante des thèses « anti-impérialistes » est le fait de reprendre le terme « impérialisme » et peut-être de le relier aussi à quelques références de l'analyse marxiste, mais en le vidant complètement de son contenu en vertu du fait que le développement du capitalisme en aurait modifié la valeur en imposant des « mises à jour » ou des « modifications » structurelles. On se rapportera à quelques exemples très significatifs.

Un anti-impérialisme « dernier cri », très répandu en France et en Italie, est ce qui est soutenu par des organisations comme Attac ou par des journaux comme *Le Monde Diplomatique*; il retombe tout à fait dans la littérature « socialiste petite-bourgeoise et réactionnaire », qualifiée en leur temps par Marx-Engels dans le « Manifeste du Parti Communiste », parce qu'il lutte seulement contre les manifestations secondaires du régime bourgeois et contre les aspects les plus conservateurs du capitalisme, décrochés du contexte qui les a causés et qui les détermine continuellement. L'idéologie qui pénètre cet anti-impérialisme est totalement bourgeoise et ce n'est pas par hasard que le levier de toutes les actions devienne l'« opinion publique » et que l'objectif ultime reste la réconciliation de l'ordre constitué (et embelli). Pour eux, la lutte contre l'impérialisme est une chose différente de la lutte pour la destruction de la domination de classe du capital : la politique de l'impérialisme est analysée et combattue indépendamment de l'économie de l'impérialisme, exactement de la même façon que le renégat Kautsky. Dans un article publié dans le n° de janvier 2001 de l'édition italienne (toutes les citations entre guillemets sont tirées de cet article à la une, intitulé « Porto Alegre »), on célèbre, à travers le commentaire du sommet « alternatif » de Porto Alegre, l'« internationale rebelle » qui se réunit non pas pour « protester... mais pour essayer, dans un esprit cette fois positif et constructif, de proposer un cadre théorique et pratique pour une nouvelle globalisation, et d'affirmer qu'un autre monde, moins inhumain et plus solidaire, est possible ». Seuls les représentants auto-proclamés démocratiques des « citoyens de la planète » pouvaient poser les bases de ce « vrai contre-pouvoir », qui se réunit dans un lieu caractérisé par « une atmosphère de liberté démocratique totale » (et de quoi s'agira-t-il exactement ? En réalité, si l'on creuse un peu, on découvre que démocratie totale veut dire « bilan participatif », c'est-à-dire que dans la ville citée et devenue un modèle, « les

28. "Guerre et Paix", revue pacifiste italienne (NdT).

29. "Attac-éducation populaire" publié dans le n° 80/81; il faut noter le titre : "L'éducationnisme n'est qu'un autre visage de l'opportunisme et il sera à nouveau nécessaire de reposer les fondements de la bataille menée par notre courant contre cette tendance".

30. O. Castel, *La naissance de l'ultra-impérialisme*. Une interprétation du processus de mondialisation, tiré du texte "Le triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation", Cahiers d'Actuel Marx", 1999.

investissements correspondent exactement aux demandes majoritaires de la population des quartiers). Dans « Guerra e Pace <sup>a</sup> (28) le programme d'Attac est présenté par un des ses représentants de la façon suivante : « La création d'Attac - est-il écrit - a répondu à une aspiration largement répandue : ne plus jamais accepter passivement la dictature des marchés, remettre le social au centre des préoccupations et des choix politiques, se réappropriier la politique en tant qu'aspiration citoyenne et sous de nouvelles formes (29). Bah! Notre candidat à un poste très respectable dans la bureaucratie gouvernementale ou à un siège au Parlement (dans l'opposition, parbleu!) précise que « le développement d'Attac répond enfin à la crise de la politique en France au moins dans deux directions. Face à un ordre néo-libériste qui sanctifie la suprématie des marchés, l'association avec son succès, réaffirme la suprématie de la démocratie citoyenne du choix politique par rapport à la dictature des intérêts économiques. Ensuite, elle offre un nouveau cadre organisationnel, éducatif et d'action, dans une phase où nombre de militants potentiels ne se reconnaissent plus dans les formes traditionnelles de la politique ». Chers militants potentiels votez pour la Liste citoyenne Attac ! Évidemment, il ne manquerait plus que ça, parbleu! « Attac reste largement une organisation en devenir, ce qui oblige à s'inventer toujours des nouvelles formes dans l'expérience. Comment définir donc Attac ? Nous l'appelons souvent un mouvement d'éducation populaire qui se dirige vers l'action, c'est-à-dire un mouvement d'éducation poli-

tique... le point de rencontre entre l'exigence sociale (qui est représentée par les organisations fondatrices : syndicats, etc.) et l'exigence citoyenne (représentée par la masse d'adhésions individuelles)». En somme, une belle confiture qui «s'est faite entendre dans la sphère institutionnelle (parlementaires, conseils municipaux, etc.)» afin de bien répondre à la question « Enfin, les forces néo-libérales dominantes seront-elles à même de s'auto-réformer d'une façon substantielle? C'est possible. Mais c'est leur incapacité à réaliser n'importe quelle réforme du système qui est déconcertante». Du genre : les personnes « compétentes » qui enseigneront comment faire les réformes arrivent enfin! La terreur de la perte des prébendes acquises précédemment et de leurs privilèges sociaux pousse ces gens à œuvrer pour atténuer les maux sociaux du développement contradictoire du capitalisme afin d'éviter les éléments qui révolutionnent cette société. Toutefois, inévitablement, ils sont destinés à dégénérer toujours plus dans des pleurnicheries misérables, comme l'avait prévu le Manifeste du Parti Communiste dès 1848.

Un autre courant de l'anti-impérialisme « maniéré » nous amène directement à la « critique de l'impérialisme » qui opposait Lénine à Kautsky. Il nous consent de mieux mettre en évidence ce que nous sommes en train de dire. Dans un article récent(30) on reprend complètement l'analyse et la position de Kautsky sur l'impérialisme, en soutenant les mêmes conclusions sur la base de deux facteurs : l'extension spatiale du capitalisme inhérente à l'évolution de l'économie capitaliste dès les années 80 (substitution de la « géopolitique » par la « géo-économie » en tant que « principe d'organisation de l'économie-monde ») et la fin du « pouvoir géopolitique » étatique dans les relations internationales en faveur des organismes et des entreprises internationaux. Selon l'auteur, la caractéristique de la fin de la division du globe entre les puissances mondiales, indiquée par Lénine, ne serait plus valable. Le point de départ est justement le texte de Kautsky de 1915 qui est commenté par Lénine: «L'essentiel, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son é-

conomie en prétendant que les annexions sont la politique “préférée” du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise prétendument possible, toujours sur la base du capital financier» (31). A part le fait que dans ses cinq points sur l’impérialisme (synthétiques et volontairement schématiques), Lénine ne parle pas simplement d’oligarchie financière « nationale » ou de rôle décisif dans la vie économique « nationale » des monopoles (les adjectifs « nationaux » sont ajoutés par l’auteur afin de mieux soutenir la thèse du « dépassement » de la position de Lénine, qui en son temps a eu de la valeur, tandis qu’aujourd’hui c’est celle de Kautsky qui serait valable), mis à part ça, donc, Lénine a démontré contre Kautsky que la domination du capital financier n’est incompatible ni avec une certaine « indépendance » politique ni avec un certain « développement » du capitalisme industriel dans les pays arriérés, en soulignant l’erreur de Kautsky pour lequel l’impérialisme se réduit à une politique des annexions et de l’assujettissement de vastes empires coloniaux et de régions agricoles (32). (La critique de Lénine envers l’ultra impérialisme met en évidence que « il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d’influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la *force* de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire etc. Or les forces respectives de ces participants au partage varient d’une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement *uniforme* des entreprises, des trusts, des industries, des pays, etc ... Aussi, les alliances “inter-impérialistes” ou “ultra-impérialistes” (...) ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu’il s’agisse d’une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d’une union générale embrassant *toutes* puissances impérialistes que des trêves entre les guerres» (33). L’ultra impérialisme est le « rêve d’un capitalisme pacifique » qui par le biais de l’unification « internationale des impérialismes nationaux (ou mieux, des impérialismes qui agissent chacun au sein de son État) » pourrait causer l’élimination de tous les effets déplaisants et conflictuels du capitalisme pour la petite bourgeoisie et pour ses conditions de vie.

L’illusion bourgeoise, selon laquelle un développement pacifique du capitalisme pourrait se produire, grâce à son extension et au développement des commerces, et en vertu d’un élargissement des formes démocratiques de réglementation sociale et de la réalisation d’alliances globales entre toutes les principales puissances impérialistes, n’est pas une nouveauté. Elle est cohérente et elle fonctionne avec l’apologie de l’impérialisme. Le marxisme s’est toujours opposé à elle pour les effets délétères qu’elle produit sur l’attitude et la tactique du mouvement prolétarien, en démontrant que tout le développement capitaliste n’est qu’un processus d’élargissement continu des contradictions du capitalisme et de leur reproduction et en démontrant encore comment ce sont les faits matériels de la dynamique économique et sociale capitaliste qui mettent en évidence le contraire de ce qu’affirme la « libre pensée » bourgeoise. Dans un de leurs premières écrits, Marx et Engels observaient comment dans le système capitaliste le commerce devenait la base de la lutte politique entre les États : « Avec la manufacture, les différentes nations entrèrent dans des rapports de concurrence, engagèrent une lutte commerciale qui fut menée par le moyen de guerres, de droits de douane protecteurs et de prohibitions, alors qu’autrefois les nations n’avaient pratiqué entre elles, quand elles étaient en relation, que des échanges inoffensifs. Le commerce a désormais une signification politique » (34). La création du marché mondial moderne (qui remonte au développement de la

31. Lénine, *L’impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Moscou, Editions du Progrès, 1967, chapitre 7, p. 119.

32. *Ibid.*, p. 116.

33. *Ibid.*, chapitre IX, p. 155-156.

34. K. Marx-F. Engels, *L’idéologie allemande*, Paris, Editions Sociales, traduction de Renée Cartelle et Gilbert Badia, 1970, 1<sup>e</sup> partie, p. 94.

35. Nicolas Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*. Esquisse économique, Paris, Editions Anthropos, 1967, chapitre III, p. 53 et 54.

36. Ibid., p. 45.

grande industrie et à l'établissement consécutif des grands moyens de communication et qui n'est certes pas un affaire récente, comme le soutiennent les « anti-globalisation » d'aujourd'hui) si elle produit d'un côté une histoire mondiale en annulant le « caractère exclusif des nations individuelles », détermine et accentue d'autre part une « concurrence universelle » entre les nations elles-mêmes car « la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers ». Il s'agit de la contradiction générale entre forces productives et forme des relations qui ne peut trouver de solution sans une

rupture de la base sur laquelle elle se manifeste. En d'autres termes, il n'existe aucun dépassement possible de l'Etat-nation dans une économie qui conserve sa base capitaliste, en dépit de ceux qui voudraient résoudre cette contradiction par l'augmentation des échanges commerciaux et des formes de communication. Par ailleurs, l'Etat-nation n'est rien d'autre que l'organisation que s'est donnée la société bourgeoise pour la conservation des conditions générales du système de production et de rapports bourgeois, tant contre les attaques de la classe prolétarienne que contre celles qui proviennent des actions de capitalistes individuels, et cet Etat-nation ne peut disparaître par décret ou sous l'effet du prurit intellectuel d'esprits en quête d'analyses nouvelles. C'est là que résident l'équivoque et l'inconsistance de l'anti-impérialisme bourgeois. Avec le développement accru des forces productives et donc de la production de marchandises, mais aussi du réseau d'échanges et de la science subordonnée aux exigences de développement du capital, il ne s'est rien produit de « nouveau » (si l'on entend par là un développement qui serait venu se greffer sur une base de référence différente), mais on a assisté uniquement à l'élargissement du contexte référentiel de cette contradiction et de ses mécanismes de fonctionnement, ce qui rend encore plus urgent du point de vue de la qualité du développement social une révolution de la base économique capitaliste, et donc la révolution politique qui seule peut la rendre possible.

L'internationalisation croissante de la vie économique n'altère nullement la structure substantiellement anarchique de l'économie capitaliste; la phase impérialiste du capital - dans la mesure où elle correspond à la concentration accrue du capital - si elle fait s'évanouir dans certaines limites la concurrence entre les petites unités économique provoque un aiguïsement de la concurrence entre les grandes unités économiques soutenues par les grandes concentrations bancaires, et donc un conflit accru entre les unités étatiques qui soutiennent le capital financier de chaque nation. L'internationalisation de la vie économique - soulignait Boukharine - ne signifie absolument pas l'internationalisation des intérêts capitalistes. « ... ceux-là seuls qui n'aperçoivent pas les contradictions du développement capitaliste, qui prennent béatement l'internationalisation de la vie économique pour une *Internationale der Tatsachen*, c'est-à-dire, l'internationalisation anarchique pour une internationalisation organisée, - ceux-là seuls peuvent croire en une possibilité harmonieuse des groupes capitalistes nationaux en une 'unité supérieure' du capitalisme mondial ... le développement économique crée, automatiquement, une tendance inverse à la nationalisation des intérêts capitalistes. » (35) Les « intérêts » des divers groupes « nationaux » de la bourgeoisie s'aiguïsent à un niveau plus élevé avec l'avancée de l'internationalisation de la vie économique et de la répartition des marchés et des zones d'influence en rapport avec la « force » d'ensemble de chaque capital national, force économique, financière et militaire qui se modifie sans cesse dans le cours du développement - inégal - du capitalisme lui-même. Ce niveau différent de conflictualité est plus accentué quantitativement, mais aussi plus élevé sur la plan qualitatif en rai-

son de la nécessaire intervention de la structure de la force étatique pour soutenir son propre capital financier; voilà pourquoi - loin de la concertation pacifique ultra-impérialiste - à un moment donné du développement des contradictions impérialistes la guerre s'impose comme "loi immanente d'une société produisant sous la pression des lois aveugles du marché mondial qui se développe chaotiquement, et non d'une société régissant consciemment le processus de production et d'échange." (36) Seule la classe prolétarienne est porteuse d'intérêts universels parce qu'elle est la classe qui "a le même intérêt dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà annulée", pour reprendre les mots de Marx et Engels. Mais afin que la classe prolétarienne puisse exprimer politiquement cette finalité historique qui est la sienne, elle doit être encadrée par son programme et son Parti et agir comme "classe pour soi" disposée à la bataille contre la classe adverse et toute la procession de ceux qui sont à sa traîne, et donc ne pas se soucier des appels à la "défense" de la patrie, de l'économie nationale, de la conciliation entre les classes pour une politique de réformes. C'est là le sens authentique de l'anti-impérialisme marxiste, expression de la nécessité scientifique de transformation révolutionnaire de la société, à des années-lumière du marais où les sirène légalistes, démocratiques, syndicalistes ou tiers-mondistes ont fourvoyé le mouvement prolétarien et d'où le prolétariat international devra refaire surface pour pouvoir défendre avec cohérence et espoir de succès ses conditions de vie matérielles elles-mêmes.

# Globalisation et internationalisme proletarienne

Le terme de “globalisation” (aujourd’hui tellement à la mode comme s’il s’agissait d’un phénomène nouveau), désigne un processus que le marxisme caractérise dès les origines comme une tendance propre au mode de production capitaliste.

A la différence du mode de production féodal (rigide et statique, formé d’îlots de production refermés sur eux-mêmes, comportant très peu d’échanges et de mouvement de marchandises et d’êtres humains), le mode de production capitaliste est dynamique, il se base sur une expansion continue à la recherche de nouvelles sources de matières premières et d’énergie et de nouveaux marchés, transgresse en permanence les limites et les frontières antérieures et attire progressivement dans son orbite toutes les régions de la planète.

Ce caractère dynamique est implicite dans le capitalisme *dès les origines*, et même dès l’instant du surgissement de ce nouveau mode de production: il est utile de rappeler que la future nation capitaliste par excellence, l’Angleterre, commença à amasser ses richesses (destinées à constituer la base nécessaire au bond technologique et économique ultérieur) sur les océans et grâce aux navires corsaires de pirates comme sir Francis Drake et sir Walter Raleigh!

D’autre part, on peut lire dans le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848: “Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveau, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s’implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations [...] Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation, c’est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot elle se façonne un monde à son image (Chap. I: “Bourgeois et prolétaires”)(1).

Ce furent précisément ce dynamisme et cette révolution constants, liés aux lois du profit, de la production et de l’échange, qui poussèrent *inéluclablement*, et non en raison de la perversité de tel ou tel homme politique ou (pire encore) de tel ou tel peuple, le capitalisme le long des routes d’abord du trafic d’esclaves (dans le triangle Angleterre-Afrique-Amérique-Angleterre), puis du colonialisme et enfin de l’impérialisme qui fut désigné non sans raison comme “le stade suprême du capitalisme”.

Bref, le capitalisme est global dès sa naissance, dans le sens où il place sous sa domination le monde dans les dimensions connues qu’il revêt à chaque moment de son évolution: à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il s’agissait d’une zone coïncidant en gros avec les frontières de l’Europe occidentale d’aujourd’hui, dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle le “monde capitaliste” s’identifiait désormais avec une bonne partie de l’Europe et des Amériques, au XX<sup>e</sup> siècle fut accompli le grand bond vers l’Asie et l’Afrique. Le tout s’accompa-

1. K.Marx-F. Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, Paris, Editions Sociales, 1966.

gnant, naturellement, d'une infinité de petites guerres et de conflits plus ou moins sanglants et destructeurs, jusqu'à culminer dans les deux hécatombes mondiales et aujourd'hui, au milieu d'affrontements régionaux et de répartition de marchés, dans la préparation d'une prochaine boucherie impérialiste.

Par conséquent, croire et faire croire que ce à quoi nous assistons aujourd'hui est un phénomène nouveau, procédant à grands pas grâce aux ... bottes de sept lieues de la "new economy" et exigeant on ne sait quelles stratégies nouvelles, signifie -une fois de plus- mener et se faire mener par le bout du nez. Ce à quoi nous assistons dans un monde qui a désormais atteint ses ultimes frontières et qui est saturé de marchandises invendues, c'est justement une tentative désespérée du capital (en crise profonde depuis la moitié des années 70) de remettre en marche le *processus d'auto-valorisation*.

Pour ce faire, le capital, divisé dans ses composantes nationales en une féroce compétition mutuelle, mais uni partout à l'échelle mondiale par les mêmes nécessités, stratégies et objectifs, doit mener une guerre sans merci pour le contrôle des sources de matières premières et des routes pour les faire transiter, mais aussi des voies d'échange et de commerce. Il doit chercher à accélérer et intensifier le processus par lequel le travail vivant (des hommes et des femmes en chair et en os) se transforme en sur-travail, et donc en plus-value, en introduisant des technologies toujours plus sophistiquées (qui impliquent cependant un accroissement du chômage) et, en pressurant au maximum la main-d'oeuvre active (flexibilité, alourdissement des charges de travail, exploitation intensive des prolétaires migrants, des femmes et des enfants des zones qui étaient autrefois situées en marge des processus de production capitaliste et qui sont désormais totalement intégrés à ceux-ci).

Voilà ce qu'est la globalisation: *ou plutôt, voilà ce qu'est le capitalisme!* Toute tentative de la concevoir de façon différente ne cache que le désir hypocrite de nier la réalité d'un mode de production qui est né sur ces bases, qui s'est développé sur elles, et qui sur elles et à cause d'elles ainsi que de leur développement contradictoire, devra un jour périr.

En effet, c'est précisément cette extension mondiale du mode de production capitaliste qui fait en sorte que se crée simultanément un prolétariat mondial. Le capitalisme se fonde sur l'exploitation du travail vivant, humain, car c'est à partir de là (de la partie non payée de la journée de travail) qu'il extrait la plus-value. Il ne peut l'éviter. Par conséquent, exactement comme il révolutionne de façon continue la réalité avec laquelle il entre en contact, de même il ne peut éviter de créer des prolétaires dans tous les coins du monde, arrachant des populations entières à la culture de la terre et à d'anciens équilibres sociaux, les poussant vers les métropoles proches et lointaines, abattant toutes les barrières géographiques, nationales et culturelles. Ce phénomène non plus ne date pas d'aujourd'hui, mais -comme il a été dit- il remonte à l'aube du mode de production capitaliste.

Voilà pourquoi le marxisme a toujours affirmé que le prolétariat en tant que tel est toujours international et internationaliste: non pas au sein de la conscience fermée sur elle-même de l'individu particulier et modelée par l'idéologie dominante, mais dans son rôle de classe nécessaire, dans son *rôle historique*. C'est le capitalisme lui-même, dans la dramatique matérialité des conditions de vie et de travail qu'il impose qui le rend tel. Il est donc également évident que le capitalisme s'efforce de toutes les

manières (par les moyens de communication, la religion, l'appel aux nationalismes, à la race et à l'ethnie, par la rhétorique démagogique des "petits contre les grands", par la compétition "de tous contre tous") de fractionner cette armée internationale, de la faire voler en éclat et la désorienter, alors même que -malgré lui- il en grossit les rangs à chaque instant.

Après plus de soixante-dix ans de contre-révolution (pendant lesquels démocratie, fascisme et stalinisme se sont éminemment donné la main, malgré les apparences, afin d'écraser la menace de la révolution prolétarienne), le sentiment, l'expérience, la mémoire que le prolétariat est une classe internationale avec des tâches politiques internationales, ont été détruits, en même temps que le parti qui résume et synthétise ces mêmes tâches. En tant que matérialistes nous savons toutefois que la réalité est sujette à des transformations continuelles sous la pression des lois économiques et sociales et que cette identité de classe parviendra donc à se frayer de nouveau un chemin, sans aucun doute de façon tourmentée et non linéaire, dans les rangs de cette armée mondiale. Elle le fera grâce à l'action conjointe de conditions objectives et subjectives, les premières se résumant dans l'approfondissement de la crise économique (qui poussera individus, groupes isolés, et petit à petit des secteurs toujours plus importants de la classe ouvrière à se révolter et à lutter), les secondes dans la présence et l'action théorique et politique du parti communiste international renaissant (qui représente la conscience historique, l'organisation et le guide du prolétariat mondial).

Nous ne nous faisons aucune illusion sur les délais de cette conjonction entre conditions objectives et conditions subjectives. Nous savons qu'ils seront encore longs et qu'ils passeront par des phases alternées et contradictoires, de hauts et de bas, d'avancées et de reculs. Nous savons surtout que ces délais ne peuvent être forcés ou abrégés par des actes volontaristes aussi généreux qu'ils soient. Nous travaillons avec méthode, patience et assurance à la préparation des conditions subjectives, du parti révolutionnaire, de ses cadres militants et de leur nécessaire relève générationnelle, pour assurer sa présence auprès de la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes, son nécessaire retour sur la scène historique après soixante-dix ans de contre-révolution dévastatrice.

Mais c'est le capital lui-même qui accomplit l'autre partie de ce travail: justement en envahissant chaque coin du globe, en prolétarisant des masses immenses, en suscitant des contradictions sans fin, en aiguisant sa propre crise à travers une compétition et une guerre commerciale toujours plus aiguës. Les signes du malaise croissant sont sous les yeux de tous ceux qui ne sont pas complètement abrutis par l'idéologie dominante: augmentation de la misère, exploitation toujours plus bestiale des travailleurs en activité et chômage sans cesse grossissant, malaise de la vie collective, destruction progressive de l'environnement, dégradation des conditions de vie générales etc., etc.

Dans la phase actuelle, tandis que la force prolétarienne est encore absente, le devant de la scène est occupé par ce que les marxistes appellent les "sous-classes", un rassemblement de secteurs sociaux allant des employés de la fonction publique à de larges secteurs de l'aristocratie ouvrière, particulièrement touchés et frappés de manière directe par l'instabilité et la précarité de cette phase de la crise, qui promettent (et c'est ce qu'elles font d'ores et déjà en partie) de leur arracher des garanties et des privilèges qu'ils avaient cru éternels. La "qualité de la vie" de ces "sous-classes" empire, même si c'est à un rythme lent et non dramatique: elle empire suffisamment pour les pousser à faire entendre leur voix, pour les mobiliser dans la défense de ce qu'ils



ont ou dans la revendication de ce qu'ils avaient -la "qualité de la vie", la "liberté" de faire leurs propres affaires sans entraves ni conditionnements, les équilibres d'autrefois, l'illusion de pouvoir rester à l'abri des crises capitalistes, les îlots protégés, le prés carrés et ainsi de suite.

C'est de cette pâte qu'est fait ce qu'on appelle le "Mouvement de Seattle", front confus de secteurs et d'intérêts divers qui dans cette ville du nord-ouest des Etats-Unis a fait sa première apparition publique, suivie tout de suite après par celles de Davos, Washington et Gênes. Elle compte dans ses rangs des anarcho-syndicalistes à la IWW (Industrial Workers of the World), des secteurs protégés de l'aristocratie ouvrière des Etats-Unis organisés dans les grands syndicats de régime AFL-CIO (sur des positions ouvertement protectionnistes), des paysans français traditionnellement porteurs de revendications chauvines, des représentants de ce qu'on appelle le tiers-monde alignés sur les positions de leurs bourgeoisies nationales émergentes mais étranglées et opprimées par leurs concurrents plus forts, des ouvriéristes et autonomes de différentes tendances dont la seule substance théorico-politique se résume au slogan "On raison de se révolter!". Le tout, remarquons-le, au nom de "règles plus équitables", d'une "meilleure qualité de la vie", d'un "marché plus juste", d'une "globalisation moins sauvage" etc., etc. -le réformisme naïf (ou hypocrite) bien caractéristique des "sous-classes" qui sont très attachées au mode de production capitaliste, mais qui voudraient bien qu'il ne fût pas aussi impitoyable dans ses lois de fonctionnement: bref, la varicelle sans les pustules.

L'agonie d'un mode de production désormais dépassé ne fera que susciter dans l'avenir d'autres mouvements similaires, d'autres réactions de ce genre, aidée en cela par le retard historique dans la réapparition du prolétariat révolutionnaire sur la scène mondiale.

Mais par leurs caractéristiques mêmes, ces mouvements, ces réactions ne sont, ne peuvent être une réponse. Elles ne sont qu'un symptôme, faisant partie intégrante de cette maladie et de cette agonie.

Ceux qui saisissent véritablement la parabole du capitalisme en crise, le fait qu'il prépare de futures boucheries mondiales, sa destructivité aujourd'hui évidente, devront se situer en dehors de cette maladie et de cette agonie, comprendre la nécessité historique de la destruction du capitalisme et du passage à un mode de production supérieur. Ils devront donc récupérer l'intégralité du programme communiste, qui est constitué non pas de poussées désordonnées de rébellion, mais avant tout d'une théorie et d'une science de la révolution et d'une organisation politique à même de la conduire et de la diriger.

## SUR LE FIL DU TEMPS

### **Introduction**

Est présentée ici après la traduction de trois "Fili del tempo" sort "Sur le fil du temps" choisi parmi la quantité de chroniques (plus d'une centaine) écrites pour la plupart entre 1949 et 1960 et publiées dans le journal édité par notre courant en Italie.

Les trois textes sont:

1. La doctrine de l'énergumène
2. Tartuffe ou du pacifisme
3. Honte et mensonge du défensisme

Les textes sont présentés sous la formule "Hier" et "Aujourd'hui" et consistent d'une part dans l'exposé des positions politiques classiques du marxisme et d'autre part des différentes versions de la même actualité de l'époque donnée par les social-démocrates, les anarchistes et les staliniens et les héritiers des uns et des autres.

La plupart des positions exprimées dans ces textes sont utilisables contre nos adversaires actuels, si l'on tient compte du fait que si, le noms des protagonistes ont change depuis plus de cinquante ans, les positions décrits restent d'une brûlante actualité.

## SUR LE FIL DU TEMPS

# LA DOCTRINE DE L'ÉNERGUMÈNE

“*Battaglia Comunista*”, n. 19/1949

## Hier

Que ce soit dans les grandes ou les petites questions, tout détour opportuniste du mouvement de classe a eu le caractère suivant: substituer, aux yeux du prolétariat, à l'adversaire, à l'ennemi, à l'obstacle constitué par l'ordre social présent et par la classe capitaliste, un autre objectif sur lequel diriger les coups, sous le prétexte que ce serait un objectif transitoire et intermédiaire, qui, une fois atteint, permettrait de revenir à la grande lutte. Et pour accréditer de manière démagogique cette méthode que l'on peut appeler **intermédisme** (si ce mot est laid, il ne l'est pas plus que la chose qu'il désigne), le meilleur moyen pour les bonimenteurs a toujours été la **personnification** de l'ennemi.

Dans les partis socialistes d'avant, on a toujours lutté, parfois avec succès, contre ces voies d'eau qui s'ouvraient de tous côtés. Dans les faux partis socialistes et communistes d'aujourd'hui, qui pourtant se prétendent faussement des partis de la classe ouvrière, cette méthode défaitiste n'apparaît plus dans une série d'épisodes et de parenthèses, mais elle constitue le cœur de leur vie: ils ne savent rien faire, ou dire, ou agiter sans utiliser cet objectif fantôme qu'ils situent dans un **personnage**: qu'ils l'appellent tyran, dictateur, César, énergumène ou criminel.

Ces bouffons se prétendent toujours « marxistes » et ils ont cependant l'infini toupet d'affirmer: bien sûr, nous sommes d'accord avec les bases économiques des luttes historiques, avec les classes qui se heurtent et qui luttent, avec la substitution du communisme au capitalisme, mais en ce moment, ce qui est important, c'est de taper sur Un tel ou sur Un tel (exemples: Guillaume II, Cecco Beppe, Mussolini, Hitler, Franco, Pavelich, De Gaulle...) lequel, du fait de sa vaste personne, fait barrage au chemin de l'histoire, suspend les lois du marxisme, ajourne le retour à la lutte de classe. Une fois débarrassé de celui-ci, ah, soyez alors certains que la doctrine et la méthode classistes nous verront parmi leurs partisans les plus enflammés. Mais ces quilles historiques tombent l'une après l'autre, et le moment de revenir à ses moutons n'arrive jamais. Nous ne démordons pas de notre croyance qu'on ne peut pas être marxiste à temps partiel, mais admettons pour un instant qu'il soit possible, comme on le voit aujourd'hui dans toutes les manifestations, de faire passer l'habit d'Arlequin pour un drapeau rouge. Le fait est que la théorie du césarisme, **la doctrine de l'énergumène**, détruit TOUT le marxisme, efface sur cette tenue ratée la dernière pièce rouge recousue tant bien que mal sur le damier (ils l'ont en effet découverte et revendiquée, **la stratégie en damier**) multicolore.

Même si l'on nous compare à Pie XII lorsqu'il cite Isaïe ou Mathieu à coups de livres et de versets, nous allons ouvrir Marx. Si cela vous choque, nous nous en réjouissons.

C'est dans le « Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte » que l'affaire du 2 décembre 1852, au cours de laquelle Napoléon III se proclama empereur des Français, est illustrée dans des pages écrites pratiquement à la même époque et que l'auteur renonce à corriger en aucune façon (ce-

ci rend évident le fait qu'il s'agit en même temps de positions scientifiques et politiques, variables pour la critique théorique aussi bien que pour la propagande de parti, Messieurs qui vous réclamez de l'âme double, peut-être parce que vous avez vendu la seule que vous possédez au Capital). Marx dit: «J'espère que cet ouvrage contribuera à écarter le terme couramment employé aujourd'hui de césarisme», et il a l'air de dire, il y a de cela un petit siècle: j'espère que celui qui criera au césarisme daignera se déclarer anti-marxiste.

De la distinction décisive qui se trouve dans cette même page entre la fonction du César (souvent bénéfique) dans les sociétés anciennes et la nature des luttes civiles modernes qui ont pour protagonistes des classes et non des individus, jusqu'à la puissante analyse organique contenue dans l'œuvre, tout est là pour établir l'antithèse impitoyable qui existe entre les deux méthodes ennemies de déchiffrer l'histoire.

Dans le préambule déjà cité, Marx parle de deux autres auteurs. «Parmi les ouvrages qui, à peu près à la même époque, traitaient le même sujet, deux seulement méritent d'être mentionnés: **Napoléon le Petit**, de Victor Hugo, et **Le Coup d'État**, de Proudhon. Victor Hugo se contente d'invectives amères et spirituelles contre l'auteur responsable du coup d'État. L'événement lui-même lui apparaît comme un éclair dans un ciel serein. Il n'y voit que le coup de force d'un individu. Il ne se rend pas compte qu'il le grandit ainsi, au lieu de le diminuer, en lui attribuant une force d'initiative personnelle sans exemple dans l'histoire. Proudhon, lui, s'efforce de représenter le coup d'État comme le résultat d'un développement historique antérieur. Mais, sous sa plume, la construction historique du coup d'État se transforme en une apologie du héros du coup d'État. Il tombe ainsi dans l'erreur que commettent nos historiens soi-disant **objectifs**.»

Reprenez votre souffle, Messieurs, et remarquez que, tout au long de cette **avenue** bien pavée de la Marche Arrière, non seulement vous avez glissé vers le proudhonisme, diagnostic qu'on pouvait et qu'on a établi sur des éléments certains il y a vingt ans, mais vous avez désormais dépassé l'Hugolisme tout en restant à mille lieues de sa puissance expressive et littéraire. Pour pouvoir jouer à votre vil jeu du succès politique, vous avez en réalité grandi les Benito, les Ante et les Francisco en en faisant une apologie risible; quant aux historiens officiels objectifs, on peut en lire une réévaluation complète et pleine d'admiration dans le discours de Togliatti sur Gramsci, discours qui semble vouloir faire pardonner à tous deux ce qui était précisément un titre de mérite, à savoir qu'ils s'étaient tenus éloignés du seuil glissant des Académies.

Marx n'a pas fini: «Quant à moi, je montre, par contre, comment la lutte des classes créa en France des circonstances et une situation telles **qu'elle permet à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros**».

Si les discussions objectives existaient et si le meilleur moyen pour polémiquer n'était pas de ne pas écouter, on devrait, à cet instant, hocher la tête et dire: effectivement, là on n'avait pas compris un pajetta! ... On continue au contraire à prendre des cuites de «bonapartisme», et l'entêtement est si grand qu'on pêche aussi de cette façon à «gauche» dans la mesure où très nombreux sont ceux qui sont convaincus que la dégénérescence russe doit trouver des explications, non pas dans les rapports économique-sociaux, mais dans les coups de main ou les coups d'État de Napoléon-Staline ou de son ignoble «clique».

Tous vos Barbe-Bleue, **poglavnici** ou **conducators** – pas moins que vos Meilleurs, Excellents ou Suprêmes – sont, à la lumière du marxisme, des personnages médiocres et grotesques, et nous en avons ras le bol de nous entendre demander à chaque rencontre par des gens humbles ou très cultivés qui aspirent ardemment à s'orienter, le plus souvent dans le but de se remplir la panse, quel type d'homme est Tartempion, quelle est sa valeur? Et sur le même ton, ils sont capables de le demander de Lénine et de Velio Spano. Car il y en a, comme les Tito et les Dimitrov,

qui, d'un instant à l'autre changent de couleur en passant subitement du Walhalla à l'entourage de Judas. Ils sont toujours trop exposés à la lumière, et nous pensons que l'histoire n'a jusqu'à présent forgé un adjectif que sur un seul personnage aux profils vraiment tous deux remarquables: la Divine Poppée.

## Aujourd'hui

De même que l'on cite dans les génériques des films à grand spectacle le nom du technicien responsable des «effets spéciaux», de même il existe, dans les officines politiques et dans les rédactions des journaux «populaires», des spécialistes dont le rôle est de lancer avec éclat l'**énergumène** de service. Parfois, on est à court de ce type de personnage et on ne sait pas si on doit effectuer d'habiles coups de sonde parmi les nouveaux de la scène ou s'en tenir, pour plus de sécurité, aux anciens. On lance le personnage en fonction des situations. En Italie, le succès de Mussolini n'aurait pas été aussi rapide s'il y avait eu des hommes sortant de la médiocrité et du grotesque. L'épithète de chancelier attribué à De Gasperi a eu pour effet une polurie à l'évocation de l'ombre de Bismarck; quant à Scelba, ils en sont arrivés à l'accuser d'être un mauvais carabinier, et nous recommandons vraiment au **bureau des personnages** la figure de Giuliano, il n'y a rien de mieux sur le marché intérieur. Avec un De Gaulle à sa disposition, ne fût-ce que pour le nez, il y a de quoi envier ceux de **l'Humanité**. Dans ce genre d'affaire, les traits des personnages sont de première importance. Son sous-héros (et non anti-héros comme disaient les imbéciles) faisait suer Marx (pour utiliser une expression française) même en effigie: «l'aventurier Louis Bonaparte qui s'efforçait de dissimuler ses traits triviaux et répugnants sous le masque de bronze de Napoléon».

Dans le domaine mondial, on fait lancer les sondes à des experts de premier rang. Chez les Américains, il ne semble pas qu'il y ait beaucoup à pêcher: Truman a tout au plus le style d'un greffier d'un tribunal de première instance; Roosevelt avait, paralysie à part, des traits marquants, mais il est crevé et donc, mieux vaut en faire une statuette pour le Musée des élus afin d'accréditer l'in vraisemblable bobard que l'Amérique n'est ploutocratique et négrière que dans la mesure où elle a abandonné l'orientation rooseveltienne. Vous auriez entendu, s'il était encore vivant! Les autres Américains, diplomates ou généraux, sont en nombre, ils vont et viennent, mais ils n'offrent pas une grande prise au harponneur. Les Anglais au gouvernement sont travaillistes; ils ne semblent pas de grande importance, ils singent la politique économique soviétique et pourraient avoir quelques différences avec les Américains.

Comme vous le savez déjà, la sonde ayant été placée entre les mains capables de Togliatti – sans oublier la sûre vibration d'un **la** donné depuis Moscou – c'est le cétacé Churchill qui est remonté à la surface. Comme nous l'avons expliqué, ce n'est pas précisément une révélation. Mais, si on devait commencer le montage en grand, le choix, faute de mieux, pouvait aller, ne fût-ce que pour son museau de chien bouledogue; et puis, quel cigare! Et voilà le commentaire des discours de Churchill en Amérique, voilà les citations appropriées, voilà le rappel de son anti-bolchévisme invétéré, voilà le cri triomphal: nous avons découvert qui a fait éclater la guerre! Le capitalisme, l'impérialisme, la ploutocratie? Fi donc, laissons tomber ces vieilles théories qui ne font pas recette. C'est LUI, l'énergumène, qui, selon le succédané du marxisme, fera la même fin «que cet autre énergumène fauteur de guerre qui s'appelait Hitler».

Mais le fait est que l'histoire Hitler-Churchill est là justement pour démontrer que le petit jeu du meurtre des énergumènes est sans fin: le second a promis que, si on l'aidait à supprimer le pre-

mier, la paix éternelle triompherait; à présent, parbleu, sommes-nous revenus au point de départ? Un des théorèmes les plus solides de la doctrine togliattienne (en vérité très pré-togliattienne) de l'énergumène est le suivant: les énergumènes ne viennent jamais seuls.

La sonde n'a rien pu pêcher de mieux, dans la mesure où Winston est aussi vieux que coriace et pourrait disparaître avant le déclenchement de la guerre, ce qui serait très gênant pour la doctrine. Car ce serait la troisième guerre qu'il fabrique: saintes les deux premières, diabolique la troisième. Y réussira-t-il? Au bureau des «effets spéciaux», nous n'avons pas de marchandise plus fraîche, nous sommes un peu à court de Dardanelles.

Mais la sonde pourrait être carrément halée à bord et non lancée ultérieurement s'il advenait cet autre mirage magnifique, à usage interne et externe, et à usage également des Dardanelles, la **détente**. On pourrait alors voir Churchill, dans une rencontre de grands, donner le bras aux staliniens, ou faire partie avec eux d'une Présidence d'Europe. Élasticité, bon dieu! Ministère De Gasperi-Nenni-Giuliano!

Palmiro avait annoncé cette découverte dans son latin quasi académique: **habemus confidentem reum**. Nous avons fait avouer le coupable, en la personne du vieux mâtin anglo-saxon. Mais dans des situations, phases et tournants nouveaux de la politique mondiale éclairée, nous pouvons nous passer du coupable **confessé**. Il y a cependant une chose dont on ne peut se passer, c'est du **con**.

Con le public qui lit ou écoute, et, par malheur, mais non éternellement, le prolétariat.

Il n'y avait qu'une page à tourner: «Les révolutions prolétariennes se critiquent elles-mêmes constamment, (...) paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière et que les circonstances elles-mêmes crient: **Hic Rhodus, hic salta!**»

C'est du latin, marxiste celui-là, qui rappelle à la classe ouvrière par où elle devra passer, sans eux, contre eux, au-dessus d'eux.

## SUR LE FIL DU TEMPS

# TARTUFFE OU DU PACIFISME

“*Battaglia Comunista*”, n. 6/1951

## Hier

Dans les textes de Marx et d'Engels, les attaques contre le pacifisme bourgeois en général et les mouvements **pour éviter la guerre** reviennent de façon incessante.

En 1864, Marx fut contraint de faire figurer dans les statuts et dans l'Adresse Inaugurale de l'Internationale, qui couraient le grave danger d'être rédigés par Mazzini, les mots morale, civilisation, droit, et la phrase disant que les normes juridiques et éthiques qui règlent les rapports entre individus devaient être également appliqués aux rapports entre les peuples. Ce n'était ni la première ni la dernière fois que les marxistes se voyaient obligés dans l'action politique de manier des termes et des formules théoriquement incorrects. Marx l'explique dans sa correspondance et dit qu'il mit ces mots vides là où ils pouvaient faire le moins de mal. S'étonner de cela comme s'il s'agissait de duplicité signifie précisément croire que les misérables règles morales peuvent effectivement avoir une valeur pour orienter les rapports entre les hommes, dans leur ensemble ou seuls...

La première articulation du marxisme suffit à mettre au rancart le principe de la «non-violence» attribué depuis des millénaires au Christ bien que celui-ci ait dit «Je ne suis pas venu apporter la paix mais la guerre» (et c'était, dans le cadre de son époque, une guerre contre des oppresseurs sociaux), et représenté à l'époque moderne, par Tolstoï ou Gandhi, dont les doctrines reconnaissent toutefois la certitude de l'affrontement sanglant.

Les pacifismes abstraits, entre individus, entre classes ou entre États, se valent tous pour le marxiste, qui met à leur place l'analyse historique de la «théorie de la force».

Dans sa polémique de 1871 contre Bakounine, Marx rappelle que l'organisation anarchiste de celui-ci, intitulée - avec une confusion toute semblable à celle qui règne aujourd'hui - «Alliance de la Démocratie Socialiste», avait son origine au sein du mouvement pacifiste bourgeois. «L'Alliance est d'origine tout à fait bourgeoise. Elle n'est pas une émanation de l'**Internationale**, mais un rejeton de la **Ligue pour la Paix et la Liberté**, société mort-née de républicains bourgeois».

Une fois entré dans cette société, Bakounine proposa un «front unique» avec l'Internationale des Travailleurs, mais celle-ci, au Congrès de Bruxelles, rejeta la proposition. C'est uniquement cela qui provoqua la rupture entre les bakouninistes et la Ligue bourgeoise, suivie par la rupture entre les bakouninistes et les marxistes.

On ne peut avoir d'autre opinion sur l'actuel «Mouvement de la Paix» auquel adhère la crème des petits bourgeois et des philistins qui nous font vomir...

L'horreur marxiste pour le pacifisme littéraire et démagogique est telle qu'elle a été trop souvent exploitée, comme nous sommes en train de le montrer, au moyen de falsifications habiles, par les socialistes partisans de la guerre. Dans toutes les éditions de l'«Anti-Dühring», jusqu'en 1894, Engels n'a rien trouvé à changer à sa réfutation de la «non-violence» écrite en 1878, c'est-à-dire dans la période **qui a suivi** la Commune. Non seulement il reproche fermement à Dühring de ne pas dire un mot qui rappelle le concept marxiste de la violence comme **accoucheuse** de la toute nouvelle société, et de gémir parce que «tout emploi de la violence démoralise celui qui l'emploie», mais il lui crie «Et dire qu'on affirme cela en présence du haut essor

moral et intellectuel qui a été la conséquence de toute révolution victorieuse ! ». Engels montre qu'il ne pense pas seulement aux révolutions, mais aussi aux guerres, quand il ajoute ces mots, qui correspondent bien à la position que nous avons illustrée à fond et que nous reproduisons textuellement « Dire qu'on affirme cela en Allemagne, où un heurt violent, qui peut même être imposé au peuple, aurait tout au moins l'avantage d'extirper la servilité qui, à la suite de l'humiliation de la guerre de Trente Ans, a pénétré la conscience nationale ! ».

Messieurs les opportunistes sont indépassables dans l'art de falsifier. Nous préférons pourtant qu'ils nous cuisinent un Engels belliciste plutôt qu'un Engels gâteux, membre du « Mouvement de la Paix ». Il serait moins scandaleux de le voir avec l'aigle ou la croix gammée qu'avec la colombe « superexploitée » et le rameau d'olivier.

On dit que Marx est obscur et Engels beaucoup plus compréhensible, attention cependant aucun vin, même le plus pur, ne peut se boire comme de l'eau fraîche.

Nous trouverons chez Lénine la clarté cristalline et la systématisation de tous nos problèmes. Cela n'empêche pourtant pas les prêcheurs de contre-vérités, les calotins faux-jetons de la politique de prétendre se servir de lui.

Lénine ne peut aborder l'explication marxiste des rapports entre le socialisme et la guerre sans avoir écarté au préalable l'équivoque pacifiste. C'est de là que partent ses thèses classiques de 1915, destinées à frapper d'infamie indélébile les socialistes bellicistes de tous les pays. « Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre les peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des **pacifistes bourgeois** et des **anarchistes** ».

La guerre est une chose **barbare** et **bestiale**, encore que les animaux et les barbares n'aient jamais offert de spectacles comparables à ceux de l'action militaire dans notre époque capitaliste. Dans la plupart des cas, les animaux, surtout s'ils ne sont pas poussés par la faim et si on ne les dérange pas, sont inoffensifs ; de même les hommes primitifs. Il fallait que vienne la **civilisation moderne et chrétienne** pour qu'on en arrive à lire dans la presse pro-américaine qu'en Corée fonctionne à merveille le « hachoir », c'est-à-dire la pulvérisation scientifique des formations combattantes ennemies. Les bêtes et les barbares voudront bien nous excuser, et excuser Lénine, car les artilleurs et les aviateurs capitalistes, eux, hachent de la viande **après les repas**. Ils versent le sang après s'être désaltérés avec du whisky. Ni le lynx ni le cannibale ne les comprendraient.

Les divergences entre le marxisme et le pacifisme **anarchiste** ne sont pas les mêmes qu'entre le marxisme et le pacifisme **bourgeois**. Les anarchistes reconnaissent comme nous « pleinement la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres des classes opprimées contre les dominateurs, dont nous marxistes, apprécions le caractère progressiste, comme, par exemple, dans le cas des luttes d'esclaves contre leurs maîtres, des serfs contre les seigneurs, des travailleurs salariés contre les capitalistes ».

Mais tant les anarchistes que les pacifistes bourgeois s'éloignent de nous à propos de la guerre, en ce sens que « du point de vue marxiste, dialectique-matérialiste, nous comprenons la nécessité d'analyser chaque guerre dans son caractère spécifique ». Ici Lénine veut parler de chaque guerre, non seulement **sociale**, entre les classes, mais aussi de toute guerre **nationale**, entre les États. Les premières, les guerres entre les classes, sont toutes comprises et acceptées par le marxisme, du côté de la classe dominée et exploitée et évidemment, devant ce type de guerre, les anarchistes ne suivraient pas non plus les mots d'ordre de paix, conciliation, désarmement, lancés par les bourgeois et les traîtres social-démocrates. Mais, dans le cas de la guerre **entre les États**, les choses changent. Le bourgeois nationaliste et militariste aura l'audace de justifier la guerre comme un moyen de diffusion de son système social, où comme un moyen de conquérir un **espace vital** pour un pays ayant peu d'espace pour trop d'hommes ou trop de capitaux, ou même il en arrivera à exalter la guerre comme « hygiène du monde ». Le bourgeois tartuffe, le petit bourgeois puritain, par contre, condamnera « toute guerre » au nom



des idéaux de la «paix universelle» et du «désarmement», il sera favorable à l'arbitrage des conflits qui naissent entre les États, c'est-à-dire qu'il bâtira sur le plan mondial la même illusion que celle qu'il a accréditée sur le plan politique avec le système parlementaire des nations égales dans le monde, des citoyens dans la nation. Avec un système aussi génial, il est clair qu'on abolira «toutes les guerres» de la même façon que, depuis qu'il existe des shérifs et une Cour suprême, on a aboli toutes les bagarres et toutes les escroqueries... Une telle saloperie - contre laquelle Lénine a écrit les plus puissantes pages - devient à peu près «théorie de Lénine-Staline sur l'égalité entre les nations !».

Quant à l'anarchiste, qui admet avec nous la guerre civile, il abolira en tout temps et en tout lieu la guerre entre les États et la considérera, sans exception, comme nuisible : ceci simplement parce toute opération militaire implique une autorité totale et une subordination d'individu à individu alors que, même sur le plan social, sa conception de l'émancipation l'amène à voir l'individu libéré dans son idéologie et dans sa «conscience», avant que la machine d'oppression et d'exploitation ne soit brisée partout autour de lui. Déchiffrer le cours historique se ramène, pour l'anarchiste aussi, à être **pour** ou à être **contre**. Il est **pour** la paix et **contre** la guerre et tout est dit.

Contrairement à ces positions incomplètes, le marxiste, comme nous l'avons montré en traitant des guerres nationales dans les différentes périodes, admet que «l'histoire a connu maintes guerres (nous répétons : Lénine parle de guerres **entre les États**) qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire les institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe)».

Lénine - au début de son analyse marxiste de la guerre de 1914, qui le conduisit à établir que celle-ci n'était dans aucun des deux camps une «guerre de progrès», mais un pur conflit entre exploités impérialistes, de sorte que le devoir de tous les socialistes était de lutter contre tous les gouvernements dans tous les pays et aussi en temps de guerre - tient à établir que ce devoir ne naissait pas d'une position abstraite de «condamnation de toute guerre», position accessible aux idéologues conservateurs ou libérateurs.

Mais il y a plus. Non seulement nous nous différencions des pacifistes bourgeois parce qu'ils récusent l'emploi des armes dans la lutte entre les classes et sont incapables de voir les guerres sous l'angle historique, mais nous nous différencions d'eux aussi sur un autre point, un point sur lequel Lénine pense que les anarchistes sont également avec nous, au même titre qu'à propos de la guerre civile.

Ce qui nous sépare des pacifistes **bourgeois**, c'est que, pour nous, il y a «un lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays et **il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme**».

Ce passage que, pour des raisons de propédeutique, nous avons cité en dernier, est le premier point de la thèse sur le pacifisme et il est le plus important.

Il détruit toute possibilité d'accueillir dans le marxisme-léninisme des mouvements qui ont pour but la suppression de la guerre, le désarmement, l'arbitrage ou l'égalité juridique entre les nations (Ligue des Nations de Wilson, O.N.U. de Truman).

Le léninisme ne dit pas aux pouvoirs capitalistes : je vous empêcherai de faire la guerre, ou bien, je vous frapperai si vous faites la guerre. Il leur dit : je sais bien que tant que vous ne serez pas renversés par le prolétariat, vous serez, que vous le vouliez ou non, entraînés dans la guerre et, de cette situation de guerre, je profiterai pour intensifier la lutte et vous abattre. Ce n'est que lorsque cette lutte sera victorieuse dans tous les États que l'époque des guerres pourra finir.

Il s'agit là d'une position générale. Le marxisme ne peut pas être pacifiste ou «contre la guerre», parce que cela signifierait admettre que l'on peut abolir la guerre **avant** d'avoir aboli le capitalisme. Il ne suffit pas de dire que ce serait une erreur sur le plan **théorique**. C'est une

trahison politique parce qu'au lieu d'aider à conduire les masses vers une lutte plus large, une telle illusion facilite au contraire leur soumission, non seulement au capital, mais **à la guerre elle-même**. Les masses prolétariennes guidées par de mauvais marxistes, qui s'étaient toujours déclarés pacifistes, ont dû faire la guerre contre les Allemands, parce que leurs chefs leur ont dit qu'eux seuls menaçaient la paix, et elles ont dû la faire contre les Russes pour la même raison. Elles ont marché deux fois et elles marcheront peut-être une troisième, dans les deux camps, pour faire une guerre «qui devra mettre fin à toutes les guerres».

Il s'agit, disons-nous, d'une position générale. Le marxiste n'est pas un pacifiste, pour les mêmes raisons qui font qu'il n'est pas, par exemple, un anticlérical : pour lui il ne peut exister une société fondée sur la propriété privée qui soit sans religion et sans Églises, mais les Églises et les croyances religieuses finiront à la suite de l'abolition révolutionnaire de la propriété.

Le régime de l'esclavage salarié vivra d'autant plus que ses complices feront croire qu'il est possible, sans renverser ses bases économiques, de supprimer les superstitions religieuses ou d'éliminer les possibilités de guerre et les autres caractères rétrogrades ou brutaux du capitalisme.

A une époque où il était évident que les guerres de formation des États nationaux étaient finies, la bourgeoisie se protégea largement contre l'action radicale de la classe prolétarienne au moyen des mouvements de «partisans de la libre pensée» qui foisonnèrent à la fin du siècle. Plus tard, à l'époque des guerres impérialistes, elle se protégea au moyen des mouvements hybrides de «partisans de la défense nationale». Aujourd'hui, elle se protège grâce aux «Mouvement de la paix».

Remplacer, face à l'approche de nouvelles guerres, le critère dialectique de Marx et de Lénine - tant dans la doctrine que dans l'agitation politique - par l'exploitation grossière de la naïveté des masses sur le caractère **sacré** de la Paix et de la Défense, revient à travailler pour l'opportunisme et la trahison, contre lesquels Lénine s'employa à bâtir la nouvelle Internationale révolutionnaire **super hanc petram**, sur cette pierre : **capitalisme et paix sont incompatibles**.

Nous dédions aux pacifistes d'aujourd'hui une thèse lapidaire du IIIème Congrès (la 33ème thèse, sur les Tâches de l'Internationale Communiste) : **le pacifisme humanitaire antirévolutionnaire est devenu une force auxiliaire du militarisme**.

## Aujourd'hui

Dans sa récente interview, Staline a fait largement usage des concepts politiques de paix, de guerre de défense, et de guerre juste.

Quand deux parties se disent mutuellement: vos affirmations sont de la pure propagande, et quand ces affirmations sont formellement les mêmes, la discussion est dans l'impasse. Attlee a accusé le gouvernement russe d'avoir commencé des préparatifs de guerre au moment où ses alliés occidentaux, l'Allemagne et le Japon une fois vaincus, avaient complètement démobilisé, et il veut en tirer la preuve que la Russie a l'intention de provoquer une guerre. Staline répond que le gouvernement russe a lui aussi procédé à la démobilisation après 1945, et que le fait qu'Attlee mente sur ce point prouve que ce sont les occidentaux qui trompent leurs peuples pour les entraîner «dans la nouvelle guerre mondiale préparée par les cercles dirigeants des États-Unis d'Amérique».

Les termes sont catégoriques et graves, car ce n'est pas le premier convenu qui parle. Il n'existe pas au monde d'observatoire permettant de dire qui, de la Russie et des pays satellites ou bien des États-Unis et de leurs alliés atlantiques s'arment le plus, ou qui a commencé le premier. Mais même si cet observatoire existait, cela ne changerait rien à la question. Du moment qu'un gouvernement, quel qu'il soit, de quelque type qu'il soit, considère - à tort ou à raison - qu'un conflit est hautement probable sinon certain, il peut très bien mener une politique avec

le double objectif : éviter le conflit ou repousser le début des hostilités et, en même temps, s'y préparer le mieux possible. L'intensité et le temps nécessaire aux mesures de préparation militaire ne dépendent pas d'une soi-disant «volonté d'agression» qui n'a aucun sens, elles sont fonction de l'appareil de production et des intérêts que provoquent dans cette économie les préparatifs de guerre. Celui qui a un appareil de production moins développé au niveau de l'industrie et des communications, et moins de réserves de produits, a besoin d'un «temps de préparation» plus élevé, et par conséquent, même s'il était un «défensiste» convaincu et un «pacifiste» à tout épreuve, il commence le premier, à moins d'être idiot.

Supposons qu'il soit prouvé que la Russie a démobilisé plus lentement et a repris plus tôt les préparatifs militaires, ceci ne prouverait pas l'innocence de ces «cercles» américains que Staline accusent formellement, en ouvrant un procès qui pour nous est clos depuis des années et des années.

Le chef du gouvernement soviétique a voulu donner des arguments non pas de propagande mais «scientifiques» ; ses adversaires n'ont pas beaucoup relevé un tel défi. La Russie, affirme Staline, consacre non seulement des centaines de milliards (en lires, des dizaines de milliers de milliards) à la reconstruction des territoires détruits par les Allemands et des dizaines de milliards à des travaux gigantesques comme les nouvelles centrales hydroélectriques sur la Volga et l'Amou-Daria, mais elle pratique aussi la réduction des prix intérieurs des produits de consommation qui, si elle est effective, signifie d'une part amélioration du niveau de vie et, d'autre part, accumulation plus faible pour les nouveaux équipements et moins de dépenses pour la machine administrative. Si, en même temps, elle gonflait les dépenses d'armement et le budget de l'armée, «elle courrait le risque de connaître une banqueroute».

L'argument est fort, mais il reste une question : que signifie la banqueroute dans une économie socialiste ? Elle ne pourrait pouvoir dire qu'une chose : épuisement des travailleurs par manque de nourriture et excès d'efforts. Mais banqueroute veut dire que l'État est incapable de payer ses dettes, et cela a un sens dans un régime de capitalisme national : la propriété publique devient la proie de capitalistes privés, étrangers, sinon du pays même. Dans la déclaration de Staline, qui ne doit rien au hasard, est contenue une perspective de compromis (nous ne disons pas seulement une offre : l'offre, comme l'intention, la volonté ou la manœuvre, pèse peu aux yeux du marxisme). L'impérialisme occidental, dont l'appareil de production a été moins endommagé, qui a un niveau de vie moyen plus élevé, plus de réserves, qui contrôle les sources de matières premières et les réseaux mondiaux de communications (ne tenons pas trop compte du degré plus élevé de la technique et de la science appliquée) peut davantage accumuler et investir. Il **pourrait** accorder un prêt international au gouvernement russe, avec les mêmes engagements qu'il devrait destiner à la guerre.

Celui qui envisage l'hypothèse d'une banqueroute se considère exposé aux oscillations d'un marché, d'une bourse qui sont communs à lui et à son adversaire et concurrent.

Mais on retombe de la science économique dans l'agitation, une agitation qui selon nous non seulement n'est plus seulement une agitation révolutionnaire de classe, mais n'apporte même pas un grand résultat sur le plan de la compétition nationale, quand on assure la victoire aux troupes qui sentiront qu'elles se battent pour une cause **juste**. Une chose est de dire que, pour les marxistes, il y a des guerres **justifiées**; autre chose est de se faire l'écho de l'opinion bourgeoise selon laquelle «la cause juste l'emporte toujours». L'exemple de la guerre de Corée ne convient pas, aujourd'hui que les rouges reculent. Les soldats américains considèrent-ils cette guerre comme injuste? Staline, heureusement pour lui, n'a jamais eu affaire aux soldats américains, animaux extra-philosophiques par excellence. Et que dirait-il alors des soldats allemands, qui ont combattu jusqu'au dernier dans des conditions d'infériorité écrasantes, avec le rendement militaire le plus fort du monde?

Les guerres d'aujourd'hui ne sont gagnées ni par la conviction ni par le fanatisme. Le facteur politique important dans l'opportunisme de guerre stigmatisé par Lénine, ce n'est pas que les

soldats des différentes armées auraient **gobé l'angélisme** pacifiste et défensiste de leurs gouvernements et généraux : c'est qu'une force, celle des organisations prolétariennes, qui pouvait couper les jarrets aux états-majors derrière les fronts, fut mise par ses chefs au service de la guerre et que celle-ci ne fut pas sabotée. Le soldat, s'il pouvait suivre son idée et sa conviction, s'en rentrerait chez lui; quand il se trouve pris dans l'engrenage militaire il suit d'autant plus la machine hiérarchique qu'il la sent bien équipée, décidée et agressive.

Il est tout à fait juste de dire que l'O.N.U. est une organisation qui agit au service des agresseurs américains. Mais on a jeté le marxisme par-dessus bord quand on a admis que l'O.N.U. pouvait être « **le rempart et la protectrice de la paix** » et que ce n'est qu'après sa fondation qu'elle est **devenue un instrument pour déchaîner une nouvelle guerre mondiale**.

Dès 1919 (premier congrès de Moscou) nous savions que « la propagande pour la Société des Nations est le meilleur moyen pour troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière ». Avec la tardive découverte d'aujourd'hui, on admet qu'on a commis cette faute, d'avoir selon les paroles mêmes du texte : « lancé à la place du mot d'ordre d'une Internationale des républiques ouvrières révolutionnaires, celui d'une organisation internationale de prétendues démocraties, qui doit être réalisée au moyen d'une coalition entre prolétariat et classes bourgeoises ». Cela aussi, c'est Lénine qui l'écrivait, pour inciter à la lutte contre l'idée de la Société des Nations « organisation de pillage, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste ».

Il s'agissait là de tout autre chose que d'admettre la Chine à l'O.N.U., ou d'y refuser la République Dominicaine. La politique stalinienne est combattue par les marxistes de gauche justement parce qu'elle a détruit et détruit les seules énergies qui pourraient miner et battre la puissance impérialiste et militariste, celles de classe.

Cette position est aux antipodes de celle de tous les communistes et socialistes de droite qui se laissent entraîner vers la thèse selon laquelle l'Amérique est pacifiste et l'Union Soviétique belliciste. Et il est inutile d'essayer de s'en tirer en disant à ces transfuges qu'ils sont payés par le capitalisme atlantique : il est sûr que pour arriver à un si beau résultat, on a dépensé plus de roubles que de dollars.

Le point fondamental d'une position marxiste sur la situation actuelle ne peut être que celui-ci : la campagne pour la **sauvegarde de la paix** et la lutte contre les **fauteurs de guerre** n'a aucun contenu sérieux, ni d'un côté ni de l'autre.

La seule chose qui provoque la guerre, c'est l'existence et le maintien du régime capitaliste.

Le gouvernement russe actuel n'a évidemment ni intérêt, ni désir, ni intention de déclencher une guerre.

Le gouvernement américain se prépare à la guerre comme alternative à la marche vers le contrôle capitaliste de toute l'économie mondiale, mais il est prêt à acquérir ce contrôle au moyen d'une transaction diplomatique ou économique (financière) qui ouvre également des perspectives immenses à la super-industrie et à la super-finance et qui peut être moins coûteuse qu'une guerre victorieuse.

Si la guerre générale éclatait par la force des choses, ou à la suite d'une provocation américaine ou même russe (puisque quatre-vingt dix-neuf cerveaux humains sur cent ont besoin de savoir qui est l'**agresseur**), la chose qui est en même temps la moins probable et la plus désirable, c'est le démantèlement de la puissance étatique et militaire américaine par une révolution interne ou par une défaite militaire.

L'autre issue opposée, la plus probable, aboutit au même point que la « sauvegarde de la paix » et mène à la préparation de nouveaux affrontements intercapitalistes, si le mouvement autonome et révolutionnaire de classe n'arrive pas à naître.

Quant à savoir avec qui sera le gouvernement italien et si le sol italien sera foulé par les forces armées de l'orient ou de l'occident, après avoir été loué ou après avoir été envahi, c'est là un détail qui ne change rien à ces perspectives difficilement définissables d'un avenir agité(1).

1. Le texte de Lénine est « Le socialisme et la guerre » ( tome 21 des œuvres complètes, éditions de Moscou Y.

SUR LE FIL DU TEMPS

## HONTE ET MENSONGE DU «DÉFENSISME»

*“Battaglia Comunista”, n. 5/1954***Hier**

Au dire des professionnels du réformisme et des parlementaires du «programme minimum» qui guidaient les masses ouvrières d'Europe au début du siècle, les socialistes «ne s'occupaient pas de politique extérieure» et n'avaient pas d'opinion sur le problème de la guerre entre les Etats. Jusqu'au moment, naturellement, où la guerre envahit le terrain et domina la scène, «ils étaient contre toutes les guerres», et à ce sujet ne surent pas aller au-delà du vague «pacifisme» professé par les bourgeois et les anarchistes.

Cette pratique fut la digne prémisses de la politique d'«appui à toutes les guerres» dans laquelle sombrèrent les principaux partis européens lorsque éclata le cyclone de 1914. Alors les vauriens de l'opportunisme devenus alliés et ministres des pouvoirs impériaux bourgeois, commencèrent à accumuler les sophismes et à tricher sur le fait que le marxisme «ne condamnait pas toutes les guerres», mais en admettait certaines: il s'agissait naturellement **de la leur**, de la guerre appuyée en Allemagne par Scheidemann et Cie, en France par Guesde et Cie, en Autriche par Renner et Cie, en Russie par Plékhanov et Cie, en Belgique par Vandervelde et Cie, en Grande-Bretagne par Macdonald et Cie, en Italie par Mussolini... tout seul.

Avec sa rigueur intellectuelle et son absence de démagogie et de pose habituelle, Lénine travaille infatigablement à remettre les choses en place, de 1914 à 1917 dans la solitude et l'obscurité, et à partir de 1917 dans la plus éclatante lumière.

La première préoccupation du grand révolutionnaire est de rattacher fermement le problème aux bases de la doctrine et de la politique socialiste, à ses textes comme à son expérience de lutte. La continuité du «fil» est la première préoccupation de Lénine. Lui qui fut le plus grand théoricien de la «phase la plus récente du capitalisme» considérée dans son développement historique et social vers les formes impérialistes, il démontre avant tout que seuls les traîtres y ont découvert des «perspectives inattendues», des «situations imprévues» suggérant et autorisant de «nouvelles analyses» et de «nouvelles méthodes» du socialisme.

Ce furent précisément les maniaques de la **mise à jour** (aggiornamento ndt) - complexe charlatanesque des intellectuels bourgeois - et des **révisions** - qui avaient voulu corriger le marxisme à la façon de l'extrême-droite, comme les Bernstein, ou à la façon de la fausse extrême-gauche syndicaliste, comme les Jouhaux - qui passèrent les premiers dans le camp du chauvinisme. La voie que nous avons reparcourue avec Engels à propos des guerres en Europe, dans leurs développements historiques fondamentaux - que le marxisme étudie avec autant d'attention que les fondements de l'économie et de la production - est confirmée avec une certitude absolue dans tous les écrits léninistes qui servirent de base à la réorganisation programmatique internationale, dès les thèses de 1915 sur **Le socialisme et la guerre**.

Après avoir écarté la conception abstraite et insuffisante des pacifistes philanthropes et des anarchistes, pour qui toutes les guerres sont barbares et bestiales (ce que nous pensons évidemment nous aussi) Lénine rappelle la doctrine des «types historiques de guerres». Les distraits et les étourdis - rien à espérer des passeurs d'éponges sur les conversions et les palinodies en série de leur carrière passée - peuvent relire et réfléchir. Nous redisons la même chose infatigablement.

«La grande révolution française a inauguré une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité.

Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressiste bourgeois, constituèrent l'un des types de guerres. Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que tous les socialistes, ont-ils toujours sympathisé avec elles».

Même à propos de ces guerres, Lénine tient à bien établir le sens de l'«approbation» ou de la «justification» marxistes, et à expliquer ce qu'on entendait quand on parlait d'un appui à la guerre de «défense» ou «pour la patrie» en des termes adaptés seulement en partie. En effet ces guerres furent souvent des guerres «offensives» et des guerres d'«invasion». Nous l'avons lu sans lunettes colorées chez Engels; faisons de même pour le texte de Lénine.

Les premières guerres «légitimes» sont celles de la France contre les coalitions: mais il faut établir que Marx, Engels et Lénine (et nous-mêmes, modestes répétiteurs pour des élèves qu'on a recalé à bon droit) comprennent dans ce même «groupe de guerres», considérées comme utiles parce qu'elles diffusèrent dans toute l'Europe l'organisation capitaliste moderne, aussi bien les premières guerres des sans-culottes, célébrées par les poètes, comme des guerres de défense de la Révolution en même temps que du territoire français envahi par les armées étrangères, que les guerres de Napoléon qui, elles, comportaient l'agression et l'invasion des pays féodaux.

Et en effet: «... dans les guerres révolutionnaires de la France (remarquez la définition révolutionnaires dans le sens de la révolution bourgeoise, mais toujours révolutionnaires), il y avait un élément de pillage (sic) et de conquête (sic) des terres d'autrui **par les français**; mais cela **ne change rien** à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage».

C'est pour cette raison, par conséquent, que les marxistes «justifient» ces guerres. Ils n'ont donc pas appliqué la méthode puérile qui consiste à se demander qui est l'agresseur, l'envahisseur, le dévastateur, et à décréter que c'est lui qui a tort et que nous sommes «contre sa guerre», ou pis encore, que nous entrons en guerre contre lui. Id est, nous aurions été des recrues de Dumouriez à Valmy, de Blücher à Waterloo. Un exemple de ce genre de raisonnement nous est donné par Garibaldi qui, «oubliant Rome et Mentana» et le plomb bonapartiste, courut en 1870 défendre la France dans les Ardennes lorsqu'il la vit envahie par les Prussiens: lui, du moins, était respectable car il ne se prétendit jamais marxiste.

Comment un marxiste, par contre, voit-il une telle guerre ? Aide-t-il Bonaparte ou Bismarck ? Ni l'un ni l'autre. Nous avons vu l'analyse d'Engels. Voici maintenant Lénine: «Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France (annexion de l'Alsace-Lorraine, indemnités de guerre en milliards de l'époque), mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes: le Tsar russe et Napoléon III». Lénine nous a «épilé» syllabe par syllabe, le jugement d'Engels dans son invective, celui-ci fut aussi peu motivé par le patriotisme allemand que celui-là pouvait l'être par le patriotisme... russe. Egalement guidés par les critères du développement du mouvement prolétarien et socialiste, ils considèrent ouvertement comme «libératrices» des guerres qui eurent un caractère de dévastation, de pillage, d'invasion, de conquête et de déprédation: ce sont leurs propres paroles. Lénine examine ensuite le dilemme «guerre défensive ou guerre offensive». Il explique de façon limpide: dans cette période de 1789 à 1871, qui «a laissé des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires», la lutte prolétarienne n'avait pu se développer dans le sens du socialisme, mais dut appuyer les efforts de la bourgeoisie pour se libérer du féodalisme. «Les socialistes ont toujours entendu par **guerre «défensive»** une guerre **«justifiée»** de ce point de vue». C'est Lénine qui souligne, et il ajoute: «c'est ainsi que Karl Liebknecht a expliqué cette notion».

Le grand et jeune révolutionnaire dut, presque seul, soutenir la polémique contre tous les marxistes de la social-démocratie allemande qui avait passé la sale alliance avec le Kaiser en 1914. Ceux-ci ne manquèrent pas de lui répliquer en mettant en avant les prévisions du marxisme sur la « guerre contre les races latines et slaves coalisées » et sur la menace du despotisme russe, qui était la même - disaient-ils - qu'en 1870. Ils soutinrent la « défense » à outrance. On sait comment la guerre se précipita: assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajevo, mobilisation de l'Autriche contre la Serbie, riposte immédiate des Russes qui mobilisent à leur tour: les armées du tsar prennent ouvertement l'offensive, non en direction de Vienne et du rempart des Carpates, mais en direction de Berlin à travers les plaines baltes: l'Allemagne, par conséquent mobilise « pour se défendre »: militairement, suivant la logique de ses propres plans, elle se jette vers le Rhin. La France mobilise donc elle aussi **pour se défendre**: ils se défendaient tous, ces gouvernements de massacreurs ! Le plus hypocrite des tartufes de l'histoire mobilisa à son tour: l'Angleterre prit pour prétexte la défense de la petite Belgique, traversée par les armées allemandes. C'est ainsi qu'au cours du même automne 1914 l'histoire enregistra deux grandes batailles destinées à arrêter l'ennemi, deux victoires « défensives »: celle de Foch sur la Marne, celle d'Hindenburg sur les lacs de Masurie. A Paris comme à Berlin, les ministres socialistes s'étaient rangés sur le front de la « défense nationale ». Les social-traitres de Berlin voulurent écraser Liebknecht sous l'argument **marxiste** de la « guerre défensive » (quand ils furent au pouvoir ils le fusillèrent, alors que le Kaiser n'avait fait que le mettre en prison).

Agent provocateur du tsar! lui crient-ils: nous te jetons à la figure l'Adresse de la Ière Internationale sur la guerre de 1870, écrite de la main de Marx: « Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense... A notre grand regret, nous nous voyons contraints de mener une guerre défensive... La classe ouvrière allemande a résolument donné son appui à la guerre... Ce sont les ouvriers allemands unis aux travailleurs ruraux qui ont fourni les nerfs et les muscles d'armées héroïques... ».

Karl Liebknecht - dont on ne sait ce qu'il faut admirer davantage: la capacité du théoricien ou l'héroïsme du lutteur qui tint tête à toute une masse ivre de démagogie chauvine - expliqua que l'emploi politique de l'expression guerre « de défense » et l'habituelle citation de phrases tronquées ne devaient pas éclipser la claire raison historique et l'appréciation des bases et des effets sociaux des guerres. Après la guerre de 1870 - une fois atteint le but indiqué dans les textes cités d'« indépendance de l'Allemagne et de libération de celle-ci et de l'Europe du cauchemar oppressant du Second Empire », but qui **justifiait** la guerre même si elle était une guerre d'invasion, de conquête, de pillage - une période historique bien différente s'était ouverte. Ainsi, **même avant** (même avant 1914, ndt), la distinction entre guerre défensive et guerre offensive était fautive, puisque le critère « discriminant » des guerres était fondé sur des caractères bien différents, de nature sociale et historique. En 1914, il s'agit de toute autre chose: de la rivalité sauvage entre groupes impérialistes pour l'exploitation du monde, et les socialistes ne reconnaissent plus de guerres à appuyer ou de patries à défendre d'un côté ou de l'autre du Rhin ou de la Vistule.

Non seulement Lénine considère comme extrêmement important d'éclaircir ce point, mais il veut établir, documents à l'appui, qu'une semblable vision a été celle des marxistes véritables même avant la guerre européenne de 1914 et dès l'ouverture de cette nouvelle période de capitalisme dominant dans toute l'Europe.

Il établit encore, au moyen d'exemples de guerres, « possibles » à la date de 1914, quelles guerres pourraient apparaître comme « progressives » et justifiables. Il l'explique (et ici les dilettantes sont priés de lire « cum grano salis », comme toujours lorsque les marxistes avancent des hypothèses historiques et n'analysent pas des événements concrets) afin de prouver qu'en 1915 on ne peut jacasser sur la « guerre juste » dans aucun des Etats d'Europe, et que dans tous les cas, le critère est un critère social, et non celui de savoir si la guerre est une guerre

d'agression ou de défense, d'invasion ou de résistance, de conquête ou de libération. L'exemple de Lénine est celui-ci: si un pays n'a pas de gouvernement local, mais est sous la domination politique d'un autre pays étranger, proche ou lointain, alors **même aujourd'hui** nous aurions à soutenir sa guerre. Mais faites attention, ceci n'est pas, ceci n'était pas en 1915, le cas de la France contre l'Allemagne - que nous considérons depuis 1871 comme **définitivement organisée** selon le système capitaliste - et, vice-versa, ce n'était pas même le cas de l'Allemagne contre la Russie tsariste! Voici les cas supposés par Lénine: le Maroc contre la France, l'Inde contre l'Angleterre, la Perse et la Chine contre la Russie, car il s'agit là de colonies ou de semi-colonies où l'absence d'autonomie nationale empêche le développement de la société. Mais Lénine ajoute aussitôt: ce seraient des guerres justes et **défensives** (en ce sens qu'elles visent à déloger un conquérant étranger) **quel que soit celui qui commence**. Or, tant que le système de domination se maintient «dans l'ordre», il est clair que ces guerres justes possibles ne pourraient être que des guerres d'insurrection, de rébellion, et donc des guerres **offensives** à l'égard des armées d'occupation étrangères.

En Europe, donc, la période des guerres de constitution des Etats nationaux se termine en 1871: après 1871 on pourrait encore en trouver d'autres, historiquement, mais hors d'Europe. La guerre de 1914 appartient aux types des guerres impérialistes, et Lénine la compare à un conflit non entre esclaves et oppresseurs, mais entre «un propriétaire de cent esclaves et un propriétaire qui en possède deux cents, pour un plus **«juste» partage** des esclaves». Pour masquer cette turpitude, «la bourgeoisie impérialiste trompe les peuples au moyen de l'idéologie «nationale» et de la notion de **défense** de la patrie».

Nous ne répéterons pas une nouvelle fois les caractères de l'analyse de l'impérialisme. Nous reprenons certains points qui démontrent la continuité de l'appréciation marxiste dans la période en question, qui commence en 1871, et donc bien avant Liebknecht, Lénine, et les autres socialistes qui luttèrent tenacement contre la guerre. Il s'agit de mettre à nu les hontes du social-patriotisme.

Lénine se réfère à l'exemple de la Commune de Paris, expressément rappelé dans le manifeste de la II<sup>ème</sup> Internationale socialiste au congrès de Bâle de 1912: «transformation de la guerre des gouvernements en guerre civile». Celui qui prend acte, «ad horas», de ce grand tournant historique n'est autre que Karl Marx en personne, dans le passage classique qui conclut l'adresse du 30 mai 1871: «Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société fut encore capable **était** la guerre nationale et il est **maintenant** prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et qu'on se débarrasse de cette mystification aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux sont tous confédérés contre le prolétariat!».

Marx avait donc vu la future guerre entre les Etats nationaux, que la période précédente avait définis et organisés, provoquer la guerre de classe, et le prolétariat relever le défi de tous les gouvernements nationaux. Les renégats du marxisme, à Berlin et dans les autres capitales, ne surent répondre au traquenard de la guerre nationale qu'en amenant le drapeau rouge, en déclarant la lutte de classe suspendue, et en s'enrôlant dans les rangs des armées nationales bourgeoises.

Lénine leur reproche qu'ils ont ainsi trahi le marxisme dans toutes ses manifestations explicites de 1871 à 1914, et il a parfaitement raison.

En 1899, dans **En Garde**, le chef de la gauche marxiste en France, Jules Guesde, qui devait se renier si misérablement, dénonçait le ministérialisme socialiste, en temps de paix comme en cas d'une guerre «ourdie par les brigands impérialistes». En 1908, (**Weg zur Macht**: Le chemin du pouvoir), Kautsky, qui devait finir de même, déclarait close l'ère **pacifique** et ouverte celle des guerres et des révolutions. Lénine remarque que le manifeste de Bâle réaffirme la question, du point de vue historique comme du point de vue de l'action. Il rappelle les



conflits latents en Europe, qui visent tous à accentuer la domination la plus brutale, de tous les côtés: conflit austro-russe dans les Balkans, anglo-franco-allemand en Afrique, austro-italien en Albanie, anglo-russe en Asie centrale, etc. Lénine commente: «ils se combattent entre grands requins pour dévorer ces patries étrangères: la possibilité d'une défense de la patrie est un non-sens théorique et une bouffonnerie pratique». Mais «de la reconnaissance de la défense nationale dérivait une tactique, de celle de la guerre impérialiste une autre tactique. Le manifeste de Bâle s'exprime clairement. La guerre conduira à une crise économique et politique qu'il faut **dépasser** non pour l'atténuer, non pour défendre la patrie, mais **entraîner** les masses, pour hâter la chute de la domination de classe du capitalisme». Lénine rappelle que le manifeste de Bâle déclarait que «les classes dominantes craignent la révolution prolétarienne comme conséquence d'une guerre mondiale», et qu'il se rattachait non seulement à la Commune, mais aux grandes agitations de 1905 en Russie, après la guerre contre le Japon. De Marx à Lénine, les révolutionnaires socialistes ont suivi une voie cohérente et ininterrompue. Loin de copier la stupide figure bourgeoise du «conjureur de guerres», aussi imbécile qu'impuissant, ils se sont préparés à être - au sens révolutionnaire du terme, diamétralement opposé à celui du super-impérialisme - «des profiteurs de guerre».

Lénine édifia la doctrine du défaitisme et la mena à une éclatante victoire historique.

Alors que cette victoire n'était encore qu'une perspective lointaine, Lénine, répondant à la question: «défaitisme contre qui?», sut écrire: «Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve **ridicule** et **absurde** l'idée que les socialistes de **tous** les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent, la défaite de **tous** les gouvernements, de «leur» gouvernement».

C'est lorsque les partis prolétariens ont été amenés par la trahison à «vouloir» la victoire de certains **gouvernements** et à combattre pour eux, que les forces de la révolution mondiale se sont effondrées. Nous avons montré que, dans la doctrine marxiste et léniniste, qu'il s'agisse de guerres de systématisation nationale (1792-1871) ou des guerres impérialistes, la distinction entre les types historiques de guerres n'a jamais été fondée sur l'idée que toute guerre de défense serait justifiée. Dans la première période, le marxisme justifie comme historiquement utiles **certaines** guerres, généralement offensives, dans la seconde il désavoue aussi bien les guerres offensives que les guerres défensives, c'est-à-dire il attend une **utilité** historique non d'une victoire de l'un ou l'autre des camps dans les guerres, mais des succès du défaitisme révolutionnaire dans chaque pays, qu'il préconise et hâte partout où c'est possible.

## Aujourd'hui

Une fois le critère de la «défense» éliminé de la position des marxistes sur les guerres dans les deux périodes, une série de questions se pose au sujet des guerres qui sont survenues et pourront survenir dans la période qui s'est ouverte après les événements historiques constitués par la première guerre impérialiste mondiale, la révolution russe, la faillite de la II<sup>ème</sup> Internationale et la fondation de la III<sup>ème</sup>.

Nous avons vu dans d'autres «fils du temps» le problème de la «guerre révolutionnaire» prolétarienne. Après la révolution bourgeoise il y eut des guerres des Etats pour éviter que le régime féodal ne fût restauré de l'extérieur, et aussi pour l'attaquer chez lui: la révolution prolétarienne présentera-t-elle un processus analogue?

Une première tentative d'application de cette hypothèse fut faite, après la chute du tsar en février et la première révolution qui porta au pouvoir les partis démocratiques bourgeois, par les opportunistes russes, qui prétendaient faire cesser l'opposition prolétarienne à la guerre contre l'Allemagne. Nous avons montré comment les bolchéviks liquidèrent cette manœuvre.

Mais le problème se présenta à nouveau lorsqu'ils prirent le pouvoir et que l'armée allemande avança pour abattre la révolution. A cette occasion, Lénine combattit la thèse de «gauche» de Boukharine, qui était tout feu tout flamme pour la guerre révolutionnaire; il expliqua qu'on avait hérité d'une guerre réactionnaire et qu'on devait la liquider en prenant appui sur le défaitisme du prolétariat allemand. La Russie rouge sembla s'agenouiller avec la fameuse paix de Brest-Litovsk, mais le militarisme allemand ne tarda pas à s'effondrer: les Ludendorff ont reconnu que c'était pour des raisons de politique intérieure qu'après des succès stratégiques remarquables ils virent s'écrouler le front occidental en novembre 1918 et durent capituler sans que leurs ennemis aient remporté de grande victoire ni violé les frontières allemandes.

Mais seuls des imbéciles comme ceux qui pullulent aujourd'hui peuvent prétendre que Lénine aurait qualifié de **provocatrice** la théorie de la guerre révolutionnaire. Lénine n'en a jamais, en principe, exclu l'éventualité historique: de 1918 à 1920 la Russie a mené d'authentiques guerres révolutionnaires, soit **défensives**, contre les agressions des expéditions montées par les Français et les Anglais, soit **offensives**, contre la Pologne blanche et bourgeoise.

Mais pour que la théorie, indéniablement léniniste, de la guerre révolutionnaire puisse s'appliquer, encore faut-il qu'il s'agisse d'un Etat effectivement prolétarien et que cette guerre soit menée par une armée rouge, comme Lénine le déclara au deuxième congrès de Moscou, **que partout surgissent des armées prolétariennes, et que les communistes de tous les pays travaillent à former une seule et même armée!**

Lorsque que ces conditions sont réunies, la guerre révolutionnaire est non seulement possible, mais «légitime», dans la mesure où elle coïncide avec la guerre civile mondiale: elle peut naître soit d'une résistance à une invasion capitaliste du pays prolétarien, soit surtout - et c'est seulement dans un tel cas que sa victoire sera possible - comme guerre d'attaque au capitalisme mondial. Les guerres qui marquèrent l'achèvement de la constitution des Etats nationaux furent révolutionnaires par la victoire de la bourgeoisie, en tant que cette victoire a pour condition économique et sociale l'indépendance nationale. Une guerre pourra être révolutionnaire par la victoire du prolétariat, en tant que la condition économique et sociale d'une telle victoire est qu'elle prenne une dimension internationale

Cependant, il existe un troisième «type» de guerre où, à la lumière de la méthode de Marx et de Lénine, il apparaît, comme dans les deux autres cas, faux et contre-révolutionnaire d'appliquer le critère du «défensisme».

Nous avons subi la deuxième guerre mondiale, et on a prétendu qu'elle n'était pas une guerre de type «impérialiste» et qu'on pouvait la «justifier» en tant que guerre contre l'Allemagne et ses alliés. On a voulu à la fois la faire passer pour une guerre du premier type, c'est-à-dire une guerre de «libération nationale», et pour une guerre du troisième type, c'est-à-dire une guerre révolutionnaire prolétarienne. Dans chacune de ces deux falsifications, les staliniens ont prétendu respecter le marxisme-léninisme, et en même temps ils ont largement utilisé l'argument de la «défense», en affirmant qu'il s'agissait de repousser l'agression allemande.

Or, toute définition marxiste autre que celle de la seconde guerre impérialiste mondiale tombe immédiatement dans l'absurde, pour des raisons encore plus fortes que celles qui, dans le cas de la première guerre mondiale, faisaient tomber l'explication **progressive** et celle **défensiste** alléguées par les sociaux-patriotes des différents pays.

S'agissait-il d'une guerre de «libération nationale»? Celles-ci avaient été considérées par les marxistes comme progressives seulement et précisément dans la mesure où elles constituaient un passage nécessaire vers la diffusion de la production capitaliste et la destruction des liens et des institutions féodales. Cet argument n'a rien à voir avec une acceptation générale, où pis, avec une apologie des prétendues conquêtes juridiques de la révolution bourgeoise telles que la liberté, la démocratie, l'égalité des citoyens, déjà disqualifiées par le socialisme prolétarien dès ses premières affirmations. Or, si Mussolini et Hitler avaient entamé ces fameuses conquêtes, ils n'avaient pas pour autant ramené l'histoire sociale cinquante années en arrière; non

seulement ils n'avaient pas démolé les industries, les machines, les chemins de fer, les banques et tout le reste de l'appareil de production capitaliste, mais ils n'avaient nullement l'intention de le faire; il s'agissait bien plutôt pour eux d'accélérer le cycle capitaliste, dont nous savions depuis toujours qu'il est bestial et négrier. Appliquer à Mussolini ce que nous avons dit de Napoléon III, à Hitler ce que nous avons dit du Tsar, était donc pure bouffonnerie. S'il fallait appliquer le défaitisme à l'égard de leur guerre, il n'était donc pas question d'approuver et de soutenir pour autant la guerre des gouvernements adverses.

S'agissait-il d'une guerre de défense? Nous avons vu que ce critère n'a jamais guidé les marxistes fidèles. Admettons un instant l'hypothèse ridicule (littéralement: hypothèse qui ferait pisser les poules, ndt) qu'en Italie en 1922 et en Allemagne en 1933 on aurait «restauré le Moyen-Age», de sorte qu'il eût fallu en revenir aux «guerres de libération nationale»: eh bien dans ce cas, l'**offensive** aurait été sacro-sainte.

On a dit que c'était Hitler qui avait attaqué la Pologne avec Dantzig, après une série de vexations infligées à l'Autriche et à la Tchécoslovaquie et «tolérées» par les Anglais et les Français. Pourquoi donc, alors, si la règle de la défense et de l'indépendance des nations est sacrée et primordiales l'armée russe n'a-t-elle pas marché contre l'armée allemande, au lieu d'attaquer précisément la Pologne en accord avec l'envahisseur pour procéder au plus tôt au partage?

S'agissait-il d'une guerre prolétarienne? Pour soutenir une blague pareille il faudrait admettre que les régimes de France, d'Angleterre et des Etats-Unis - archi-bourgeois, archi-capitalistes et archi-impérialistes à l'époque de Lénine et de la première guerre mondiale, et évidemment tout aussi bourgeois et impérialistes aujourd'hui, en 1951 - aient connu une curieuse **parenthèse**, non pas à partir de 1939, mais de 1941 à 1945, et aient engagé tout leur potentiel industriel et militaire pour étendre le régime socialiste dans le monde, en empêchant les Allemands de l'abattre!

Les staliniens reconnaissent aujourd'hui que la politique du capitalisme américain, non seulement en Asie mais même en Europe, est une politique d'agression impérialistes, et ils le démontrent à l'aide des mêmes arguments qui nous permirent de l'établir à l'époque de Wilson, contre le mensonge de la guerre juste et de la Ligue pour la paix. Ils vont chercher les textes de Lénine - ceux-là mêmes que nous avons toujours cités - sur les origines lointaines, depuis 1898, de l'impérialisme conquérant des Etats-Unis, le dernier venu mais aussi le plus terrible dans la série des impérialismes des peuples blancs. Et il faudrait admettre qu'après la mort de Lénine, ces caractéristiques fondamentales liées à un processus économique et social profond et prolongé de la machine productive des Etats-Unis, auraient préparé une **phase intermédiaire** de lutte pour la liberté, pour la répression des agresseurs, carrément pour la défense du pays socialiste?

On ne peut rien, absolument rien invoquer, sur le terrain socialiste marxiste, à l'appui de la thèse fabriquée de toutes pièces selon laquelle la guerre de 1939-1945 présenterait des caractères semblables à ceux des guerres bourgeoises progressives d'avant 1871. Cette guerre a été une guerre ouvertement impérialiste. Tous ceux qui ont travaillé à créer à l'intérieur des Etats bourgeois une solidarité de guerre avec les gouvernements de l'un des deux camps, ont accompli un travail contre-révolutionnaire irréparable, et ont irrévocablement contribué à accroître le potentiel des impérialismes vainqueurs.

Bien qu'elle s'explique par l'influence des traditions de la révolution de Lénine sur les masses du monde entier, l'erreur sur l'attitude de l'Etat russe dans la dernière guerre mondiale n'a fait qu'aggraver le démantèlement du potentiel révolutionnaire par comparaison avec les effets produits par l'union sacrée de 1914-1918.

Cette deuxième vague d'opportunisme ne peut se justifier par la falsification des traditions marxistes au sujet des guerres «utiles». Elle ne pouvait que retomber dans le méprisable **pré-lé-ninisme**, et elle l'a fait en ramenant au premier plan l'expédient hypocrite de la défense.

Hypocrisie qui n'a pour égale que celle du pacifisme.

# Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial

(Thèses de Milan, 1966)

*Ce text est précédée d'un préambule comme suit destiné aux lecteurs:*

*"Les Thèses supplémentaires de Milan 1966 ont paru dans notre brochure intitulée Défense de la continuité du programme communiste en octobre 1979 en même temps que les thèses de Naples de 1965." Toutes deux ont été republiées dans notre revue Cahiers Internationallistes N°7 au printemps 1999.*

*Ce n'est pas un hasard si ces thèses ont été rédigées quelque vingt ans après la reformation du parti à la fin du second guerre impérialiste. Car dans cet espace de temps les vicissitudes de l'action avaient provoqué crises et déviations au sein du petit parti qui s'efforçait de maintenir à contre courant l'ensemble des positions théoriques et pratiques caractérisant le courant de la gauche communiste depuis 1926. Dans une situation historique intégralement contre-révolutionnaire, il était et demeure essentiel de maintenir l'ensemble des acquis de notre courant.*

1. Les thèses de Naples revendiquent la continuité des positions qui, depuis plus d'un demi-siècle, constituent le patrimoine de la Gauche communiste. Ce n'est pas en consultant des articles de codes ou de règlements que l'on parviendra jamais à comprendre ces positions et à les appliquer naturellement et spontanément; cette application ne peut pas non plus être garantie par des scrutins d'assemblées, ou pis, de collèges ou de tribunaux appelés à trancher les questions soulevées par des éléments moins éclairés; la pratique à laquelle nous tendions depuis toujours, et que nous avons enfin adoptée, est tout autre. Le difficile travail que nous accomplissons pour atteindre ces résultats ne peut aboutir si nous n'utilisons pas le vaste matériel historique tiré de l'expérience vivante du mouvement révolutionnaire au cours des différents cycles de sa longue lutte, matériel que nous avons assidûment travaillé à ordonner et à diffuser collectivement, aussi bien avant qu'après la publication des thèses.

2. Le petit mouvement actuel se rend parfaitement compte que dans la phase historique bien grise que nous traversons il est très difficile d'utiliser, à une distance historique aussi grande, la leçon des grandes luttes passées (et non seulement des victoires éclatantes, mais aussi des défaites sanglantes et des replis sans gloire). Dans la vision correcte et non déformée de notre courant, ni la rigueur doctrinale, ni la profondeur de la critique historique ne suffisent à forger le programme révolutionnaire, car celui-ci puise sa lymphe vitale dans la liaison avec les masses en révolte, aux époques où elles sont irrésistiblement poussées à combattre. Ce lien dialectique est particulièrement difficile à établir aujourd'hui, alors que le caractère rampant de la crise du capitalisme sénile et l'ignominie croissante des courants opportunistes ont étouffé et éteint la poussée des masses. Tout en reconnaissant que l'influence du parti est limitée, nous devons sentir que nous préparons le véritable parti, à la fois sain et efficace, pour l'époque historique où les infamies de la société contemporaine pousseront à nouveau les masses insurgées à l'avant-garde de l'histoire, et que leur élan pourrait une fois de plus échouer s'il manquait le parti non pas pléthorique mais compact et puissant, qui est l'organe indispensable de la révolution. Aussi douloureuses soient-elles, nous devons surmonter les contradictions de cette période en tirant la leçon dialectique des amères désillusions du passé et en signalant avec courage les dangers que la Gauche avait reconnus et dénoncés dès leur apparition, et toutes les formes insidieuses sous lesquelles la terrible infection opportuniste s'est présentée au cours de l'histoire.

3. A cette fin, nous développerons plus profondément encore notre travail de présentation critique des batailles passées et des réactions réitérées de la gauche marxiste et révolutionnaire aux vagues historiques de déviationnisme et d'errements qui, depuis plus d'un siècle, ont fait obstacle à la marche en avant de la révolution prolétarienne. C'est en nous référant à ces phases où existaient les conditions d'une ardente lutte de classe, mais où manqua le facteur de la théorie et de la stratégie révolutionnaires, et surtout en retraçant l'histoire des événements qui perdirent la Troisième Internationale alors qu'on croyait le point de non-retour dépassé pour toujours, et en rappelant les positions critiques prises par la Gauche pour conjurer le danger grandissant et le désastre qui, malheureusement, s'ensuivit, que nous pourrions dégager des enseignements qui ne peuvent ni ne veulent être des recettes de succès, mais une mise en garde sévère pour surmonter les faiblesses et nous défendre des dangers et des pièges où l'histoire a si souvent fait tomber des forces qui semblaient pourtant dévouées à la cause de la révolution.

4. Les brèves illustrations que nous donnerons ici ne doivent pas être comprises comme une allusion directe à des erreurs ou à des difficultés pouvant menacer notre travail actuel, mais comme une contribution de plus à la transmission de l'expérience des générations passées. Cette expérience s'est constituée dans une phase où il y avait déjà une excellente restauration de la juste doctrine (dictature prolétarienne en Russie; œuvre de Lénine et des bolcheviks dans le domaine théorique; fondation de la IIIe Internationale dans le domaine pratique) et où d'autre part, en Italie comme dans le monde entier, la lutte révolutionnaire des partis communistes battait son plein, avec une large participation des masses. Ces résultats jouent aujourd'hui avec un fort «décalage» historique et chronologique, mais leur correcte utilisation reste une né-

cessité vitale pour le présent comme pour l'avenir, dont nous savons avec certitude qu'il sera plus fécond que le présent.

**5.** Une des caractéristiques fondamentales du phénomène que Lénine a appelé, après Marx et Engels, opportunisme, et qu'il n'a cessé de combattre impitoyablement, est de préférer une voie plus courte, plus commode et moins ardue, à la voie longue, difficile et hérissée d'obstacles qui est la seule où il puisse y avoir pleine et entière convergence entre l'affirmation de nos principes et de notre programme, c'est-à-dire de nos buts suprêmes, et l'action pratique immédiate et directe dans la situation réelle du moment. Lénine avait raison lorsqu'il disait qu'on ne pouvait pas, pour soutenir la proposition tactique de renoncer dès cette époque (fin de la Première Guerre mondiale) à l'action électorale et parlementaire, utiliser comme argument l'extrême difficulté d'une action communiste et révolutionnaire au parlement, car l'insurrection armée puis le contrôle de la longue et complexe transformation économique du monde social arraché par la violence au capitalisme sont à coup sûr plus difficiles encore. Quant à nous, nous montrions que les préférences pour l'emploi de la méthode démocratique s'expliquaient de toute évidence par la tendance à préférer les ôtes commodes de l'action légale aux tragiques difficultés de l'action illégale, et qu'une telle pratique ne manquerait pas de faire retomber tout le mouvement communiste dans la fatale erreur social-démocrate dont on n'était sorti qu'au prix d'efforts héroïques. Comme Lénine, nous savions que l'opportunisme n'est pas une tare de nature morale ou éthique, mais qu'il correspond (comme Marx et Engels le disaient déjà pour l'Angleterre de la fin du XIXe siècle) à la prédominance dans les rangs ouvriers de positions propres aux couches intermédiaires petites-bourgeoises et plus ou moins consciemment inspirées par les idées-mères de la classe dominante, c'est-à-dire par ses intérêts sociaux. La puissante et généreuse position de Lénine sur l'action parlementaire comme élément de la lutte pour la destruction violente du système bourgeois et de l'appareil démocratique lui-même et pour son remplacement par la dictature prolétarienne, allait faire place sous nos yeux à l'assujettissement des députés prolétariens aux pires influences des faiblesses petites-bourgeoises, qui aboutissent au reniement du communisme et à la trahison, voire même au passage à l'ennemi par vénalité. De cette confirmation obtenue à une échelle historique immense (même si une généralisation aussi vaste peut sembler ne pas être contenue à la lettre dans l'enseignement de Lénine, qui comme nous a été à l'école de l'histoire) nous tirons la leçon que le parti doit éviter toute décision et tout choix qui pourraient être dictés par le désir d'obtenir de bons résultats par un travail et un sacrifice moindres. Un tel désir peut sembler innocent, mais il traduit la tendance des petits-bourgeois à la paresse et obéit à l'influence de la règle fondamentale du capitalisme, qui est d'obtenir le maximum de profit pour le minimum de frais.

**6.** Tel qu'il est apparu dans la IIe Internationale et tel qu'il triomphe aujourd'hui après la faillite plus désastreuse encore de la IIIe, le phénomène opportuniste présente un autre aspect régulier et constant, qui est d'allier la pire déviation par rapport aux principes du parti à une admiration de façade pour les textes classiques, pour l'enseignement et l'œuvre des grands maîtres et des grands chefs. C'est une caractéristique constante de l'hypocrisie petite-bourgeoise que d'applaudir servilement la puissance du chef victorieux, la gran-

deur des textes d'illustres auteurs, l'éloquence de l'orateur disert, pour tomber ensuite, dans la pratique, dans les déviations les plus méprisables et les plus contradictoires. C'est pourquoi un corps de thèses ne sert à rien si ceux qui l'accueillent avec un enthousiasme de type littéraire ne réussissent pas ensuite, dans l'action pratique, à en saisir l'esprit et à le respecter, et s'ils s'efforcent d'en masquer la transgression par une adhésion ostentatoire, mais platonique, au texte théorique.

**7.** L'histoire de la III<sup>e</sup> Internationale comporte une autre leçon (que la Gauche mit souvent en évidence à l'époque par ses critiques et qu'on peut retrouver dans nos textes): celle de la vanité de la «terreur idéologique». Alors que la diffusion de notre doctrine se fait par la rencontre de celle-ci avec les forces réelles en ébullition dans le milieu social, cette méthode désastreuse consistait à vouloir remplacer ce processus naturel par une catéchisation forcée des éléments récalcitrants et égarés, soit pour des raisons plus fortes que les hommes et que le parti, soit pour des raisons tenant à l'imperfection du parti lui-même, en les humiliant et en les mortifiant publiquement dans des congrès, sous les yeux mêmes de l'ennemi de classe, même quand ils avaient représenté notre parti et dirigé notre action dans des épisodes de portée politique et historique. Imitant la méthode fidéiste et piétiste de la pénitence et du mea culpa, on prit l'habitude de contraindre ces éléments à une confession publique de leur erreurs, en les plaçant le plus souvent devant l'alternative de retrouver ou de perdre une position importante dans les rouages de l'organisation. Ce moyen vraiment philistin et digne de la morale bourgeoise n'a jamais amendé aucun membre du parti ni protégé celui-ci contre les menaces de dégénérescence. Lorsque le parti révolutionnaire est en plein développement et s'achemine vers la victoire, l'obéissance des militants est spontanée et totale, mais non aveugle ni forcée; la discipline envers le centre répond (comme le montrent nos thèses et la documentation présentée à l'appui) à l'harmonie parfaite entre les fonctions et l'action de la base et du centre: on ne peut la remplacer par un dressage bureaucratique témoignant d'un volontarisme antimarxiste. L'importance capitale de ce point pour la juste compréhension du centralisme organique s'éclaire par le souvenir terrible des confessions auxquelles furent contraints de grands chefs révolutionnaires, massacrés ensuite dans les purges de Staline, de ces inutiles autocritiques auxquelles ils durent se soumettre sous peine d'être expulsés du parti et diffamés comme traîtres: infamies et absurdités que la méthode non moins bigote et non moins bourgeoise de la «réhabilitation» n'effacera jamais. L'abus croissant de pareilles méthodes ne fait que marquer la progression triomphale de la dernière vague opportuniste, la plus terrible de toutes.

**8.** Pour que l'action du parti soit véritablement organique et pour qu'il puisse avoir une fonction collective qui dépasse et élimine tout personnalisme et tout individualisme, le parti doit répartir ses membres entre les diverses fonctions et activités qui constituent sa vie. La succession des camarades à ces tâches est un fait naturel qui ne peut obéir à des règles semblables à celles des carrières des bureaucraties bourgeoises. Dans le parti il n'y a pas de concours pour se disputer des positions plus ou moins brillantes ou plus ou moins en vue: nous devons tendre organiquement à cette répartition des tâches qui n'est pas une imitation de la division bourgeoise du travail, mais une adaptation naturelle à

sa fonction de cet organe complexe et structuré qu'est le parti. Nous savons bien que la dialectique historique amène tout organisme de lutte à perfectionner ses moyens d'attaque en employant les techniques de l'ennemi. Nous en déduisons que dans la phase de la lutte armée, les communistes auront un encadrement militaire avec une organisation hiérarchique précise et unitaire qui assurera les meilleurs résultats à l'action commune. Mais cette vérité ne doit pas être calquée inutilement pour toutes les activités, même non militaires, du parti. La voie par laquelle les directives sont transmises doit être unique, mais cette leçon de la bureaucratie bourgeoise ne doit pas nous faire oublier de quelle façon cette règle se corrompt et dégénère, même lorsque ce sont des associations ouvrières qui l'adoptent. La nature organique du parti n'exige nullement que chaque camarade voie la personnification de la force du parti dans tel ou tel camarade spécifiquement désigné pour transmettre des dispositions venues d'en haut. Cette transmission entre les différentes molécules composant l'organe-parti se fait toujours dans les deux sens; et la dynamique de chaque unité s'intègre dans la dynamique historique de l'ensemble. Abuser sans raison vitale des formalismes d'organisation a toujours été et sera toujours un défaut stupide et suspect, et un danger.

**9.** Le capitalisme, forme historique de production qui mystifie et dissimule le monopole d'une classe minoritaire derrière le mythe du droit de tous les hommes à la propriété privée, a eu besoin de grands noms d'une notoriété croissante pour désigner les articulations de ses structures et les étapes de son évolution, devenue aujourd'hui une involution. Au cours du long cycle bourgeois, dont l'histoire sinistre pèse comme un joug sur nos épaules de rebelles, c'était au départ l'homme le plus capable et le plus fort qui obtenait la plus grande notoriété et visait le pouvoir suprême; aujourd'hui où le philistinisme petit-bourgeois domine, le plus vil et le plus faible peut devenir un personnage grâce aux sales méthodes publicitaires. Notre parti, dont la tâche est si difficile, fait actuellement tous les efforts pour se libérer à tout jamais de la vague de trahison qu'on a cru pouvoir identifier à des noms d'hommes illustres, et pour rejeter définitivement la méthode qui consiste, pour atteindre ses objectifs et remporter des succès, à fabriquer une stupide notoriété en faisant de la publicité pour d'autres noms d'individus. Dans aucun des méandres de sa route, le parti ne doit manquer de la volonté et du courage de lutter pour ce résultat, qui anticipe véritablement l'histoire et la société de demain.



# NOS PUBLICATIONS

## **CAHIERS INTERNATIONALISTES (NOUVELLE SÉRIE) 1**

Le cours du capitalisme mondial et ses crise.

A propos de la Palestine et du Kurdistan. Contribution critique à la "question nationale"

## **CAHIERS INTERNATIONALISTES (NOUVELLE SÉRIE) 2**

La bourgeoisie redécouvre les luttes ouvrières en pleine orgie électoraliste

Les leçons de la grève à Chausson

Actionnariat populaire et privatisations

La lutte prolétarienne contre l'embargo en Irak est une exigence de la préparation de la révolution communiste Afrique du Sud: les prolétaires ne sont qu'au début de leur lutte.

La Tchétchénie, une autre face du capitalisme

## **CAHIERS INTERNATIONALISTES 3-4**

Editorial. Un monde à la débandade, un avenir à construire

A propos des calomnies contre les communistes révolutionnaires

La fonction de la social-démocratie en Italie (publié dans "Il comunista", 6 février 1921)

Les sociaux-démocrates et la violence (publié dans "il comunista", 12 avril 1921)

Les voies qui conduisent au "noskisme"(publié dans "il comunista", 14 juillet 1921)

Le fascisme (publié dans "il comunista", 17 novembre 1921)

Le programme fasciste (publié dans "il comunista", 27 novembre 1921)

Du gouvernement (publié dans "il comunista", 2 décembre 1921)

Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IV Congrès de l'internationale communiste (12eme séance, 16 novembre 1922)

## **CAHIERS INTERNATIONALISTES 5**

Editorial. La taupe de la "globalisation" capitaliste est au travail  
L'Algérie, un exemple supplémentaire d'une dérive inévitable à l'époque impérialiste de l'indépendance nationale, à l'impasse démocratique et au massacre systématique de milliers d'êtres humains pour le seul bénéfice d'intérêts impérialistes

Eloge de la patience

Il n'y a rien à attendre du nouveau gouvernement de gauche

Convergences et divergences entre les thèses bolcheviques de Lenine-Boukharine et celles de la gauche communiste d'Italie

sur la question parlementaire  
Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au V<sup>me</sup> Congrès de l'Internationale  
Communiste  
La lutte des sans-papiers en France

**CAHIERS INTERNATIONALISTES 6**

Qu'est-ce que le Parti Communiste International?

**CAHIERS INTERNATIONALISTES 7**

L'impérialisme des porte-avions  
Crise économique et science marxiste  
Invariance de la social-démocratie, invariance du marxisme  
Introduction aux "Considérations" et "Thèses de Naples 1965"  
Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation  
générale est historiquement défavorable  
Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du Parti Communiste  
Mondial (Napoli 1965)  
La question kurde  
Quoi de neuf en France?

**CAHIERS INTERNATIONALISTES 8**

La nécessité historique du communisme  
Le spectre du communisme, cauchemar permanent de la bourgeoisie  
Contre toutes les illusions démocratiques  
La loi marxiste de la chute tendancielle du taux de profit  
Globalisation et internationalisme prolétarien  
Luttes économiques et luttes politiques  
Parti et classe- Parti et action de classe  
La question palestinienne et le mouvement ouvrier international

## **Il programma comunista - n°1/2002 - Gennaio**

Il capitale alla vana ricerca di un ordine mondiale  
Treni e profitti ad alta velocità  
Un nostro testo del 1949  
Il marxismo di fronte alla pace e alla guerra  
Dietro le mistificazioni sull'Europa unita  
Argentina sull'orlo della catastrofe

## **Il programma comunista - n°2/2002 - Febbraio**

"Proteggere la democrazia" o "preparare l'assalto al cielo"?  
Tecniche dell'opportunismo sindacale  
La battaglia per l'Asia centrale nella dinamica dei contrasti interimperialistici  
Pacifismo e comunismo  
Gli Usa dalla "prosperità" alla crisi  
Libere confessioni dei disinteressati paladini delle guerre "giuste"

## **Il programma comunista - n°3/2002 - Marzo**

Guerre degli Usa o guerre del capitale?  
Invertebrati a convegno: anatomia di un "forum" nato morto  
Sulla via del "partito compatto e potente" di domani (1)  
Il corso del capitalismo in Russia (2)  
Per la ripresa della lotta di classe contro l'inganno sindacale

## **Il programma comunista - n°4/2002 - Aprile**

Per un primo maggio che apra finalmente la via alla ripresa della lotta di classe!  
Immigrazione e leggi per il controllo dei flussi  
Veleni e salari, delizie del mondo borghese

## **Il programma comunista - n°5/2002 - Giugno-luglio**

Fuori dai vicoli ciechi democratici e nazionali!  
Guerra dell'acciaio o preparativi di guerra?  
Sulla via del partito compatto e potente di domani 2)  
Il "libro bianco" non è solo l'articolo 18  
I "diritti dell'uomo" non sono che un'espressione dei rapporti economici e sociali borghesi  
Dal festival dell'idiozia

**Il programma comunista - n°6/2002 - Settembre**

La prospettiva della rivoluzione proletaria è l'unica alternativa all'agonia del modo di produzione capitalistico

La Fiat sta crollando? Benissimo: torni su Torino l'incendio operaio del 1920

L'imperialismo americano in crisi e la partita per l'Asia centrale

Anche dal crollo delle borse un segnale della crisi profonda del modo di produzione capitalistico

**Il programma comunista - n°7/2002 - Novembre**

Per il comunismo

Borghesia italiana fellona

Per che cosa lottare alla Fiat

Estensione mondiale delle morti sul lavoro

L'ipocrisia borghese della pace e della guerra

**Il programma comunista - n°1/2003 - Febbraio**

Dietro la falsa alternativa "guerra o pace"

Immigrazione e sovrappopolazione relativa

La classe dominante italiana e il suo stato nazionale

L'evoluzione della politica militare dell'imperialismo egemone americano, riflesso della crescente acutizzazione dei contrasti interimperialistici

Dal "movimento dei movimenti" può nascere solo la stasi sociale

Chi parla più della Fiat?

Note in margine al congresso del P.C. cinese

**Il programma comunista - n°2/2003 - Aprile**

Non c'è guerra che non sia infame, non c'è pace che sia desiderabile finché dura il regno del capitale

Il socialismo di ieri dinanzi alla guerra di oggi (1914)

Bombe "intelligenti" e stupidità borghese in guerra

**Il programma comunista - n°3/2003 - Luglio-agosto**

Di guerra in guerra

Giugno 1953: la Comune di Berlino

Una nuova prova di forza nella contesa interimperialistica

Plaidoyer pour Staline

La trappola della "sinistra latino-americana"

**Il programma comunista - n°4/2003 - Settembre-ottobre**

Le illusioni del capitalismo

La difesa delle condizioni di vita e di lavoro della classe operaia è incompatibile con qualsiasi forma di collaborazione di classe, concertazione e dialogo sociale, sia sul piano sindacale che su quello politico

La catena delle guerre imperialiste non si spezzerà se le lotte contro il capitale non ritroveranno la strada del marxismo rivoluzionario

Nel vortice della mercantile anarchia

**Storia della Sinistra Comunista**

Vol. I - 1912-1919 (pp. 423, € 20.00); Vol.2 - 1919-1920 (pp. 740, € 20.00); Vol. 3 - 1920-1921 (pp. 517, € 20.00); Vol. 4 - 1921-1922 (pp. 467, € 20.00)

**Russia e rivoluzione nella teoria marxista**

(pp. 222, € 7.00)

**Tracciato d'impostazione.****I fondamenti del comunismo rivoluzionario.**

(pp. 70, €6.00)

**In difesa della continuità del programma comunista**

(pp. 189, € 6.00)

**Elementi dell'economia marxista. Sul metodo dialettico.****Comunismo e conoscenza umana**

(pp. 125, € 6.00)

**Partito e classe**

(pp. 140, € 6.00)

**"L'estremismo, malattia infantile del comunismo",  
condanna dei futuri rinnegati**

(pp. 121, € 6.00)

**Lezioni delle controrivoluzioni**

(pp. 81, € 6.00)

**Notre site:**

**[www.ilprogrammacomunista.com](http://www.ilprogrammacomunista.com)**

**Ecrivez à:**

**Edizioni il programma comunista  
Casella postale 962  
20101 Milano (Italy)**

# EN ANGLAIS

## **n° 1 (May 1992)**

To the Reader: Resuming Our International Press - Marxism And Russia - The Myth of "Socialist Planning" in Russia - What Distinguishes Our Party - Back To Basics: Fundamental Theses of the Party (1951)-Our Press

## **n° 2 (June 1993)**

To the Reader: A Year After - The International Communist Party -Capitalism Is War - The Fall of the House of Stalin (I) - Back To Basics: Three Documents on the Relationship Between Party and Class - Party Interventions - Our Press

## **n° 3 (June 1994)**

To the Reader: Harsh Realities, Deceitful Mirages - The Abolition of Wage Labor Means the Abolition of Production for the Sake of Production - The Fall of the House of Stalin (II) - Kurds and Palestinians: Which Way Out? - Communists and the Chiapas Indians' Revolt - Back To Basics: Proletarian Dictatorship and Class Party (1951) -

The International Communist Party - Party Life - Our Press

## **n° 4 (June 1995)**

To the Reader: Contracts For America... And The World -Unemployment, Capitalism's Insoluble Problem - Where We Come From: A Brief Chronology - The Fall of the House of Stalin (III) -Africa: The Clash Between French and American Capitals - Checenya: Another Medal For Imperialism - Back To Basics: The Democratic Principle (1922) - Party Life - Our Press

## **n° 5 (June 1996)**

To The Reader: Unemployment and Elections - Our Name Is Our Program - Social Struggles in France -Report From U. S.: The Maturing of the Market economy - Former Yugoslavia: A Capitalist, Not A Ethnic, War - The Case of Mumia Abu-Jamal: Class Solidarity For All Class Prisoners - Back To Basics: Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle (I) - Our Press

## **n° 6 (June 1996)**

To the Reader: On Some Fin-De-Siècle Myths - The Lonelines of the Working Class, Today - A Eulogy to Patience - From the U.K.: The Historical Path of British Labourism - Total and Unconditional Solidarity With Immigrants of Whatever Status - Documents: Appeal to the Workers of Europe, America and Japan (Baku, 1920) - The Boar In History, or How the USSR Was Dissolved - Back To Basics: Force, Violence and Dictatorship In the Class Struggle (II) - Party Life

### **n° 7 (May 1998)**

To the Reader: Capitalism and Recession - Amidst the Storms of Worldwide Capital - "Globalization": The Mole Is At Work – A Continuity Made Up of Theory, History and Memory - U.S.A.: The "State of the Union"; Or, Waiting For the Second Shoe To Drop - After the Horrendous Massacre In Chiapas - Back To Basics: Force, Violence and Dictatorship In the Class Struggle (III) - **Suplemento en Español:** Editorial -'Un texto de nuestra corriente: El curso a seguir (1946) - Our Press

### **n° 8 (Spring/Summer 1999)**

To the Reader: Party And Class Today (While a New Imperialist War Is Raging) - The War In Serbia and Kossovo Is a Capitalist War -Economic Crisis and the Science of Marxism - The Mole Keeps On Digging - Invariance of Socialdemocracy, Invariance of Marxism - U. S. News: How the Other Half Lives, 1999-2000 - The Kurdish Question - Back To Basics: Force, Violence and Dictatorship In the Class Struggle (IV) - Party Life - **Suplemento en Español:** Activismo (1952) -Reformismo y socialismo (1950) - Las dos caras de la revolución cubana (1961) - Our Press

### **n° 9 (Spring/Summer 2000)**

What is the International Communist Party: A Presentation

### **n° 10 (Spring/Summer 2001)**

To the Reader: 1921-2001. A Continuity of Doctrine, Program, and Organisation - "Globalisation" and Proletarian Internationalism - Against All Democratic Illusions - The Palestinian Question and the International Workers' Movement - The Course of Capitalism: USA - Where We Come From - A Brief Chronology - The Laboratory of Counterrevolution: A Brief History of Stalinism in Italy (and Elsewhere) - Gramscism: An Age-Long Bane of Communism - Back To Basics: The 1921 Livorno Program - **Suplemento en Español:** La Asamblea Constituyente en Venezuela, Oxígeno para la Explotación Capitalista - Dos Textos de Nuestra Corriente: Movimiento Obrero e Internacionales Sindicales - El Cadáver Todavía Camina - Programa del Partido Comunista Internacional - De Dónde Venimos

### **n° 11 (Summer/Fall 2002)**

To the Reader - Capitalism's Continuing Quest for Oxygen - The Strategy "Terrorism-War" Is the Bourgeois, Anti-Working-Class Answer to the World Economic Crisis - The Continuity of Revolutionary Marxism Versus the Continuity of Imperialist War - The Martyrdom of the Masses in the Middle East Will Not End Until an International, Class Perspective Is Regained, Resisting and Opposing Any Temptation To Be Lured by National Interests - The "Anti-Global Movement" - After the "Events of Genoa" - The Only Real Perspective Is Revolutionary Marxism - The Historical Necessity of Communism• Gramsci, or the Poverty of Philosophy - Back To Basics: The Theses of the Abstentionist Communist Faction of the Italian Socialist Party (1920) - Where We Come From - A Brief Chronology - **Suplemento en Español:** El capitalismo esta a la continua busca de oxigeno - Trás los "Eventos de Génova", la única perspectiva real es la del marxismo revolucionario - Tesis de la Fracción Comunista Abstencionista del PSI (1920)



## CE QUI NOUS DISTINGUE

La ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921), à la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne, et au refus des fronts populaires et des blocs partisans et nationaux. La dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaires au contact de la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et électoraliste.

### **Organe du Parti Communiste International**

Prix: France, Belgium, Allemagne et Italy €4,00  
U.K. £ 2.50 • U.S. et Canada \$4:00 •